

Müller-Wiliberg, Nabholz, Nebiker, Neuenschwander, Nussbaumer, Oehler, Oester, Paccolat, Perey, Philipona, Pidoux, Portmann, Reich, Reichling, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruckstuhl, Rutishauser, Rüttimann, Rychen, Sager, Savary-Fribourg, Savary-Vaud, Scheidegger, Scherrer, Schmidhalter, Schnider, Schüle, Schwab, Segmüller, Seiler Hanspeter, Spoerry, Steinegger, Stucky, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Widmer, Widrig, Wyss Paul, Wyss William, Zbinden Paul, Zölch, Zwingli, Zwygart (118)

Für den Antrag der Minderheit stimmen die folgenden Ratsmitglieder:

Votent pour la proposition de la minorité:

Ammann, Baerlocher, Bär, Bäumlín, Béguelin, Bircher, Bodenmann, Borel, Braunschweig, Brügger, Bundi, Carobbio, Danuser, Diener, Dormann, Euler, Fankhauser, Fehr, Fierz, Gardiol, Grendelmeier, Günter, Haering Binder, Hafner Rudolf, Hafner Ursula, Haller, Herczog, Hubacher, Jaeger, Jeanprêtre, Lanz, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Leuenberger Moritz, Leutenegger Oberholzer, Longet, Maeder, Matthey, Mauch Ursula, Meier-Glatfelden, Meizoz, Neukomm, Ott, Rebeaud, Rechsteiner, Reimann Fritz, Ruf, Schmid, Seiler Rolf, Spielmann, Stamm, Stappung, Stocker, Thür, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Weder-Basel, Wiederkehr, Zbinden Hans, Ziegler, Züger (62)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Antille, Pini, Salvioni (3)

Abwesend sind die folgenden Ratsmitglieder – Sont absents:

Aguet, Blocher, Bühler, Cavadini, Cevey, Eggenberg-Thun, Engler, Feigenwinter, Guinand, Jung, Luder, Petitpierre, Pitte-loud, Segond, Spälti, Steffen (16)

Präsident Ruffy stimmt nicht

M. Ruffy, président, ne vote pas

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes	109 Stimmen
Dagegen	60 Stimmen

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

88.077

Energienutzungsbeschluss

Arrêté sur l'énergie

Botschaft und Beschlussentwurf vom 21. Dezember 1988 (BBl 1989 I, 497)

Message et projet d'arrêté du 21 décembre 1988 (FF 1989 I, 485)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Eintreten

Minderheit

(Fischer-Seengen, Giger, Jeanneret, Kohler, Neuenschwander, Schüle, Stucky)

Nichteintreten

Antrag Giger

Eintreten und Verschieben der Beratung des Bundesbeschlusses bis nach der Volksabstimmung über den Energieartikel

Proposition de la commission

Majorité.

Entrer en matière

Minorité

(Fischer-Seengen, Giger, Jeanneret, Kohler, Neuenschwander, Schüle, Stucky)

Ne pas entrer en matière

Proposition Giger

Entrer en matière sur le projet, mais surseoir à l'examen de l'arrêté jusqu'après la votation populaire sur l'article constitutionnel sur l'énergie

M. Savary-Vaud, rapporteur: L'arrêté fédéral pour l'utilisation économe et rationnelle de l'énergie, qui vous est soumis, doit permettre à la Confédération de prendre rapidement un certain nombre de mesures en vue d'économiser l'énergie. Le Conseil fédéral peut également échelonner dans le temps, des opérations qui deviennent nécessaires pour combattre la pollution et diminuer également notre dépendance vis-à-vis de l'étranger. Fondé sur les compétences actuelles de la Confédération – et ceci est important – cet arrêté va forcément moins loin que la future loi qui fera suite à l'article constitutionnel, si celui-ci est accepté.

Aujourd'hui, l'intention est de donner au Conseil fédéral les moyens de prendre les premières mesures, et ceci le plus rapidement possible. Ainsi, on pourra à la fois gagner du temps et recueillir des expériences pour l'élaboration de la loi sur l'énergie. Toutes les mesures prévues dans cet arrêté et dans la loi qui suivra pourraient se traduire par une économie globale d'énergie d'environ 10 à 15 pour cent d'ici vingt ans. A travers ce projet, le Conseil fédéral veut répondre aux nombreuses interventions parlementaires déposées en automne 88, visant à une utilisation économe de l'énergie.

Ce projet a suscité des réactions diverses. Pour les uns, il est indispensable que les autorités politiques montrent leur volonté de faire quelque chose en vue d'économiser l'énergie, et ceci le plus rapidement possible. Pour les autres, cet arrêté soulève de très sérieuses réserves et ne repose pas sur des bases constitutionnelles suffisantes. La Commission de l'énergie a longuement débattu de tous les aspects et des problèmes que pose cet arrêté. On peut se demander tout d'abord s'il ne va pas faire du tort à l'article constitutionnel. En effet, le Conseil national discute aujourd'hui de l'arrêté alors que le Conseil des Etats met la touche finale à l'article constitutionnel. Dans quelques mois, cet article constitutionnel sera soumis au vote populaire. Il y aura incontestablement difficulté de compréhension de la part du peuple qui se demandera pourquoi on lui demande son avis alors que les Chambres auront déjà accepté qu'un certain nombre de mesures soient prises dans le domaine des économies d'énergie. Avec un référendum sur cet objet, l'incompréhension sera encore plus grande.

La majorité de la commission accepte toutefois de relever le défi et pense qu'il est préférable d'agir immédiatement. Dans ce domaine, attendre cinq ans sans rien faire serait aussi mal interprété si une forte majorité se dégageait en faveur de l'article constitutionnel. Cinq ans, Mesdames et Messieurs, c'est le temps qu'il faut entre la préparation de la loi et son application. On peut se demander, ensuite, s'il est bien raisonnable que la Confédération intervienne au moment où les cantons et les privés font de gros efforts en matière d'économie d'énergie. Là aussi, la majorité de la commission pense que l'action de la Confédération ne viendra pas perturber ce qui est déjà entrepris. Bien au contraire, toutes les mesures qui sont prévues doivent encourager et compléter l'oeuvre des cantons et des entreprises. Reconnaissons également que certaines directives telles qu'elles sont prévues à l'article 3 (celles par exemple sur les expertises types et exigences applicables aux installations véhicules et appareils) ne peuvent être prises qu'à l'échelon national.

Enfin, cet arrêté est-il juridiquement acceptable? Le Conseil fédéral cite les articles constitutionnels auxquels il fait référence. Le plus important nous paraît être l'article sur la protection de l'environnement (article 24septies) qui habilite la Confédération à prendre les mesures nécessaires pour combattre la pollution de l'air. Etant donné la relation qui existe entre l'approvisionnement et la consommation d'énergie,

d'une part, et la pollution, d'autre part, cet article donne à la Confédération des compétences non négligeables dans le domaine énergétique. Pour ces raisons et celles invoquées dans les autres articles du projet, la majorité de la commission conclut que la constitutionnalité de l'arrêté est acceptable.

Venons-en au contenu du projet. Le Conseil fédéral nous présente un projet modéré. Il ne va pas trop loin, mais assez loin tout de même pour que les économies réalisées soient quantifiables.

Comme vous pouvez le constater, la commission a peu modifié le texte proposé par le Conseil fédéral, mais le nombre de propositions minoritaires montre combien il est difficile de trouver un consensus en matière de politique énergétique. Comme dans l'article constitutionnel, les problèmes ayant trait à la tarification de l'électricité ont été au centre des débats. Si les principes relatifs au tarif, selon les coûts marginaux pour l'électricité, n'ont pas été acceptés dans l'article constitutionnel, ils ont encore moins leur place ici puisque nous avons un arrêté transitoire. Pourtant une minorité de la commission les reprend à l'article 2bis. Il en est de même des taxes sur l'énergie prévues à l'article 2ter et des principes de tarification de l'électricité aux articles 4bis et 5. En allant trop loin dans un premier temps, on n'arrivera à rien. Dans ce domaine, la politique des petits pas est préférable à un saut hasardeux.

Il s'agit aussi de rester crédible. Tous les partis ou presque sont favorables aux économies d'énergie, mais dès que l'on arrive dans le concret, dès qu'il faut décider des premières mesures à prendre, les avis changent et les réticences se multiplient. Ce projet est modeste, je le répète, adapté à la situation, et ces mesures sont nécessaires pour apporter notre contribution à l'amélioration de la pureté de l'air.

En conclusion, la Commission de l'énergie, par 14 voix contre 6, vous propose d'entrer en matière sur cet arrêté.

Basler, Berichterstatter: Zwei Feststellungen aus unserer Debatte von heute vormittag:

Erstens: Den Hauptanteil unserer Energie müssen wir einführen. Zweitens: Energieeinsatz belastet die Umwelt.

Diese beiden Feststellungen zusammen mit der Tatsache, dass Energie das Naturgut ist, das sich durch nichts ersetzen lässt und ohne das wir nicht leben können, bedingen eine Energiepolitik. Wie soll sie aussehen?

Wir dürfen den Bruttoenergieverbrauch nicht mehr steigern. Da aber jährlich 40 000 Wohnungen neu gebaut werden müssen und – Kollege Fritz Meier hat heute morgen darauf hingewiesen – mehr Transportleistungen gefordert werden und die Leistungselektronik Einzug halten wird, brauchen wir Sparmassnahmen bei der Energienutzung.

Weil der haushälterische Umgang mit der zu billigen Energie nicht über das Portemonnaie gelöst werden kann – eine Umweltabgabe wurde durch diesen Rat abgelehnt –, sieht der Bund gesetzliche Massnahmen vor. Für ein Energiegesetz braucht es aber vorher die Ermächtigung in der Bundesverfassung, eben den in der Herbstsession verabschiedeten Energieartikel.

Bis das neue Gesetz rechtskräftig wird, vergeht eine lange Zeit. Um nicht untätig zu sein, ruft der Bundesrat zum freiwilligen Energiesparen auf (durch die weitherum beachtete «Bravo»-Aktion) und führt nun das Impulsprogramm Bau und Energie ein. Unser Rat überwies dazu ein Postulat, das ein vorgezogenes Energiespargesetz verlangte. Es soll sich auf das heute vorhandene Verfassungsrecht stützen. Das Resultat ist nun der vorliegende Energienutzungsbeschluss. Was er beinhaltet, erfahren Sie durch die Detailberatung mit den vielen Minderheitsanträgen. Ich will auch nicht wiederholen, was mein Kollege Pierre Savary sagte, sondern auf eine Schwierigkeit hinweisen, die ich in den Energiediskussionen oft gespürt habe und die um so deutlicher zutage tritt, je detaillierter wir legerieren, nämlich mangelnde technische Kenntnisse.

Ich möchte Ihnen die daraus entstehenden Missverständnisse an drei Beispielen erklären.

Stets wird gefordert, im Energiebereich müsse die freie Konkurrenz gelten. Unsere Kommission hat daher auch Vertreter der Kartellkommission angehört. Ich frage Sie: Wenn wir nun vor die Aufgabe gestellt würden, das Bundeshaus zu heizen,

und wenn sowohl die Abwärmeröhre aus der Berner Kehrlichtverbrennungsanlage als auch Starkstromleitungen in der Bundesgasse bereits verlegt wären, dürften wir dann die Art der Endenergie nur aufgrund einer reinen Wirtschaftlichkeitsrechnung auswählen? Nein! Die Wertigkeit der Energie muss mitberücksichtigt werden. Wo Abwärme für die Aufgabe genügt, darf nicht hochwertigste Energie eingesetzt werden. Denn Elektrizität brauchen wir auch, um Arbeit zu leisten; Abwärme treibt keine Motoren mehr an. Die beiden Energien Wärme und Elektrizität sind technisch gesehen nicht gleichwertig. Keine Maschine kann Wärme vollständig in Arbeit und damit in Elektrizität umwandeln. Den Turbinen in den Maschinenhäusern unserer Kernkraftwerke gelingt das nur zu einem Drittel; der Rest ist Abwärme. Die Umkehrung ist möglich: Arbeit, das heisst auch Elektrizität, kann verlustfrei in Wärme umgewandelt werden.

Aus dieser Sonderstellung der Energieform «Arbeit» – man sagt auch mechanische Energie – rührt das zweite Missverständnis her, welches die Grundlage der Forderung nach einem speziellen Elektrizitätsgesetz bildet. Die Elektrizität darf politisch anders behandelt werden als die übrigen Energien. Denn Elektrizität ist die hochwertigste aller uns zur Verfügung stehenden Energieformen. Daher auch meine Aussage: «Strom ist zu kostbar, um verheizt zu werden.» Im Eigenschaftswort kostbar steckt nicht das, woran die Kartellkommission denkt – Preis pro kWh –, sondern die fundamentale Asymmetrie in der Natur, wonach heisse Körper sich nur abkühlen, nie selbst erwärmen, wiewohl keine Energie dabei verlorengeht. Erdöl, Erdgas oder Kohle können wir energetisch gesehen nur in Wärme umwandeln. Mit Wärme können aber keine Mikroelektronik, keine Optoelektronik und keine Signalübermittlung und damit auch keine Telekommunikation betrieben werden. Dazu bedarf es der Elektrizität, die nur mit Verlusten – Abwärme – aus Wärme gewonnen wird. Dabei gehen wir einem Zeitalter der Elektrizität entgegen. Daher muss diese knappe, hochwertige Energieform überlegter genutzt und darf schärfer ins Recht gefasst werden.

Das dritte Missverständnis betrifft die Wärmekraftkoppelung. Auch in den fossilen Energieträgern steckt ein arbeitsfähiger Anteil an Energie. Es wäre ein Gebot der Zukunft, bei der Verfeuerung von Erdöl oder Erdgas zur Gewinnung von minderwertiger Raumwärme zunächst den hochwertigen Anteil abzuräumen, d. h. den Heissdampf über Turbinen zu führen und zu entspannen – also Arbeit leisten zu lassen –, bevor er in die Wärmeversorgung geht. Dazu braucht es eine Fernheizung. Diese rationelle Energieverwendung wird so lange nicht eingeführt, als jeder seine eigene Hausheizung optimiert und ihm die Stromlieferung garantiert wird. Daher sind Grundsätze und Vorschriften nötig.

Ich ersuche Sie namens der Kommissionsmehrheit, diese physikalisch-technischen Besonderheiten im Gestalten unserer Energiepolitik zu würdigen und dem Energienutzungsbeschluss zuzustimmen.

Fischer-Seengen, Sprecher der Minderheit: Namens einer siebenköpfigen Kommissionsminderheit stelle ich Ihnen den Antrag, auf die Vorlage nicht einzutreten. Mit dem Energienutzungsbeschluss wollte der Bundesrat zahlreichen parlamentarischen Vorstössen Rechnung tragen, welche im Zusammenhang mit der grossen Energiedebatte im Herbst 1988 eingereicht wurden. Er sollte dem Bund ursprünglich die Möglichkeit geben, bereits ohne Verfassungsartikel energiepolitische Massnahmen zu treffen. Aus diesem Vorgehen sollte ein Zeitgewinn von mehreren Jahren gegenüber der regulären Energiegesetzgebung resultieren.

Diese Annahmen des Bundesrates erweisen sich heute als illusorisch. Ueberdies ist die Vorlage in mancher Hinsicht auch inhaltlich höchst problematisch. Es wäre deshalb verfehlt und kontraproduktiv, auf sie einzutreten. Es entspricht der schweizerischen Rechtsordnung, dass Volk und Stände dem Bund zunächst auf Verfassungsebene eine Kompetenz einräumen und dass der Gesetzgeber erst gestützt auf diese Verfassungsgrundlage entsprechende Normen erlässt. Der Verfassungsartikel liegt seit dem Herbst 1989 abstimmungsreif vor und dürfte Volk und Ständen im Herbst 1990 zum Entscheid

unterbreitet werden. Gestützt darauf hat das Parlament die Aufgabe, eine diesem Verfassungsauftrag entsprechende Energiegesetzgebung zu erlassen. Dies ist der Weg, den unser schweizerisches Recht vorzeichnet und von dem nicht ohne Not abgewichen werden sollte.

Von einer Notlage kann im vorliegenden Fall keine Rede sein. Nur ist für viele dieser traditionell schweizerische Weg der Gesetzgebung zu langsam. Sie möchten gewisse Massnahmen auf dem Energiesektor vorwegnehmen und gestützt auf ein Sammelsurium von bereits bestehenden Verfassungsnormen einen vorgezogenen Energienutzungsbeschluss erlassen. Dieses Vorgehen ist nicht nur gesetzgeberisch unschön, sondern mit Blick auf die weitere Energiegesetzgebung auch in hohem Masse kontraproduktiv. Wenn doch – so muss man sich fragen – gestützt auf bestehendes Verfassungsrecht ein derartiges Bündel energiepolitischer Massnahmen beschlossen werden kann, wozu braucht es dann noch einen Energieartikel in der Bundesverfassung? Hätte man sich die Energieverschwendung zum Erlass des Energieartikels nicht ersparen können? Jedenfalls würde die Einsicht in die Notwendigkeit eines Energieartikels in hohem Masse beeinträchtigt. Auch in zeitlicher Hinsicht würde der Energienutzungsbeschluss nicht mehr viel bringen. Mit grosser Wahrscheinlichkeit dürfte die Referendumsfrist für diesen Beschluss erst nach der Abstimmung über den Energieartikel ablaufen. Es ist auch damit zu rechnen, dass dieses Referendum ergriffen wird. An ein baldiges Inkrafttreten des Energienutzungsbeschlusses ist somit überhaupt nicht zu denken.

Dagegen könnte unmittelbar nach der Annahme des Energieartikels mit der ordentlichen Energiegesetzgebung begonnen werden. Massgebliche Vorarbeiten liegen ja bereits vor, so dass der Bundesrat in der Lage wäre, dem Parlament schon bald eine entsprechende Vorlage zu unterbreiten. Der zeitliche Gewinn mit dem Energienutzungsbeschluss würde somit auf ein Minimum zusammenschmelzen. Man kann sich füglich fragen, ob sich unter diesen Umständen der politische Kraftakt überhaupt lohnt. Gerade jene, welche für eine überzeugende und rechtsstaatlich saubere Energiegesetzgebung eintreten und den Energieartikel nicht gefährden möchten, können schon aus diesen Gründen nicht auf den vorgezogenen Nutzenbeschluss eintreten.

Gegen den Energienutzungsbeschluss sprechen indessen auch verschiedene sachliche Gründe. So ist er weitgehend unnötig. Viele der anvisierten Massnahmen funktionieren bereits auf freiwilliger Basis. Mit den Anschlussbedingungen für Eigenerzeuger in Artikel 7 z. B. werden offene Türen eingearbeitet. Die Elektrizitätswirtschaft hat hier Empfehlungen an ihre Mitgliedwerke gerichtet, welche sehr weitgehend den vorgeschlagenen Vorschriften entsprechen. Ähnlich verhält es sich mit zahlreichen weiteren Vorschriften, die sich angesichts der bestehenden freiwillig geübten Praxis als überflüssig erweisen. Obwohl dies von anderer Seite bestritten wird, ist der Energienutzungsbeschluss einseitig. Er trifft nicht alle Energieträger gleichermassen. So hat er nach Aussage des Bundesrates – ich zitiere – «... auf die Nachfrage nach Treibstoffen keinen messbaren, direkten Einfluss.»

Mit der Elektrizität wurde gerade seitens der Wirtschaft schon bisher sparsam umgegangen, da sie einen bedeutenden Kostenfaktor darstellt. Ueberdies bringt der Strom weit weniger Umweltprobleme als fossile Energieträger. Ein Energienutzungsbeschluss mit Hauptstossrichtung Elektrizität ist deshalb verfehlt. Die Diskriminierung der Elektrizität gegenüber anderen Energieträgern ist energie- und umweltpolitisch völlig unangebracht. Der Energienutzungsbeschluss ist auch antiföderalistisch. In vielen Bereichen sind die Kantone bereits tätig und gedenken, es weiterhin zu sein.

Verschiedene der vorgesehenen Aktivitäten des Bundes müssten sich lähmend auf die Bestrebungen der Kantone auswirken. Sinnvoller wäre es deshalb, das Subsidiaritätsprinzip einzuhalten und den am 28. April 1988 geäusserten Wünschen der kantonalen Energiedirektoren nachzukommen. Ein solches Vorgehen drängt sich um so mehr auf, als die kantonalen Energiedirektoren auch bezüglich des Vollzugs dieser Vorschriften schwerwiegende Bedenken geäussert haben. Ein Bundesbeschluss, der im Zusammenhang mit seiner

Durchsetzbarkeit grösste Probleme mit sich bringt, dürfte ohnehin nicht ohne enges Einvernehmen mit jenen erlassen werden, welche dann für dessen Vollzug verantwortlich gemacht werden.

Schliesslich ist der Energienutzungsbeschluss auch mit Blick auf die künftige Stellung der Schweiz im kommenden Europa problematisch. Wir sollten endlich davon absehen, im gesetzgeberischen Bereich helvetische Sonderzüge zu fahren. Insbesondere unsere technischen Normen sollten jenen der EG vermehrt angeglichen werden. Die Ausführungen in der Botschaft über diesen Bereich sind verschwommen. Festgehalten wird allerdings, dass die EG daran ist, in jenem Bereich, der auch hier zur Diskussion steht, Normen zu erlassen. Es ist deshalb wenig sinnvoll, wenn wir Schweizer vorprellen. Zweckmässiger wäre es, gestützt auf den Energieartikel europakonform zu legislieren.

Zusammenfassend möchte ich nochmals festhalten, dass der vorgeschlagene Energienutzungsbeschluss kontraproduktiv, unnötig, einseitig, antiföderalistisch, schwierig im Vollzug und integrationspolitisch problematisch ist.

Die Minderheit der Kommission empfiehlt Ihnen deshalb, nicht darauf einzutreten.

Giger: Die Fraktion der FDP empfiehlt Ihnen, auf den Energienutzungsbeschluss einzutreten, die Beratung dieses Geschäftes jedoch bis nach der Volksabstimmung über den Energieartikel auszusetzen. Ich möchte Ihnen bei dieser Gelegenheit auch bekanntgeben, dass annähernd die Hälfte unserer Fraktion gegen Eintreten auf diesen Beschluss gestimmt hat. Gerade in diesem Winter mit halbvollen Stauseen – es ist zwar heute morgen gesagt worden, ihr Niveau werde künstlich tief gehalten –, mit der geringen Schneemenge und den Flüssen mit minimaler Wasserführung, wofür wir schon weniger verantwortlich sind, sehen wir heute die Energiesituation in einem anderen Licht als bisher.

Dem gegenüber stehen maximale Stromimporte aus dem Ausland mittels Uebertragungsleitungen, welche an der Grenze ihrer Kapazität angelangt sind. Herr Jaeger hat das zwar heute morgen in Abrede gestellt und gesagt, es werde ja auch wieder exportiert. Ich verweise hier auf den Artikel in der gestrigen «Neuen Zürcher Zeitung» über die Energieverhältnisse in Italien; nach seiner Lektüre begreift man, dass man in einem internationalen Verbundnetz auf der einen Seite importieren und auf der anderen Seite exportieren kann.

Wie weit das Gros der Konsumenten die heutige Energieversorgungslage erkannt hat und Konsequenzen zu ziehen bereit ist, ist eine andere Frage. Wir vertreten deshalb die Auffassung, dass zuerst das Volk über die Grundsatzfrage eines Energieartikels befragt wird, bevor ihm ein solcher Sparbeschluss aufoktroiert wird. Wir sind nicht der Meinung, dass das Schweizervolk in Energiefragen bevormundet werden muss.

Wir sind ferner der Ansicht, dass dieser Bundesbeschluss ohne Verfassungsauftrag sehr weit, besser gesagt, zu weit geht. Wenn der Vorschlag des Bundesrates noch einigermaßen goutiert werden kann – und deshalb sind wir für Eintreten –, gehen doch die meisten Minderheitsanträge, welche den Bundesbeschluss verschärfen wollen, entschieden zu weit. Wir halten fest, dass die Kantone im Energiesparbereich sehr aktiv geworden sind. Ich denke hier – um nur ein Beispiel zu nennen – an die individuelle Heiz- und Warmwasserkostenberechnung, Isolationsvorschriften an Gebäuden und Normen für Heizungsanlagen usw. Gemäss energiepolitischem Programm von 1985 sind im Sparbereich die Kantone zuständig. Aus der Botschaft wird allerdings ersichtlich, dass zwar viele Kantone Gesetzesgrundlagen geschaffen haben, aber nur wenige die Massnahmen auch vollziehen. Es zeigt sich dabei, dass in der Praxis eben die Vollzugsprobleme bedeutend grösser sind, als ursprünglich angenommen wurde. Besteht denn heute etwa die Meinung, der Vollzug sei gesichert, wenn es sich um eine Vorschrift des Bundes anstelle einer der Kantone handelt? Als Rechtfertigung für diesen Bundesbeschluss wird auf Artikel 24quater und Artikel 24septies der Bundesverfassung verwiesen. Wenn diese Verfassungsgrundlagen so weitreichende Massnahmen enthalten, fragen wir uns, wes-

halb wir überhaupt noch einen neuen Energieartikel in der Bundesverfassung brauchen. Im neu geschaffenen Energieartikel sind Tarifforderungen ausgeklammert worden. Es ist doch ein Widerspruch, wenn nun solche bei der Umsetzung von Energiesparmassnahmen durch die Hintertüre wieder Eingang finden. Besonders die Minderheitsanträge gehen eindeutig in diese Richtung. Wir kommen auch nicht um die Feststellung herum, dass die Botschaft, wie schon so oft, bei Massnahmen im Energiesparbereich es einseitig auf die Elektrizität abgesehen hat. Dabei wird heute allgemein anerkannt, dass es sich bei der Elektrizität um einen sehr umweltfreundlichen Energieträger handelt, dem in Zukunft vermehrt Beachtung geschenkt werden muss. Die Frage ist darum sicher berechtigt: Was funktioniert im Haushalt, im Gewerbe, in der Industrie und im Dienstleistungsbereich überhaupt noch ohne Strom? Diesem Bundesbeschluss kann auch entgegengehalten werden, dass die Elektrizitätsindustrie in den letzten Jahren in der Frage des Energiesparens nicht untätig geblieben ist. Im Zuge der Ueberarbeitung der Zielsetzungen von 1984 ist der Verband Schweizerischer Elektrizitätswerke daran, ein übergeordnetes, modernes Leitbild für die Branche zu erarbeiten und den Mitgliedern zur Uebernahme zu empfehlen. Damit soll gezeigt werden, dass sich die Elektrizitätswerke für eine gesicherte, wirtschaftliche und umweltgerechte Stromversorgung einsetzen, dass sie auf die Anliegen der Bevölkerung eingehen und dass sie diese jederzeit umfassend und offen informieren.

Wir sind nicht der Meinung der sozialdemokratischen Fraktion, dass dieser Energienutzungsbeschluss zu wenig wirkungsvolle Energiesparmassnahmen bringt, im Gegenteil. Die meisten Minderheitsanträge gehen nach unserer Ansicht entschieden zu weit. Dabei möchte ich jetzt nicht auf Details eingehen wie Umweltabgabe auf Energieträgern, keine Beschränkung der Wasserzinsen nach oben, Abnahmeverpflichtung elektrischer Energie von Drittwerken zu Grenzkostentarifen, Erneuerungsverpflichtung bestehender Kraftwerke usw. Eine nähere Analyse ergibt, dass die vorgeschlagenen Massnahmen keineswegs harmlos, die zu erwartenden Einsparungen an Energie aber eher gering sind. Es wird hier eine wenig ausgereifte Vorlage mit dem hauptsächlichsten Motiv präsentiert, dass sich die Behörden nicht dem Vorwurf aussetzen möchten, untätig zu sein. Eine rationelle und sparsame Energieverwendung war bisher vor allem das Resultat technischen Fortschritts und nicht staatlicher Vorschriften. Das dürfte in Zukunft nicht anders sein.

Trotz diesen Bedenken sind wir mehrheitlich für Eintreten auf die Vorlage. Die freisinnig-demokratische Fraktion bekundet damit den Willen, ebenfalls ihren Beitrag zu einer sparsamen Energieanwendung zu leisten. Die FDP-Fraktion ist jedoch der Meinung, dass der Volksentscheid über einen Energieartikel in der Bundesverfassung abgewartet werden müsse, bevor dieser Bundesbeschluss Rechtskraft erlangen solle.

In diesem Sinne bitten wir Sie, unserem Antrag auf Eintreten und Verschiebung der Beratung bis nach der Abstimmung über den Energieartikel zuzustimmen.

Neuenschwander: Im Namen einer starken Mehrheit der SVP-Fraktion beantrage ich Ihnen Nichteintreten auf den Energienutzungsbeschluss. Die Vorlage weckt bei uns Bedenken in verschiedener Hinsicht. Vor allem stört uns die Willkür, mit der die Einzelmassnahmen zum Zweck der Energieverbrauchsdrösselung ausgelesen worden sind. Teils sind es Vorschläge, die eindeutig Sache der Kantone wären, teils undenkbarer Eingriffe in die Handels- und Gewerbefreiheit. Dann aber wieder sind es Massnahmen, die die Wirtschaft längst freiwillig in die Wege geleitet hat. Und schliesslich sind da Vorschläge, die in ihrer Auswirkung, das heisst im Spareffekt, so marginal sind, dass sich eine bundesrechtliche Regelung überhaupt nicht lohnt und nur ein weiteres Stück Regulationsdichte bedeutet.

Der Bundesbeschluss hat aber auch politische Schwächen. Unserer Ansicht nach ist die Abstützung der verschiedenen Massnahmen verfassungsmässig zweifelhaft. Die Abstützung auf den Verfassungsartikel 24quater, wo es um die Stromabgabe geht, kann für mehrere der doch recht einschneidenden

Massnahmen wohl nicht genügen, und ebensowenig lassen sich einige der vorgeschlagenen Bestimmungen mit dem Umweltschutzartikel genügend begründen. Und wenn es genügen würde, müsste man sich fragen, wozu es dann noch einen Energieartikel brauche, wenn doch all die vielgestaltigen Energienutzungsbeschlüsse bereits auf zwei Artikeln der Bundesverfassung abgestützt werden können.

Das scheint mir ein ganz wichtiger Aspekt zu sein, den wir nicht einfach beiseite schieben können. Er muss vor allem von jenen beachtet werden, denen am Energieartikel gelegen ist, wie immer dieser dereinst aussehen wird. Damit allein schon lässt sich im Grunde genommen Nichteintreten auf den vorliegenden Beschluss rechtfertigen. Ich will aber doch noch einige Details aufzeigen, die für die Mehrheit der SVP-Fraktion Grund genug zur Ablehnung des Bundesbeschlusses sind:

Wenn wir die einzelnen Artikel schrittweise durchgehen, strahlen wir auf Schritt und Tritt über Bestimmungen, die beispielsweise aus der Sicht des Gewerbes, aber auch aus grundsätzlichen staatspolitischen Ueberlegungen heraus unannehmbar und unnötig sind.

Da ist einmal Artikel 3: Jede Hausfrau weiss, dass heute praktisch alle Haushaltgeräte bezüglich Energieverbrauch deklariert sind, und sie handelt bei einem Kauf sogar danach. Ähnlich verhält es sich mit den Angaben über den Treibstoffverbrauch von Fahrzeugen. Warum muss das Gesetz jetzt etwas regeln, was längst vertraglich geregelt und überdies im praktischen Gebrauch eingebürgert ist?

Ganz unakzeptabel ist der zweite Absatz, wonach der Bund Anforderungen für die Zulassung von Anlagen und Geräten vorschreiben kann. Das öffnet staatlichen Eingriffen in die gewerbliche und industrielle Produktion Tür und Tor.

Keine Freude hat man aus kantonaler Sicht am Artikel 4, der die verbrauchsabhängige Heizkostenabrechnung aufs Tapet bringt. Der Bund wird dies nicht besser durchsetzen können als die Kantone, weil die technischen Fortschritte bei den Heizanlagen und bei den Gebäudeisolationen – wenigstens in Neubauten – kaum eine Einsparungsmarge mehr zulassen. Und bei Altbauten muss man bedenken, dass es im ganzen Land um nicht weniger als 1,5 Millionen Wohnungen ginge, die innert sieben Jahren mit den entsprechenden Verbrauchsmessgeräten ausgerüstet werden müssten.

Bei angenommenen Installationskosten von 3500 Franken pro Wohnung ergeben sich Gesamtkosten von 5 Milliarden Franken. Und wenn man diese akzeptieren würde, käme es zu einem Engpass beim Installationsgewerbe, das überhaupt nicht über die nötige Kapazität verfügt. Dabei sind Unterhalt und Amortisation der Einrichtung nicht eingerechnet. Diese Ausgaben hat man auf 425 Franken pro Jahr errechnet, denen etwa 150 Franken gesparte Energiekosten gegenüberstehen.

Man wird mir entgegenhalten, es handle sich bei all diesen neuen Regelungen um relativ harmlose Wirtschaftstatbestände. Das mag sein, aber die Absicht ist allzu deutlich und wird übrigens in der Botschaft auch zugegeben. Wir haben allen Grund zur Vermutung, dass mit dieser ersten Massnahmenrunde Bürger und Wirtschaft allmählich an energiepolitische Eingriffe des Staates gewöhnt werden sollen. Man spekuliert auf den Abstumpfungsprozess, um Bürger und Wirtschaft soweit zu haben, viel einschneidendere Massnahmen gar nicht mehr zu spüren.

Nach unserem Dafürhalten handelt es sich hier um einen Beschluss, der überall ein bisschen pickt. Er tut zwar niemandem allzu weh, aber es ist doch so spürbar, dass man ein späteres, härteres Zustossen eher erträgt. Das ist aber nach Ansicht der Mehrheit der SVP-Fraktion keine vertretbare Art von Energiesparpolitik.

Ich bitte Sie, auf die Vorlage nicht einzutreten und eventuell dem Antrag Giger zuzustimmen.

Ledergerber: Die SP-Fraktion hat sich ernsthaft überlegt, ob sie beantragen soll, diese Vorlage an die Kommission zurückzuweisen. Wir tun es nicht, weil uns viel daran liegt, dass dieses Geschäft so schnell wie möglich behandelt und die Bestimmungen in Kraft gesetzt und so wirksam wie möglich aus-

gestaltet werden. Aber Sie haben mit dieser Vorlage ein Anschauungsbeispiel zum Thema Parlamentsreform bekommen, das drastischer nicht sein könnte.

Schauen Sie sich nur einmal die Fahne an: Sie haben, wenn Sie die Uebergangsbestimmungen und die Strafbestimmungen weglassen, 19 Artikel. In der Fahne sind 17 Minderheitsanträge enthalten, also fast so viele wie Artikel. Sie haben heute nochmals zehn bis zwanzig Einzelanträge erhalten. Genau das ist ein Beispiel dafür, wie Parlamentsarbeit nicht funktionieren kann. Die Kommission hat ihre Arbeit nicht erfüllt und nicht erfüllen können. Sie hat genau die Kompromisse nicht erarbeitet, die sie dem Parlament eigentlich hätte vorlegen sollen.

Diese Unfähigkeit zum Kompromiss, das unversöhnliche und verstockte Beharren in überholten und unzeitgemässen Positionen sind der wichtigste Grund dafür, warum das Parlament mit seinen Geschäften nicht Schritt hält, der Grund dafür, dass es dort, wo es etwas beschliesst, dem Volk ein Treten an Ort vordemonstriert. Auch wenn wir dieses Treten an Ort in nicht enden wollenden Monsterdebatten noch so oft wiederholen, bleibt doch nichts anderes als eine hilflose und öde Demonstration unserer politischen Versimpelungen.

Ich will nicht sagen, wir Sozialdemokraten seien diesbezüglich immer vorbildlich. Wer ist das schon?

Aber insbesondere im Bereich Energiepolitik kommen wir nicht darum herum, Ihnen, den bürgerlichen Parteien und Parlamentsvertretern und -vertreterinnen, ganz deutlich anzukreiden, dass Sie in diesem Bereich keine Konzepte haben, die in sich stimmig sind, die plausibel sind, die, gemessen an den Problemen, brauchbare Lösungen anbieten, die ordnungspolitisch verträglich und politisch machbar sind.

Mangels solcher Konzepte und Antworten haben Sie sich auf billige Schlagworte zurückgezogen. Das Referat von unserem Kollegen Willi Neuenschwander vorher war ein Musterbeispiel. Billige Schlagworte, die aber hier im Saal und in der Öffentlichkeit nur noch Langeweile evozieren. Sie verhindern nur noch jeden Fortschritt in diesem Bereich.

Ich will Ihnen den Beweis antreten: Sie wollen angeblich sparen. Das sagt auch Herr Neuenschwander. Aber in den Kantonen sagen Sie, der Bund solle endlich etwas tun. Und im Bundesparlament heisst es, die Kantone sollen handeln. Sie wollen sparen – verbal, nur bis zu dem Moment, wo es gilt, griffige, wirksame Massnahmen zu beschliessen. Oder Sie sagen, man müsste einen neuen Bundesverfassungsartikel erlassen, um wirksame Energiepolitik zu betreiben, und beschliessen nachher eine Version, eine Nullvariante, die mit andern Worten einfach wieder jene Kompetenzen umschreibt, die bereits in der Verfassung enthalten sind. Sie wollen die nukleare Option offenhalten. Das ist Ihr gutes Recht. Sie vermögen aber nicht zu sagen, wo überhaupt in den nächsten zehn, zwanzig Jahren in diesem Lande ein Kernkraftwerk gebaut werden könnte. Was soll denn diese nukleare Option?

Oder Sie wollen den Treibhauseffekt und die globale Klimakatastrophe – natürlich auch auf der verbalen Ebene – wirksam bekämpfen. Sie machen aber eine Energiepolitik, die dazu führt, dass der fossile Energieverbrauch in diesem Land weiterhin ansteigt. Zwischen 1983 und 1988, als diese nukleare Substitution am meisten betrieben wurde, hat der Erdölkonsum in diesem Land um eine Million Tonnen zugenommen, um eine Million Tonnen! Und im gleichen Zeitraum ist der Erdgaskonsum um mehr als einen Drittel gestiegen. Entsprechend verlaufen denn auch die energiepolitischen Fronten völlig quer in diesem Parlament.

Sie, die bürgerlichen Parteien, wollen die staatlichen Energie-monopolbetriebe vor jeder öffentlichen und politischen Kontrolle schützen. Wir wollen den volkseigenen Betrieben mit guten Gründen auf die Finger schauen. Sie wollen daran festhalten, dass diese Monopolbetriebe weiterhin mit parastaatlich administrierten Tarifen ihre Elektrizität und ihr Gas verkaufen. Und wir, die Sozialdemokraten, wollen endlich marktkonforme Tarife, die die Kosten und die echten Knappheiten widerspiegeln.

Sie wollen keine Konkurrenz für diese Staatsmonopole, und wir wollen, dass Sie endlich auch den privaten und dezentralen Produzenten erlauben müssten, zu kostendeckenden Tari-

fen ihre Energie ins Netz einzuspeisen. Sie wollen bestenfalls ein paar staatliche Detailvorschriften und Verbote aufnehmen, aber wir wollen marktkonforme Lenkungssteuern, weil mit all diesen Detailvorschriften unser Staat, unsere Kantone und unsere Gemeinden in den Vollzugsnotstand geraten, noch viel mehr, als sie es heute schon sind. Wir möchten mit Ihnen zusammen den erreichten Fortschritt ökologisch absichern und damit der Wirtschaft eine gesunde Basis für das nächste Jahrhundert bieten. Sie wollen so weiterwursteln wie bisher.

Da nützt offensichtlich auch eine Parlamentsreform nichts – schon gar nicht die Abschaffung der Zusatzfrage in der Fragestunde. Was wir bräuchten, ist offensichtlich eine Parlamentarierreform.

Unsere Spielart der Konkordanzdemokratie kann doch so nicht mehr funktionieren, und es gibt nur zwei Möglichkeiten: Entweder wir schaffen sie ab und kommen zu einer modernen parlamentarischen Demokratie mit Mehrheiten, oder dann, meine Damen und Herren von den bürgerlichen Parteien, müssen Sie aus diesen Mauern und Grabenkriegen heraus.

Sie müssen diese rein defensive Position aufgeben und den berechtigten und, ach, so sehr belegten Veränderungswünschen entgegenkommen. Es würde uns schon reichen, wenn Sie im Parlament jeweils auch das beschliessen würden, was Sie in den Wahlkämpfen flöten.

Vielleicht – ich nehme dies gerne an – galt diese Analyse nur für die Vergangenheit, und Sie überwinden heute mit diesem Energienutzungsbeschluss diese Paralisierung, diese energiepolitische Sklerotisierung. Wenn Sie nämlich die heute morgen geäusserten Absichten, Ziele und Problemanalysen in die Wirklichkeit umsetzen, dann kommen Sie nicht darum herum, heute auf einen gehörigen Teil der Minderheitsanträge einzutreten.

Der Energienutzungsbeschluss ist die Nagelprobe dafür, ob Ihre Absichten mit dem Energieverfassungsartikel und dem später folgenden Energiespargesetz redlich und aufrichtig sind.

Ihre Bereitschaft und Ihr Wille, die drängenden Energieprobleme in diesem Lande zu lösen, werden daran gemessen werden, wie stark Sie diesen Energienutzungsbeschluss machen werden. Will man diesen Beschluss stark machen, stellt sich eine Reihe von Problemen.

Ich will kurz drei Argumente erwähnen.

Da ist einmal die bald totgeredete Klimageschichte. Vieles an den Prognosen ist noch nicht abgesichert. Sichere Aussagen werden die Wissenschaftler erst machen können, wenn es soweit ist. Mit Sicherheit aber sind wir daran, ein grosses geophysikalisches Experiment mitzumachen, über dessen Ausgang wir sehr wenig wissen und das durchaus mit schweren Nachteilen für uns, unsere Nachkommen und unsere Zivilisation verbunden sein könnte. Wir wissen auch, dass eine Energiepolitik dazu einen wesentlichen Beitrag leisten könnte.

Die internationale Konferenz in Montreal, von der bereits Herr Bundesrat Ogi erzählt hat, und auch die Konferenz in Holland letztes Jahr haben diesbezüglich klare Vorgaben formuliert; international bestehen in vielen Staaten bereits heute einheitliche Vorgaben: bis zum Jahr 2005 den CO₂-Ausstoss um 20 Prozent und in den folgenden dreissig Jahren nochmals um 30 Prozent reduzieren. Gesamthaft gibt es dann 50 Prozent, Herr Dreher, das haben Sie gut gerechnet. Das ist ein Programm, das wir noch nie durchgeführt haben und das noch kein Land in diesem Ausmass durchgeführt hat. Da können Sie mit Ihrer Kernenergie allein nicht landen, da braucht es ganz andere Geschichten, und wir tun immer noch so, als ob die individuelle Heizkostenabrechnung, Herr Neuenschwander, der schlimmste Eingriff in unsere Privatsphäre wäre.

Ein zweites Argument: Sie haben in diesem Parlament klare Zielvorgaben erlassen für die Kantone betreffend Lufthygiene. Wir sehen heute in den Kantonen, in den Städten, auch auf Bundesebene, dass wir diese Zielvorgaben nicht werden erreichen können, dass wir zusätzliche Instrumente brauchen, und zwar ganz zentral auch in der Energiepolitik. Hier, in der Energiepolitik, haben wir diese Aufgabe noch nicht gelöst.

Ein drittes Argument: Wir haben jetzt ein Jahrzehnt billigerster Erdöl- und Erdgaspreise hinter uns. Es ist absehbar, dass sich in wenigen Jahren diese Situation ändern wird. Die Opec wird

in wenigen Jahren mit ihren Kapazitäten an den Fördergrenzen sein. Die Amerikaner importieren immer mehr und fördern immer weniger, und die Russen, die in den letzten Jahren die grossen Exporteure waren, werden wesentlich mehr Erdöl im eigenen Land brauchen.

Eine deutliche Verknappung ist absehbar mit Preissteigerungen, wie wir sie Ende der siebziger Jahre gekannt haben. Dann möchte ich in jener Volkswirtschaft sein, die diese Probleme vorhergesehen und antizipiert hat; denn diese Volkswirtschaft wird auf den internationalen Märkten einen komparativen Vorteil haben und für diese Investition und für diese Versicherungspolice kassieren können, und das tun Sie doch gerne. Also sollten Sie doch hier dabei sein.

Gestatten Sie mir noch ein paar Worte zum Entwurf, wie er vorliegt. Unsere Hauptkritik betrifft den folgenden Punkt: Der Nutzungsbeschluss enthält nur energiepolizeiliche Massnahmen, dirigistische Vorgaben, Vorschriften und Verbote. Er enthält keinerlei Massnahmen, die global steuernd wirken, die über die Preise etwas machen. Sie, die doch so für die soziale Marktwirtschaft eintreten wollen, können einem solchen politischen Ansatz nicht zustimmen. Wir brauchen neben den technischen Vorschriften solche global steuernde Massnahmen. Ein zweiter Kritikpunkt betrifft die Massnahmen, die im Beschluss enthalten sind. Sie sind sehr zögernd und schwach ausgefallen. Nehmen Sie das Beispiel individuelle Heizkostenabrechnung. Es gilt nur für Neubauten; für den gesamten Altbautenbestand gilt es nicht. Ueber die Förderung alternativer Energien steht nichts in diesem Nutzungsbeschluss ausser dem Grundsatz, dass die Unternehmungen des Staates diese Energie berücksichtigen sollten. Der ganze Verkehr ist ausgeklammert, obwohl der Verkehr heute mehr als einen Viertel des Energiekonsums beansprucht und die grössten Wachstumsraten aufweist. Auch der Gebäudesektor ist ausgeklammert, der bei rund 40 Prozent liegt. Da sagen Sie weiterhin: «Die Kantone sollen doch», aber viele Kantone tun nichts. Wir begrüssen – das möchte ich ganz ausdrücklich sagen –, dass hier endlich eine Lösung kommt für die Rückspeisung der Eigenerzeuger mit Tarifvorschriften, die marktwirtschaftlich sinnvoll sind und den Kosten entsprechen, die neue Werke in diesem Lande verursachen. Wir begrüssen auch ausdrücklich die Prüfungszulassungsbedingungen und die Deklarationspflicht.

Wenn Sie den Problemen, die wir im Energie-, Klima- und Lufthygienebereich vor uns haben, nur einigermassen gerecht werden wollen, wenn Sie dokumentieren wollen, dass es Ihnen mit der Energiepolitik ernst ist, dann müssen Sie mindestens den bundesrätlichen Vorschlag unterstützen und fünf Punkte berücksichtigen: die Tarifgrundsätze als ein marktwirtschaftliches Element; eine Umweltabgabe – wir können nicht nur in den Grundsätzen von Umweltabgabe reden und nachher nichts bringen –; den Artikel 3 Absatz 2 mit den Fahrzeugen, den Sie unterstützen müssten; es sind die Mindestvorschriften für Gebäude – Einzelantrag Neukomm –; und es ist die Förderung der Sonnen- und Umgebungswärme – der Antrag Hafner Ursula.

Ich beantrage Ihnen, auf diesen Nutzungsbeschluss einzutreten, ihn stark zu machen, ihn jetzt zu behandeln; denn der Bürger hat ein Anrecht zu wissen, was auf ihn zukommt, wenn er den Bundesverfassungsartikel an der Urne wird beurteilen dürfen.

Weder-Basel: Nach der Katastrophe von Tschernobyl verlangten alle Parteien Sparmassnahmen und dringende Vorschriften, um die Energieverschwendung zu stoppen. Nun unterbreitet uns der Bundesrat einen Energienutzungsbeschluss und beschreitet einen absolut vertretbaren Mittelweg. Für uns geht das Vorhaben zuwenig weit, Herr Bundesrat, und deshalb unterstützen wir alle Anträge, die weitergehen, als Sie das vorsehen. Was wir jetzt gar nicht verstehen, ist das mehr oder weniger deutliche Aussteigen der bürgerlichen Parteien; denn sie haben nach «Tschernobyl» ja auch mit den Wölfen geheult. Besonders die SVP – ich erinnere mich sehr wohl – hat seinerzeit verlangt, man müsse jetzt sofort etwas Wirksames machen. Nun, wir werden ja sehen, wie das herauskommt. Wir auf jeden Fall, die LdU/EVP-Fraktion, unterstützen alle Anträge,

die Sie vorlegen, und diejenigen, die wir natürlich noch eingebracht haben, und diejenigen, die weitergehen.

Ich möchte aber grundsätzlich auf ein persönliches Anliegen zu sprechen kommen. Als wir in der Kommission Vertreter der Kartellkommission anhörten, kamen diese zum Schluss, dass auf dem Wärmemarkt der Wettbewerb stark verzerrt sei. In der «NZZ» stand seinerzeit: «... der Staat als Wettbewerbsverfälscher.» Dabei führte die «NZZ» aus: «Im wesentlichen geht es den leitungsgebundenen Energieträgern (Strom, Gas, Fernwärme) darum, den marktwirtschaftlichen Versorger (Oel, Kohle, Holz, Wärmekraftkopplungen und Alternativenenergien) mit marktwidrigen Praktiken zu verdrängen.» Mit marktwidrigen Praktiken zu verdrängen, «NZZ», Kartellkommission: Das ist deutlich genug.

Unsererseits meinen wir auch, dass eine marktkonforme Lenkungsabgabe unerlässlich ist und so schnell wie möglich eingeführt werden sollte. Wir sehen auch die Möglichkeit, mehr zu investieren in Energiesparmassnahmen, vor allem mit dem Ziel, das Kleingewerbe – da meinen wir Installationsfirmen, Bau- und Heizungsgewerbe, Isolationsbranche und Hersteller von Sonnenenergieanlagen und Wärmepumpen – zu forcieren, ihnen Aufträge zuzuhalten, verteilt über das ganze Land. Das würde auch sehr viele Arbeitsplätze schaffen.

Im Moment wäre der wirksamste Schritt die Einführung der individuellen Heizkostenabrechnung. Man weiss aus allen Unterlagen, dass zwischen 18 und 24 Prozent an Energie einzusparen wären, wenn wir sie einführen. In der Liegenschaft, die ich zusammen mit meinen Geschwistern habe – wir haben die individuelle Heizkostenabrechnung vor zehn Jahren eingeführt –, verlangen wir einen Grundpreis von 300 Franken, und am Jahresende gibt es Heizkostenabrechnungen zwischen 500 und 1100 Franken. Soviel Differenz liegt drin. Da gibt es die Verschwender, sie zahlen am Jahresende 1100 Franken, und die Sparsamen, sie zahlen 500 Franken. Wenn wir die individuelle Heizkostenabrechnung nicht eingeführt hätten, wäre der Verschwendung Tür und Tor offengeblieben.

Zum Energieträger Nummer 1. Wenn wir etwas Neues forcieren wollen, käme eine staatliche Unterstützung aus einer Energieabgabe sehr gelegen. Sie haben es gesagt, Herr Bundesrat, aber auch viele Kolleginnen und Kollegen: Die Wärmekraftkopplung ist im Grunde genommen das Instrument, um jetzt und mittelfristig Energie zu erzeugen. Unser Präsident hat das auch deutlich bestätigt. Ein mit Biogas, Erdgas oder Oel betriebener Motor produziert Kraft, Strom, der auf einen Generator übertragen wird. Wir verbrennen das Oel, produzieren zuerst elektrische Energie, und die Abwärme bringt uns das warme Wasser und die Heizung. Wir kommen so zu einer Ausnutzung des Rohmaterials von 90 Prozent. Heute liegt die Ausnutzung stellenweise zwischen 40 und 60 Prozent. Die Wärmekraftmaschine ist also die Maschine, die jetzt zur Verfügung steht und von der wir jetzt Gebrauch machen müssen. Das allgerösste Potential liegt im Moment in dieser Maschine. Man sollte meinen, Sie müssten der Wärmekraftkoppelung zustimmen. Sie ist ja zum Segen von uns allen. Sie bekommen die elektrische Energie, die Sie wollen, und wir bekommen eine umweltfreundliche Energie dazu. Wir könnten alle zufriedenstellen.

Es gibt die individuelle Heizkostenabrechnung und die Wärmekraftkoppelung, die alles bringen, was wir im Moment brauchen. So könnten wir jedenfalls sofort aus der Atomenergie, aus dieser gefährlichen Energie, aussteigen, und wir hätten einen ganz wichtigen Beitrag zum Schutze der Umwelt geleistet.

Bitte, lassen Sie heute diesen Energienutzungsbeschluss nicht fallen, und stimmen Sie auch den weitergehenden Vorschlägen zu! Ganz besonders liegt mir die individuelle Heizkostenabrechnung am Herzen, weil ich aus eigener Erfahrung weiss, worum es geht, und vor allem, weil wir den Verbrauchern die Freiheit zurückgeben können, nur das bezahlen zu müssen, was sie konsumieren. Wir geben Freiheit zurück. Indem wir jetzt pauschal abrechnen, nehmen wir den Leuten Freiheit. Mit der individuellen Heizkostenabrechnung bringen wir den Mietern Freiheit zurück. Auch das ein liberales, freisinniges Anliegen. Honni soit qui mal y pense! Auf jeden Fall sollte man heute zustimmen.

Thür: Die grüne Fraktion beantragt Ihnen, auf den vorliegenden Energienutzungsbeschluss einzutreten und den Nichteintretensantrag der freisinnigen Fraktion, bei dem es sich um ein reines Verzögerungsmanöver handelt, abzulehnen.

Wenn wir im Rahmen eines Energienutzungsbeschlusses das Ausmass allfälliger Sparmassnahmen diskutieren wollen, sollten wir uns vorgängig darauf einigen, welches Ziel wir dabei erreichen wollen. Die Eges hat uns diverse Handlungsvarianten mit entsprechender Folgeabschätzung unterbreitet, wir brauchen nur auszuwählen.

Wenn wir heute einen Energienutzungsbeschluss diskutieren und trotz der noch offenen Frage der Atomenergie einen energiepolitischen Konsens zustande bringen wollen, sollten wir uns auf das Szenario einigen, das eine langfristige Stabilisierung von Energie- und Elektrizitätsverbrauch anstrebt, unabhängig davon, ob auch künftig die Nukleartechnologie zur Verfügung stehen wird. Dafür gibt es nach unserer Auffassung zwei wesentliche Gründe: Zum einen sind wir dazu aus Gründen der Solidarität mit den künftigen Generationen aufgerufen. Wir leben heute vorwiegend von nicht erneuerbaren Energievorräten, die in Jahrtausenden entstanden sind und seit der Industrialisierung in immer rasenderem Tempo aufgebraucht werden. Es ist nur noch eine Frage der Zeit, bis diese Vorräte erschöpft sind. Die grüne Fraktion hält es für unverantwortlich, wenn wir heute nicht alles Zumutbare unternehmen, damit mit diesen Ressourcen sparsam umgegangen werden kann. In diesem Zusammenhang müssen wir zur Kenntnis nehmen, dass wir in fast allen Anwendungen zwei- bis fünfmal mehr Energie verbrauchen, als optimal nötig wäre. Wir schulden unserer Nachwelt, dass diese unglaubliche Verschwendung aufhört. Dieser Raubbau an unseren Energievorräten richtet sich aber nicht nur gegen unsere Nachwelt. Er richtet sich auch gegen unsere Erdatmosphäre. Wir haben heute morgen ausführlich darüber diskutiert. Ich möchte das nicht wiederholen.

Die Befürworter des Atompfades meinen immer noch, man könne das CO₂-Problem mit der Atomkraft lösen. Auch diesbezüglich gibt es klare Aussagen. Selbst wenn wir die positivsten Prognosen der Atomlobby heranziehen, stellen wir fest, dass es unmöglich ist, dieses Ziel zu erreichen. Nach diesen Prognosen könnte bis zum Jahr 2040 die drei- bis sechsfache Energiemenge mit Atom produziert werden. Das wäre in diesem Zeitpunkt nur ein Anteil von 3,5 bis 6,5 Prozent des gesamten Energieverbrauchs.

Sie sehen, es handelt sich, selbst nach den Prognosen der Atomwirtschaft, um einen sehr marginalen Anteil. Der Rest müsste weiterhin mit fossilen Brennstoffen bewältigt werden. Ich habe heute morgen auf das OECD/IAE-Expertenseminar im Frühling 1989 hingewiesen. Auch dort wurde ganz klar festgestellt, dass die Atomenergie keinen substantiellen Beitrag zur Lösung des CO₂-Problems bieten kann.

Der grösste Beitrag – so wurde dort festgestellt – kann mittel- und langfristig nur durch eine rationelle Energieverwendung erbracht werden.

In Zahlen ausgedrückt heisst das: Mit der Kernenergie können wir höchstens 10 bis 14 Prozent CO₂ reduzieren, mit Sparen 30 bis 50 Prozent, mit dem Einsatz erneuerbarer Energien 10 bis 22 Prozent. Das sind die Zahlen, die wir in diesem Zusammenhang zur Kenntnis nehmen müssen.

Es gibt aber noch einen anderen Grund, der uns zwingt und uns verpflichtet, auf eine langfristige Stabilisierung des Energieverbrauchs hinzuwirken. Das ist die Solidarität mit der Dritten Welt. Dieses Argument wird zu wenig in die Diskussion eingeführt. Wir tragen auch gegenüber diesen Ländern eine grosse Verantwortung. Sie wissen, die westlichen Industrienationen verfügen über einen ungleich höheren Anteil an Energiereserven. Drei Viertel der Weltbevölkerung verfügen lediglich über einen Drittel der jährlichen Energiemenge. Wollte man dieses Missverhältnis aus der Welt schaffen und wollte man den Energieverbrauch weltweit auf das heutige Niveau der Schweiz bringen, so müsste die Energieproduktion weltweit versechsfacht werden. Das sind undenkbare Zahlen.

Stellen Sie sich vor, Sie wollten diesen zusätzlichen Energiebedarf mit AKW bewältigen. Das hiesse, Sie müssten rund 50 000 neue AKW in der Grössenordnung von Leibstadt in Be-

trieb setzen. Wir haben heute morgen von Herrn Ogi gehört, dass heute weltweit 438 Anlagen in Betrieb stehen. Selbst wenn wir nur einen Zehntel davon realisieren würden, hätten wir auf der Grundlage der heute anerkannten Risikostudien künftig damit zu rechnen, dass jedes Jahr irgendwo auf der Welt mindestens ein Kernschmelzunfall passieren würde.

Diese Tatsachen zeigen, dass wir um wirkungsvolle Sparmassnahmen nicht herumkommen. Damit stellt sich die Frage, welches Energieszenarium geeignet wäre, diese Zielsetzungen zu erreichen. Das Referenzszenarium gemäss Eges kommt nicht in Frage; das werden Sie sofort sehen. Dort wird trotz Ausbau der Atomkraft mit einer Zunahme der fossilen Energieträger von 15 Prozent und einer Zunahme der CO₂-Produktion von 9 Prozent gerechnet.

Wenn Sie Ihren Überlegungen das nächstfolgende Szenarium zugrunde legen – das Referenzszenarium mit verstärktem Sparen – sehen Sie folgendes: Bis zum Jahre 2025 hätten wir mit einer Endenergieverbrauchs Zunahme von 4 Prozent zu rechnen; dagegen würde der CO₂-Anteil um 15 Prozent abnehmen. Wohlverstanden, bei diesem Szenarium würde auf die Atomkraft nicht verzichtet.

Dieses Szenarium sollte eigentlich das Minimum dessen sein, worauf wir uns im Rahmen der Diskussion über den Energienutzungsbeschluss einigen sollten. Zwar ist das globale Ziel einer Stabilisierung damit nicht erreicht. Auch nicht erreicht sind die Zielsetzungen der CO₂-Reduktion – Herr Ledergerber hat bereits darauf hingewiesen –, die ja an der Unep-Konferenz in Toronto festgelegt worden sind. Dort wurde beschlossen, den CO₂-Anteil bis zum Jahre 2005 um 20 Prozent zu reduzieren. Mit diesem Szenarium würde lediglich eine Reduktion von 15 Prozent erreicht.

Wenn wir nun die einzelnen Massnahmen, die ein verstärktes Sparszenarium vorschlägt, mit jenen Massnahmen vergleichen, welche der Energienutzungsbeschluss enthält, stellen wir fest, dass wir das Ziel einer Stabilisierung des Energieverbrauchs bei weitem nicht erreichen können.

Ich gehe der Reihe nach die einzelnen Massnahmen durch, welche im verstärkten Referenzszenarium vorgeschlagen werden:

1. Die Vorschriften über die verbrauchsabhängige Heizkostenabrechnung gelten nach dem Energienutzungsbeschluss nur für Neubauten.

2. Typenprüfungen und Zulassungsbedingungen mit Verbrauchsstandard bei Geräten und Anlagen: Im Energienutzungsbeschluss haben wir hier lediglich eine Kann-Vorschrift, und gemäss bundesrätlicher Vorlage würden nur jene Anlagen und Geräte erfasst, die in erheblichem Masse Energie verbrauchen.

Ich bitte Sie, hier – wie die Kommissionsmehrheit Ihnen vorschlägt – auch die serienmässig hergestellten Anlagen und Geräte zu erfassen.

3. Das verstärkte Energieszenarium schlägt auch Zulassungsbedingungen mit Verbrauchsstandard für Motorfahrzeuge vor. Wenn Sie das wollen, müssen Sie der Mehrheit der Kommission folgen.

4. Förderung des Elektromobils: Das wird im Energienutzungsbeschluss gar nicht erwähnt.

5. Grenzkostenorientierte Tarife: Auch diese Massnahme ist im Energienutzungsbeschluss nichts vorgesehen, es sei denn, Sie würden die Anträge der Kommissionsminderheit zu diesem Thema unterstützen.

6. Beim erleichterten Netzzugang für Energieerzeuger müssen Sie der Kommission folgen, wenn Sie das verstärkte Energieszenarium realisieren wollen; denn die Kommissionsminderheit will hier nichts substantiell Neues.

Ich wiederhole: Mit diesem verstärkten Referenzszenarium würden wir nicht erreichen, dass der Endenergieverbrauch bis ins Jahr 2025 stabilisiert werden könnte. Er würde immer noch um 4 Prozent ansteigen.

Was erhofft sich nun der Bundesrat vom Energienutzungsbeschluss?

In der Kommission führte Herr Bundesrat Ogi aus, dass man in einer ersten Phase den Energiekonsum stabilisieren möchte – also das, was das verstärkte Energieszenarium eigentlich will – und in einer zweiten Phase den Energiekonsum senken

wolle. Und dann, ich zitiere Bundesrat Ogi gemäss Kommissionsprotokoll: «Zielvorstellung ist es, in zehn bis fünfzehn Jahren den Verbrauch um zehn Prozent zu reduzieren.» Ich habe Ihnen nun dargelegt, dass man mit den im Energienutzungsbeschluss vorgeschlagenen Massnahmen dieses Ziel längst nicht erreichen kann, auch bis zum Jahre 2025 nicht. Im Gegenteil: mit diesen Massnahmen wird der Endenergieverbrauch zunehmen. Ich staune, wie der Bundesrat uns weismachen will, dass mit dem Energienutzungsbeschluss in den nächsten zehn bis fünfzehn Jahren der Verbrauch um 10 Prozent gesenkt werden kann. Vielleicht liegt die Erklärung darin, dass ich die magischen Kräfte der «Bravo»-Kampagne in meinen Betrachtungen zuwenig berücksichtigt habe.

M. Jeanneret: Comme il l'a fait en commission, le groupe libéral s'associe à la demande de non-entrée en matière. Il maintiendra sa position lors du vote final et combattra cet arrêté.

Je constate qu'un certain nombre de membres de la commission ont signé la proposition de non-entrée en matière. M. Neuenschwander qui s'exprime au nom de l'UDC, moi-même pour le groupe libéral, un certain nombre de radicaux – j'y vois la signature de M. Giger, que je retrouve dans une autre proposition qu'il a déposée ici. Si je comprends bien, sa deuxième proposition est subsidiaire, c'est-à-dire que si malgré notre proposition le Conseil national devait entrer en matière, nous voterions à ce moment-là la proposition de M. Giger pour surseoir à l'examen de l'arrêté jusqu'après la votation sur l'article constitutionnel. C'est ainsi que nous comprenons les choses et nous voterons la proposition de M. Giger si le Conseil national entre en matière.

A l'origine, nous ne voulions pas être négatifs, nous nous sommes efforcés en séance de commission d'être constructifs, mais malgré nos efforts d'objectivité, nous n'avons pas pu nous rallier à ce texte, tant dans son esprit que dans sa lettre. Nos motifs sont d'ordres divers, ils sont à la fois formels et systématiques mais aussi de fond. En l'absence de M. Ledergerber qui a fait tout à l'heure la leçon à tous les partis nationaux, je m'adresserai au futur président du Parti socialiste, M. Bodenmann, qui fait partie de la Commission de l'énergie, pour préciser que nous faisons de la politique, soit quelque chose de très noble, et qu'il y a une minorité dans la commission qui n'était pas d'accord politiquement avec ce projet d'arrêté d'énergie – M. Ledergerber pourrait reprendre maintenant la balle. Il suffisait que le Parti socialiste ne participe pas aux deux initiatives que nous avons examinées ce matin. C'eût été du temps de gagné et cela aurait évité un scrutin populaire sur les sujets dont nous avons parlé.

Quels sont les motifs pour lesquels nous ne pouvons pas nous rallier, même si nous voulons contribuer positivement à résoudre les problèmes énergétiques en Suisse? C'est tout d'abord le motif soulevé dans la deuxième proposition de M. Giger. Le Conseil fédéral, depuis un ou deux ans, joue en somme sur deux tableaux: d'une part, il invoque le droit ordinaire, d'autre part il va dans la direction d'une législation d'urgence. Le gouvernement se bat d'une part pour un article constitutionnel qui peut-être viendra finalement devant le peuple au mois de septembre et qui, s'il est accepté – ce n'est pas notre affaire – devrait être suivi d'une loi d'application et d'ordonnances. D'autre part et parallèlement, le Conseil fédéral a déposé cet arrêté qui doit soi-disant combler un vide. A poursuivre ces deux chemins, je le répète, il y a une incohérence qui enlève de la crédibilité à l'exercice.

Le deuxième motif, c'est qu'il y a dans cette affaire de l'activisme, il y a un climat artificiel de crise, alors qu'il n'y a aucune raison objective de l'entretenir. Ce climat d'urgence qui est injustifiable, qui est une faute psychologique, se manifeste déjà au début du chiffre 15 du message du Conseil fédéral qui stipule que: «Pour gagner du temps, il a fallu renoncer à mener la procédure de consultation écrite qui réduirait par trop l'avance prise par rapport à la loi sur l'énergie.» C'est un aveu de taille, dont la faiblesse apparaît clairement désormais. Une consultation aurait au moins permis le dépôt d'un texte, si le Conseil fédéral l'avait voulu, moins discutable quant au fond et quant à

la forme, susceptible d'être amélioré si, politiquement, le Conseil fédéral avait voulu déposer son projet.

Troisièmement, nous avons, je le répète, de sérieux doutes constitutionnels, notamment quant au principe consistant à parler d'utilisation de l'énergie en se basant sur de nombreux textes pour les grouper, et principalement sur la disposition constitutionnelle relative à la protection de l'environnement. Cela ne nous dit rien qui vaille: on ne base pas une politique énergétique sur la disposition en matière de protection de l'environnement.

Ce dont a besoin un pays industriel comme la Suisse, un pays confronté à la concurrence technologique de l'Europe, c'est d'énergie et non de textes. Un arrêté tel que celui-ci crée tout sauf de l'énergie. Nous savons par contre qu'il risque de créer de la bureaucratie supplémentaire. Il y a tout sauf une politique de l'énergie dans ce document.

Comment se fait cette politique de l'énergie? Elle se fait fort bien, comme en matière de protection de l'environnement où notre pays peut être cité en exemple, elle se fait entre les cantons et la Confédération, entre les collectivités publiques et l'économie privée, surtout dans un domaine où les structures très suisses font déjà cohabiter naturellement l'Etat à tous les niveaux – Confédération, cantons et communes – et l'industrie. C'est peut-être ce que certains milieux n'aiment pas, à savoir que notamment dans le domaine de l'électricité, les communes et les cantons jouent un rôle essentiel, aux côtés de l'économie privée, et que cela fonctionne très bien, ce qui gêne peut-être certains qui voudraient remettre en cause ce système. Il faut donc poursuivre dans la concertation, dans les recherches et dans les expériences tant en matière d'énergies nouvelles qu'actuelles.

Ce texte – c'est notre point suivant – quant à sa présentation manque au surplus de systématique, il est peu clair et, je dirai même indigeste. Une fois de plus – et nous avons derrière nous deux expériences, le deuxième pilier et l'environnement qui sont là pour nous le rappeler – nous pouvons tout craindre des rigidités de son application et de l'intervention administrative. On a cité quelques articles, je pourrai prendre l'article 3 qui est notamment une forme de blanc-seing sur lequel nous faisons déjà toute réserve. Ne voit-on pas, dans le domaine de la pollution, la Commission de gestion du Conseil national devant faire une inspection, parce que la multiplication des ordonnances est une vraie indigestion pour les cantons et pour l'économie. Alors lorsque l'on se trouve devant cette situation, il ne s'agit pas, comme le disait M. Ledergerber, de faire encore plus, il s'agit, bien au contraire, de constater que l'on a probablement trop fait, qu'on n'a pas été assez réaliste et pratique et tenté d'y remédier.

Enfin en conclusion, et cela nous choque, nous le trouverons au chiffre 52 du message, c'est le problème de l'Europe que l'on passe sous la jambe. Le Conseil fédéral écrit, après avoir positivement analysé nos rapports avec l'Europe: «Mais cela ne signifie nullement que la Suisse doive renoncer à mener sa politique énergétique comme elle l'entend.» Je n'ai pas contrôlé le texte allemand, j'aurais dû le faire, c'est peut-être une erreur, je ne sais pas si la traduction est parfaitement juste, mais en français cela signifie, en langage populaire, que finalement on fait ce que l'on veut, sans s'occuper de ce que les autres souhaitent. Donc nous regrettons infiniment cette conclusion du Conseil fédéral. Non, la Suisse doit rester profondément intégrée à l'Europe dans sa politique énergétique et, au moment où plusieurs milieux vont jusqu'à l'affolement même sur le plan institutionnel, nous n'avons aucune raison de faire de l'hélicisme, nous devons, au contraire, être coopératifs. C'est pour ces différentes mesures et raisons qu'à titre principal nous vous proposons de soutenir la proposition de M. Fischer-Seengen et ensuite, si le Parlement entre en matière, la proposition de M. Giger.

Schmidhalter: Unsere Partei hat vor den Nationalratswahlen 1987 eine Standortbestimmung in bezug auf die Energie unternommen und sie auch publiziert. Diese Ausführungen gelten immer noch, ausser dass inzwischen das Kernkraftwerk Kaiseraugst definitiv «beerdigt» wurde, was wir damals bereits gewünscht haben, und dass heute erkannt wurde, dass es im-

mer wichtiger wird, eine mögliche Klimakatastrophe durch das CO₂ zu begrenzen.

Die CVP hat bei der Ausarbeitung des Energieartikels eine Führungsrolle übernommen, und man darf sagen, dass in bezug auf die Verfassungs- und Gesetzesrevisionen volle Uebereinstimmung mit der Politik des Bundesrates und der Mehrheit der Kantone festgestellt werden kann.

Auf Verfassungs- und Gesetzesstufe haben wir ein klares Programm:

Erste Priorität: Energieartikel.

Zweite Priorität: Energienutzungsbeschluss, den man auch Klimakatastrophenbekämpfungsbeschluss nennen könnte.

Dritte Priorität: Energiegesetz auf der Grundlage des neuen Energieartikels, aber mit Sicherheit erst ab 1995/96 wirksam. Die Volksinitiativen, Moratorium und Ausstieg aus der Kernenergie, werden dem Volk vorgelegt, und anschliessend müssen wir die Revision des Kernenergie- und des Atomgesetzes aufnehmen.

Für die CVP ist aber die vordringlichste Massnahme nach wie vor das Energiesparen (nicht das Elektrizitätssparen) oder eine rationelle Verwendung aller Energieträger: daher Energieartikel und Energienutzungsbeschluss sowie Energiegesetz. Gleichzeitig müssen auch Substitution, Forschen und Vorsorgen als vordringlich erklärt werden. In der Elektrizitätsproduktion stellen wir drei Schwerpunkte fest, die ich schon am Morgen genannt habe. Ich kürze etwas und komme zum Energienutzungsbeschluss.

Anschliessend an die sogenannte Kaiseraugst-Motion, mit welcher der Bundesrat aufgefordert wird, das Kernkraftwerk Kaiseraugst nicht realisieren zu lassen und eine entsprechende Entschädigung sicherzustellen sowie an der Option Kernenergie unmissverständlich festzuhalten, haben 30 CVP-Nationalrätinnen und -Nationalräte eine Motion hinterlegt, mit der sie ein Energiespargesetz verlangten. Mit dieser Motion wurde verlangt, die rationelle Energieverwendung, insbesondere die Elektrizitätsverwendung, mittels Bundesbeschluss zu regeln. Dieser ist zu befristen, bis die entsprechenden Ausführungsgesetzgebungen aufgrund des neuen Energieartikels vorliegen. Diese Motion wurde gleichzeitig mit der Kaiseraugst-Motion als Postulat überwiesen, und der Bundesrat hat innert kürzester Frist die entsprechende Vorlage unterbreitet. Wir danken hierfür. Wir wollten mit diesem Vorstoss signalisieren, dass wir nicht einfach auf eine weitere Elektrizitätsproduktion mit dem Kraftwerk Kaiseraugst verzichten können, ohne parallel dazu alle möglichen Sparanstrengungen und rationelleren Verfahren für die Elektrizitätsanwendung zu intensivieren und damit auf diesem Wege wenigstens einen Teil dieser verlorenen Produktion wieder gutzumachen. Wir waren uns damals bereits bewusst, dass wir in der Zukunft im Winter Probleme in der Elektrizitätsversorgung erhalten werden – siehe aktuelle Situation, die vorhin Herr Bundesrat Ogi präzisiert hat – und damit der Import von Atomstrom aus Frankreich angekurbelt wird.

Wir wollten kein Notrecht, wir wollten einen Bundesbeschluss mit dem Referendum. Daher war es auch notwendig, dass nicht allzu sehr umstrittene Massnahmen in diesen Bundesbeschluss aufgenommen werden.

Mit diesem von der CVP verlangten vorgezogenen Bundesbeschluss hat man die Möglichkeit, drei bis vier Jahre Sparanstrengungen durchzuziehen. Die Bevölkerung wird den Beweis erbringen, dass sie gewillt ist, auch unweigerliche Konsequenzen auf sich zu nehmen. Zusätzlich wird das freiwillige Sparen durch Gebote und Verbote, die man verantworten kann, angeregt.

Wir haben die Massnahmen verlangt, die heute in diesem Energienutzungsbeschluss angezeigt werden. Ich möchte hier nicht auf die einzelnen Kapitel eingehen, sondern erklären, dass wir, die CVP-Fraktion, diese Vorlage des Bundesrates – inklusive der Anträge der Mehrheit – voll und einstimmig unterstützen.

Betreffend das Vorgehen gehen wir davon aus, dass der Energieartikel und eventuell die Moratoriums- und Ausstiegs-Initiative im September zur Abstimmung gelangen. Sofern wir hier im Parlament diesen Energienutzungsbeschluss heute und morgen behandeln, hat der Ständerat die Möglichkeit, diese

Vorlage in der Kommission zu bearbeiten, und es ist anzunehmen, dass er diese nicht definitiv verabschieden wird, bevor das Resultat der Volksabstimmung über den Energieartikel vorliegt. Wenn nun das Volk den Energieartikel annimmt, kann man ab September diesen Bundesbeschluss als Vorläufer für das definitive Energiegesetz verabschieden und mit Sicherheit noch einmal drei bis vier Jahre Sparanstrengungen gewinnen.

Je nach Resultat dieser Volksabstimmung können wir eventuell noch weitergehen heute und Bereiche, die besonders Herr Ledergerber angeführt hat, zusätzlich einbauen. Im Hinblick auf das CO₂ lohnt es sich alleweil. Der Energieartikel wird momentan noch vom rechten und vom teilweise linken Flügel bekämpft. Den einen geht er zu weit, den anderen zu wenig weit. Meiner Ansicht nach müssen wir dem bürgerlichen Lager signalisieren, dass wir nur einverstanden sind, die Moratoriums- und Ausstiegs-Initiative entschieden abzulehnen, sofern auf der anderen Seite der Energieartikel und auch ein vorgezogener Energienutzungsbeschluss von diesem Lager aus nicht nur halbherzig, sondern konkret unterstützt werden. Eine allfällige nochmalige Ablehnung des Energieartikels ergäbe eine unhaltbare Situation, und es ist nicht auszuschliessen, dass gleichzeitig mit der Ablehnung des Energieartikels die Moratoriums- und eventuell die Ausstiegs-Initiative angenommen werden. Die rationelle Energieverwendung ist zweifellos unverzichtbar und die erfolgversprechendste energiepolitische Stossrichtung. Das Heil liegt sicher nicht in einem nur forcierten Ausbau der Kernenergie, aber andererseits auch nicht in staatlich dekretierten Einschränkungen des Energieverbrauchs. Wie immer führt der Weg nur durch die Mitte und durch die Mitte mit der CVP.

Die CVP-Fraktion wird also diese Vorlage in der Fassung des Bundesrates und der Mehrheit der Kommission einstimmig unterstützen.

Blatter: Warum ist der vorgezogene Bundesbeschluss notwendig? Das Volk macht uns oft Vorwürfe, die Grundsatzartikel in der Bundesverfassung seien zu allgemein, man müsse zu etwas ja sagen, worüber das man die Details noch nicht kennt. Der Energieartikel ist der klare Rechtsgrundsatz, und der heute vorliegende Energienutzungsbeschluss bringt die notwendigen Ausführungsbestimmungen. Also ein durchaus sinnvolles Vorgehen für die kommende Abstimmung über den Energieartikel im Herbst dieses Jahres. Ich mache mir aber Gedanken über gewisse Kreise, wirtschaftliche und politische Gruppen in unserem Land, die in Sachen Energiegesetzgebung kategorisch alles ablehnen. Man sagt nein zu Kaiseraugst. Damit bin ich einverstanden. Aber die gleichen Kreise lehnen auch kategorisch den Energieartikel ab, und ebenso hartnäckig geisselt man heute den vorliegenden Energienutzungsbeschluss und lehnt ihn ebenfalls ab. Die gleichen Kreise sind jedoch sehr genau im Bild über die erneute beträchtliche Zunahme des Energieverbrauches, und sie wissen ebenso genau, dass unser Land gezwungen ist, immer mehr Atomstrom aus Frankreich zu importieren. Die wasserarmen Winter und die bedenklichen Stauhöhen unserer Stauseen werden den Importbedarf noch zusätzlich in die Höhe treiben. Eine solche Energiepolitik ist ganz eindeutig die politische und wirtschaftliche Kapitulation einer eigenen Energieversorgung in unserem Land. Wollen wir tatsächlich keine neuen Atomkraftwerke, weil man keine politische Akzeptanz dafür findet, keinen Energieartikel, keinen Energienutzungsbeschluss, die Hände in den Schoss legen und flott vom Ausland Atomstrom importieren? Hat man sich auch schon Gedanken darüber gemacht, wie lange wohl Frankreich noch bereit sein wird, immer grössere Mengen zu exportieren? Wir dürfen und können vom Ausland langfristig keine Wunder mehr erwarten und dadurch immer abhängiger werden. Nein, wir müssen heute und morgen das Problem der Energieversorgung in unserem Land selber lösen, und dazu braucht es Ideen und vor allem auch klare gesetzliche Rahmenbedingungen, einen Energieartikel z. B., der verlangt, dass man mit wesentlich mehr Mitteln forschen kann, auch in der Nuklearforschung. Wir brauchen ebenfalls einen vorgezogenen Energienutzungsbeschluss, der klare Grundsätze über eine sparsame

und rationelle Energieverwendung enthält und der vor allem rasch in Kraft gesetzt werden kann.
Ich bitte Sie deshalb, auf die Vorlage einzutreten.

M. Maitre: Nous avons débattu ce matin de deux initiatives populaires grâce auxquelles nous avons pu bénéficier d'un certain nombre de considérations, politiques bien entendu, philosophiques parfois, passionnelles souvent et concrètes assez rarement, il faut bien le dire.

Avec cet arrêté fédéral, nous revenons sur le terrain concret de la politique énergétique que nous pouvons construire.

Je viens ici apporter mon appui à ce texte, non pas que je le trouve sans aucun défaut; certains points méritent effectivement une assez large discussion. Toutefois, ce texte permet d'avancer – pour la première fois – sur des bases qui sont, à mes yeux, raisonnables. Cet appui repose sur des motifs de politique énergétique au niveau suisse et je tiens à le communiquer également, comme membre d'un gouvernement cantonal responsable des questions énergétiques.

En ce qui concerne la politique énergétique sur le plan suisse, ce qu'il y a de très frappant dans le débat de ce matin, qui portait sur le nucléaire, c'est que quels que soient les avis – et Dieu sait s'ils sont tranchés – des uns et des autres, un point a été mis en évidence pratiquement par tous, c'est notre situation de dépendance énergétique. Cette situation est un fait, et ce fait nous conduit à une attitude: celle des efforts nécessaires pour tendre vers cette utilisation rationnelle de l'énergie. Je crois que s'il est un des «gisements» que nous pouvons exploiter dans notre pays, c'est bien celui de la maîtrise de notre consommation.

Sur le plan politique également, cet arrêté a l'avantage d'embrasser la matière dans une vision d'ensemble. Il n'a pas le défaut que comportait un certain nombre de propositions consistant à suggérer que des textes soient établis pour l'utilisation rationnelle de la seule énergie électrique. Ici, on a effectivement une vision d'ensemble; c'est donc une approche saine d'un problème complexe.

Au delà de cette adhésion, pour des motifs de politique énergétique sur le plan national, j'apporte également mon appui à ce texte, en tant que magistrat cantonal et je voudrais ici rassurer ceux qui, à juste titre, sont attentifs à l'aspect fédéraliste des choses. Certes, on ne peut pas ignorer qu'une majorité de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie a émis un certain nombre de réserves et a trouvé certaines propositions peu favorables. Mais on ne peut ignorer non plus que le comité de la Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie, après avoir reçu des explications complémentaires de M. Ogi, conseiller fédéral, à une très écrasante majorité – je crois qu'il y avait une seule opposition – s'est déclaré favorable à cet arrêté.

En fait, cet arrêté va dans le droit fil du programme de politique énergétique conclu sur une base de nature contractuelle entre la Confédération et les cantons. Cet arrêté est la suite logique de ce programme, si nous voulons véritablement être efficaces. Il n'est donc pas une entrave aux compétences des cantons. Au contraire, je le considère, pour ma part, comme un appui à ce qui se fait dans les cantons ou à ce qui peut ou doit se faire à cet égard, avec la volonté de coordonner les affaires là où cela est indispensable.

Cet arrêté fédéral est nécessaire et c'est dans ce sens-là que je ne puis que vous inviter à rejeter la proposition de non-entrée en matière de la minorité Fischer. En plus, dans la situation que nous connaissons actuellement sur le plan de la politique énergétique, cet arrêté est urgent et sa mise en application ne doit pas être retardée. C'est également pour cette raison que je vous invite à rejeter la proposition Giger.

Baerlocher: Eigentlich könnte ich als langjähriger Beobachter der Energiedebatten im Nationalrat, so wie es scheint, auf ein Votum verzichten. Nicht weil dies eigentlich zur politischen Gepflogenheit gehört, nein, im Gegenteil, weil die Fronten und die Argumente in dieser Frage seit Jahren die gleichen sind. Dies hat ja die Diskussion von heute morgen deutlich gemacht. Die Weichenstellung ist ja bereits in der Energiedebatte in der Herbstsession 1988 vorgenommen worden. Die

Verabschiedung eines Energienutzungsbeschlusses müsste eigentlich aufgrund dieser Debatte die logische Konsequenz und Notwendigkeit sein, aber wohlverstanden eines Energienutzungsbeschlusses, welcher das Prädikat der sparsamen Energienutzung auch effektiv verdient. Verbal scheint es, haben wir hier einen breiten Konsens, denn sparen wollen ja alle. Doch in der konkreten Ausgestaltung scheiden sich die Geister.

Zum Glück gibt es die Anträge der Minderheit, die versucht, die allernotwendigsten Rahmenbedingungen für eine effektive Sparpolitik zu setzen. Allzuviel ist ja nicht mehr möglich. Bereits die Anträge für ein Elektrizitätswirtschaftsgesetz wurden damals abgelehnt. Die andere Entscheidung muss die Bevölkerung vornehmen, und zwar mit einem Ja zum Ausstieg. Doch ein Energienutzungsbeschluss ist momentan der schnellste und in Anbetracht der energiepolitischen Diskussion der einzig richtige Weg. Warten auf den Energieartikel und ein dannzumaliges Energiegesetz ist ein Festhalten am Status quo und ist in seiner Konsequenz sicherlich auch mit einem weiteren Energiezuwachs verbunden. Wir wollen diese Entscheidung nicht den Kantonen und damit den Elektrizitätsgesellschaften überlassen, wie sich Herr Fischer-Seengen für die Minderheit geäußert hat.

Ich möchte an die Adresse der CVP-Fraktion den Wunsch äussern, dass sie mit ihren Kollegen im Ständerat auch so vehement dafür sprechen wird, dass dieser Energienutzungsbeschluss verabschiedet wird. Es müsste doch jedem und jeder in diesem Saal ein Selbstverständliches sein, dass der Umgang mit Energie rationell und sparsam sein sollte. Die über hundertjährige Geschichte der Energieverschwendung müsste der Vergangenheit angehören. In dieser Frage müsste eine Einigung erzielt werden können, ob man oder frau nun Atomenergiebefürworter(in) oder -gegner(in) ist. Zur Lösung der weltweiten CO₂-Problematik gibt es meines Erachtens nur die Entscheidung zugunsten einer sparsamen und rationellen Energienutzung.

Wir können nicht so tun, als ob das CO₂-Problem in der Schweiz zu lösen sei. Daher ist es meines Erachtens auch unsinnig, die Atomenergie bei uns als Lösungsweg anzubieten. Die anderen Gründe im Detail hat mein Vorredner Thür bereits ziemlich ausführlich erläutert.

Am letztjährigen Basler Konzil «Frieden und Gerechtigkeit» wurde die deutliche Forderung gestellt, dass unser Energieverbrauch um 50 Prozent reduziert werden muss. Es scheint mir unnötig, hier noch weitere Expertenmeinungen zu zitieren. Jedenfalls gibt es genügend Gründe, diese Forderung zu erheben, und genügend Untersuchungen und Berichte, die diese Meinung auch bestätigen und untermauern.

Ich bitte Sie daher, auf den Energienutzungsbeschluss einzutreten und alle Minderheitsanträge, welche zu verschärftem Energiesparen verhelfen, gutzuheissen.

Frau Segmüller: Eines ist allen möglichen Energieszenarien gemeinsam: Kein Weg führt daran vorbei, wir müssen Energie rationeller einsetzen; wir müssen sparen.

Sollten Moratoriums- oder Ausstiegs-Initiative angenommen werden – was ich nicht hoffe –, so ist früher oder später die logische Folge: Zwangssparen. Wird der Energieartikel angenommen – was ich hoffe –, so wird uns ein daraus abgeleitetes Energiegesetz zum Sparen anhalten. Alle drei Fälle zwingen uns zum Sparen als Reaktion auf den Volksentscheid.

Mit dem vorgezogenen, befristeten Energienutzungsbeschluss agieren wir, statt bloss zu reagieren, und wir tun rasch, was wir aufgrund der geltenden Verfassung tun können. Es ist eine Ueberbrückungsmassnahme, damit wir keine Zeit mehr verlieren. Denn der Weg vom Energieartikel zu einem Energiegesetz ist lang. Der Beschluss setzt Signale. Er bringt Schritte in die richtige Richtung, nämlich in Richtung Sparen.

Ich zitiere zwei Einwände:

1. Es seien zu zögerliche, zu schwache Schritte.

Wichtig ist doch, dass wir den Konsens erreichen. Wir brauchen eine Mehrheit. Wenn ein Sprung nicht möglich ist, ist das noch lange kein Grund, nicht wenigstens den Schritt in die richtige Richtung zu tun.

2. Eingriff in kantonale Hoheiten, also Kratzen am Föderalismus.

Wir leben im Zeitalter, wo man oft das «europäische Haus» zitiert. Wir sprechen vom EWR. Wir leisten uns aber den Luxus, Föderalismus zu pflegen auch dort, wo er in der Substanz nicht nötig wäre. Wir müssen mühsam lernen, im Zeitalter der EG und unter dem Druck des kommenden EWR in bezug auf Föderalismus Wesentliches vom Unwesentlichen zu unterscheiden. Es ist bezeichnend, dass wir z. B. in bezug auf die gegenseitige Anerkennung von Diplomen im Inland erst unter dem Druck des sich einigenden Europas aktiv werden. Ob wir aber der EG beitreten oder nicht, ob wir dem EWR beitreten oder nicht: in jedem Falle werden wir in Zukunft von lieben alten Gewohnheiten in Teilbereichen des Föderalismus Abschied nehmen und Wesentliches vom Unwesentlichen unterscheiden lernen müssen.

Diejenigen föderalistischen Kompetenzen, die im Energienutzungsbeschluss zur Diskussion stehen, sind ganz klar letzterer Kategorie zuzuordnen, und sie sind dem übergeordneten Ziel des Sparens unterzuordnen: nämlich einer auf effektive Energienutzung ausgerichteten Energiepolitik.

Ich beantrage Ihnen daher Eintreten und Behandeln der Vorlage, das heisst Ablehnung des Antrages der Minderheit Fischer-Seengen auf Nichteintreten und Ablehnung des Antrages Giger, der etwas vorgibt, was er dann nicht zu halten gewillt ist.

Pini: USCITI da un dibattito ancora una volta di confronti anche duri oltre che e motivi e passionali di questa mattina sulle iniziative popolari contro le centrali nucleari, oggi dobbiamo pronunciarsi sull'entrata in materia, sull'adozione sì o no di un piccolo decreto federale concernente il risparmio energetico.

Molto abilmente il portavoce del Partito liberale, l'On. François Jeanneret, aveva detto che la Svizzera deve essere integrata nella politica energetica dell'Europa ed aveva aggiunto che abbiamo bisogno soprattutto di energia, non di burocrazia, e quindi questo decreto viene ad inciampare, quasi, il cammino di progressione che noi dobbiamo dare per la nostra industria a livello energetico.

Il commento del Consiglio federale, a pagina 33 del messaggio in lingua francese, parla appunto di compatibilità dei regolamenti svizzeri e di quelli europei. E non c'è ancora uno spazio energetico regolamentato a livello europeo. L'On. ministro dell'energia, il Consigliere federale Ogi, sa benissimo che la Comunità Europea ha promulgato sì diverse norme, diversi regolamenti che sono molto «contraignants», sono imperativi, sono anche noiosamente imperativi per le legislazioni nazionali, ma non ha ancora promulgato un piano politico comune energetico. Lo farà, o intende farlo, la Comunità Europea per il 1992. Ed è talmente chiaro per gli svizzeri che, non esistendo ancora questa politica comune, ma fra poco esisterà, già ora abbiamo i nostri delegati a Bruxelles – lo sa l'On. Ogi – che seguono i comitati di esperti e i comitati di lavoro per la preparazione della politica energetica comunitaria.

Allora, come si può affermare che la Svizzera deve da una parte essere integrata alla politica energetica dell'Europa e dell'altra astenersi di iniziare, a normalizzare appena così qualche punto di risparmio che già è stato accettato dall'opinione pubblica come un problema di urgenza, che già i cantoni hanno applicato nei loro regolamenti cantionali. Questo decreto in fondo, se lo si legge bene, non fa altro che mettere una mano di sostegno non solo politico, ma anche – direi – morale dal profilo della legislazione federale che è di nostra competenza a norme ed iniziative che non verranno intralciate dal decreto, ma che se mai verranno sostenute.

Ed ha ragione l'On. Eva Segmüller quando ci ricorda che noi dobbiamo essere in un certo qual senso leggermente avanzati.

In attesa del voto popolare sull'articolo costituzionale dell'energia, noi dobbiamo cominciare a dimostrare a questo popolo svizzero che, senza coercire – per carità – senza intralciare quanto è di autonomia e di competenza dei cantoni, la sensibilità del governo, e dunque poi anche quella del Parlamento, è quella almeno di normalizzare, di rendere in norma attiva quanto già avviene e esiste.

Vi faccio un esempio per dire che questo decreto è molto moderato. L'articolo 2 – cito a memoria – indica la possibilità di far capo a energie sostituibili nuove, ma non obbliga ad agganciarsi a queste nuove soluzioni. Proprio per dirvi che qui in un certo qual senso Platone è venuto non da buon Greco, ma da buon Svizzero a moderare molto, ma di molto questo piccolo decreto che deve essere, a mio modo di vedere, sostenuto soprattutto perché ci permette di preparare l'opinione pubblica a comprendere l'utilità dell'articolo costituzionale che avrà poi seguito.

Hänggi: Wenn bei einer Finanzplanung die Einnahmen nicht erhöht werden können oder wenn man sie nicht erhöhen will, die Ausgaben aber stetig zunehmen, müsste es zwangsläufig zum Konkurs bzw. zu einem Kollaps kommen. Dagegen würde man im finanziellen Bereich mit Sicherheit sofort Massnahmen ergreifen. Diese sind logisch und konsequent und heissen: sparen, substituieren und Alternativen suchen. Ich staune deshalb, dass im Energiebereich nicht auch derselbe Massstab angewendet wird.

Unser Rat hat heute nachmittag sowohl die Ausstiegs- als auch die Moratoriums-Initiative nicht akzeptiert. Das heisst aber in keiner Art und Weise, dass wir der Kernenergie nun grenzenlos frönen können oder wollen. Ich meine das Gegenteil; und ich appelliere besonders an all jene, die – wie ich auch – beide Initiativen abgelehnt haben, jetzt, bei diesem Energienutzungsbeschluss, den Tatbeweis anzutreten, dass es uns ernst ist mit dem Sparen. Mit dem vorliegenden Beschluss haben wir die Möglichkeit dazu. Dabei weiss ich sehr wohl, dass es bisher eher den technischen Verbesserungen als dem persönlichen Verzicht zuzuschreiben ist, dass effektiv Energie gespart wurde.

Gerade deshalb sollen wir aber die Gelegenheit nicht verpassen, auch vom Bund her Zeichen zu setzen – dieser Energienutzungsbeschluss wäre mehr als ein Zeichen –, zu sparen, zu substituieren und zu forschen.

Mit dem heutigen Entscheid haben wir uns in der Kernenergie die Option offengehalten. De facto haben wir ein Moratorium. Option offengehalten heisst für mich aber nicht einfach warten. Diese Denkpause, wie man das faktische Moratorium nennen könnte, muss doch wirklich benutzt werden, um all diese Dinge zu realisieren und im Sparbereich wirklich auf den Prüfstand zu gehen, um zu sehen, wie weit das zweifelsohne vorhandene Potential ausgeschöpft werden kann.

Die nächste Entscheidung über die Nutzung der Kernenergie wird kommen. Und dann werden wir mit Resultaten aufwarten müssen, um den weiteren Weg zu finden. Bei der vorliegenden Situation kommt man bei einer nüchternen Lagebeurteilung nicht um Sofortmassnahmen herum. Der Energienutzungsbeschluss ist eine solche Sofortmassnahme. Deshalb meine ich, dass die verfassungsrechtlichen Vorbehalte keine stichhaltige Begründung abgeben. Der ebenfalls angeführte Vollzugsnotstand und die hinterfragte Durchsetzbarkeit sind eine reine Willensfrage. Gerade deshalb ist es wichtig, dass wir hier mit dem Energienutzungsbeschluss ein klares Zeichen setzen. Dem Grundsatz einer sparsamen und rationellen Energieverwendung kann sich wohl heute niemand mehr entziehen. Ich finde es deshalb schade, wenn wir jetzt hier an Formulierungen und Auslegungen herumnörgeln, statt die logische Konsequenz aus unseren heutigen Beschlüssen zu ziehen. Ich bitte Sie deshalb, auf die Vorlage einzutreten und der Vorlage auf der Linie des Bundesrates zuzustimmen.

Scherrer: Herr Bundesrat Ogi, Sie sagten heute morgen, wir hätten ein Energieproblem. Ich möchte Sie bitten, noch näher zu präzisieren, worin das Problem besteht, ausser dass wir in den nächsten zehn Jahren in der Schweiz keine Kernkraftwerke mehr bauen können.

Was den Energienutzungsbeschluss betrifft, halte ich fest, dass er unnötig ist, weil er in Artikel 1 bereits festschreibt, was wir heute praktisch schon haben. Er fordert nämlich eine sichere, ausreichende, wirtschaftliche, breitgefächerte und umweltverträgliche Energieversorgung. Ich stelle fest, dass das heute praktisch der Fall ist.

Ein Aspekt ist bis jetzt noch nicht beleuchtet worden, nämlich,

dass wir mit diesem Energienutzungsbeschluss einen weiteren Bereich, in dem die Marktwirtschaft bis heute wunderbar funktioniert hat, überreglementieren und wir damit in erster Linie das kleinere und mittlere Gewerbe unseres Landes treffen. Das kleinere und das mittlere Gewerbe bilden die Hauptstütze unserer Wirtschaft; sie haben heute schon Probleme, mit all den Reglementen fertig zu werden, die wir dauernd erlassen; jetzt soll auch noch im Energiebereich in massiver Weise eingegriffen werden.

Die rationelle Energienutzung ist schon allein aus wirtschaftlichen Gründen oberstes Gebot jedes Industrie- und Gewerbebetriebes und wird heute schon praktiziert. In diesem Sinne danke ich Herrn Bundesrat Ogi für seine Aufzählung von heute morgen anlässlich der Atominitiativen, wo er die Firmen, die Vereine, die Clubs genannt hat, deren Verdienste darin bestehen, Investitionen zur ganz massiven Senkung des Energieverbrauchs getätigt zu haben.

Wenn ich den Energienutzungsbeschluss dann studiere, stosse ich einige Male auf Bemerkungen wie «nach dem Stand der Technik» und «sofern es wirtschaftlich tragbar ist». Da ist ja wieder der Beweis: Die Technik schafft die Innovationen; sie schafft die Verbesserungen, sie senkt den Energieverbrauch, und der Gesetzgeber passt hinterher noch die Gesetze an.

Wenn die Technik das schon schafft, wenn es *de facto* eingeführt ist, wozu brauchen wir dann noch einen Energienutzungsbeschluss? Wirtschaftlich tragbar: Es wird alles unternommen in den Betrieben, in der Fabrikation, wenn unter dem Strich ein Positivsaldo herauskommt, und daran wird auch der Gesetzgeber nichts ändern können.

Der Energienutzungsbeschluss ist also nutzlos, weil er effektiv wirkungslos ist. Aber mit dem Beschluss soll in einen gut funktionierenden Bereich eingegriffen werden, und ein gut funktionierender Bereich soll verstaatlicht werden. Das ist das Interesse einiger Leute in diesem Rat. Man will alles unter staatliche Kontrolle stellen. Man will noch mehr Beamte, die vom Steuerzahler wieder bezahlt werden müssen, und wer ist der Steuerzahler? Das ist die arbeitende Bevölkerung, und die arbeitende Bevölkerung ist eben wieder in Industrie und Gewerbe beschäftigt. Die Geldmittel, die dem Staat zur Verfügung gestellt werden, müssen zuerst erarbeitet werden. In diesem Zusammenhang sage ich nochmals, dass es sehr gefährlich und im Endeffekt schlecht ist, wenn wir anfangen, Lenkungsabgaben, Umweltsteuern usw. einzuführen, weil da unserer Industrie und dem Gewerbe Geld entzogen wird, das sinnvoller in die Evolution moderner Techniken investiert werden könnte.

Ich bitte Sie deshalb, auf den Energienutzungsbeschluss nicht einzutreten und den Minderheitsantrag zu unterstützen.

Wiederkehr: Herr Bundesrat Ogi, Sie haben in Ihrer letzten Rede vor unserer Abstimmung über die Atominitiative wörtlich gesagt: «Man weiss heute, was Energie bedeutet. Man hat eine neue Sensibilität.» Das ruft mich auf den Plan und vor dieses Mikrophon, um Ihnen kurz eine Anekdote zu erzählen, die eben zeigt, dass diese Sensibilität z. B. im wirtschaftsstärksten Kanton der Schweiz bei der Regierung noch nicht vorhanden ist. Die Zürcher und die Bündner Regierung haben kürzlich der Öffentlichkeit die gemeinsam geplanten Aktionen für die 700-Jahrfeier 1991 vorgestellt. In der Grussbotschaft schreibt die Zürcher Regierung wörtlich: «So versprechen wir uns auch im Jubiläumsjahr ..., dass die in Zürich verbrauchten Kilowattstunden zunehmen oder mindestens gleichbleiben.» Herr Bundesrat, das ist nicht nur die Hoffnung der Zürcher Regierung auf – anders ausgedrückt – weitere Ersäufung von Bündner Bergtälern. Es ist damit auch dem Fass Ihrer Energiespar-kampagne den Boden ins Gesicht geschlagen, und das vom wirtschaftlich gesehen wichtigsten Kanton der Schweiz – von Sensibilität also keine Spur. Um sie herzustellen, Herr Bundesrat, wollen wir Ihnen helfen: mit einem Ja zum Energienutzungsbeschluss; nur sollten den «Milchbeisserchen», die darin enthalten sind, noch einige währschafte Zähne hinzugefügt werden.

M. Caccia: Il y a quelques heures, nous avons terminé un débat sur deux initiatives, débat qui était la répétition de dis-

cussions qui s'étaient tenues dans cette salle à d'autres occasions. La dernière fois, pour autant que mes souvenirs soient corrects, c'était au début de mai 1984, une semaine après que j'avais eu la malchance de tenir une conférence à Genève qui avait eu passablement de répercussions dans cette salle. J'imagine que nous n'en sommes pas encore au dernier acte de cette discussion sur des initiatives populaires qui touchent des problèmes énergétiques. En effet, au delà de l'octroi de crédits en faveur de la recherche, aucune mesure politique concrète n'est sortie de notre plénum quant à l'utilisation rationnelle de l'énergie depuis 1973. On a refusé cinq initiatives populaires, approuvé deux articles énergétiques, dont l'un a été rejeté par les cantons et l'autre n'est pas encore accepté, et on a ratifié une autorisation générale pour Kaiseraugst qui n'a mené à rien. Selon le climat du débat présent, tout semble disposé à durer encore longtemps. Il y a toutes les raisons de croire que nous fêterons le 700^e anniversaire de la Confédération en magnifiant la concorde démocratique de la Suisse, sans pouvoir apporter de preuves récentes.

L'arrêté sur l'énergie est la première occasion de montrer au peuple qu'une volonté politique réelle et concrète existe et qu'elle va au delà de celle, plus théorique, qui nous a amenés à approuver des articles constitutionnels. C'est aussi la première possibilité de montrer que «l'affaire» du CO₂ est véritablement prise au sérieux. Le but de l'arrêté sur l'énergie est de permettre la prise de mesures se rapportant aux énergies fossiles, d'améliorer le rendement thermodynamique de leur utilisation – je pense au couplage chaleur/force – et de promouvoir l'utilisation plus rationnelle de l'électricité, afin que celle dont nous disposons produise le maximum de prestations, notamment dans les domaines où elle est irremplaçable. Dans son exposé introductif, M. Basler a souligné la valeur thermodynamique de l'électricité. Je sais que ces principes ne sont pas les plus faciles à comprendre, surtout pour ceux qui n'ont pas accompli d'études techniques, mais ils sont fondamentaux pour parler d'énergie.

Je voudrais rappeler à M. Giger qu'il est faux de prétendre que l'arrêté fédéral, tel qu'il est proposé est unilatéral. C'est la politique énergétique menée jusqu'ici par les cantons et la Confédération qui est unilatérale, car elle touche presque exclusivement les énergies fossiles. Toutes les mesures se rapportant à l'électricité ont été refusées dans le cadre du programme de politique énergétique Confédération-cantons de 1985. La quasi totalité des Etats cantonaux les ont rejetées sur – je le répète encore une fois dans cette salle – invitation d'une série de sociétés électriques de notre pays. Ce caractère unilatéral existe du fait que, depuis 1983, il y a même une homologation des brûleurs à mazout avec des standards de qualité. Par conséquent, le caractère unilatéral n'est pas défavorable à l'électricité. S'il existe, il lui est même avantageux. Il n'est pas vrai non plus, Monsieur Giger, que l'électricité ne pose pas de problèmes d'environnement. Elle soulève passablement de difficultés à la production, soit objectives ou subjectives. Je n'en veux pour preuve que, depuis quinze ans, on se dispute plus qu'on discute sur les questions de centrales nucléaires et, depuis quelques temps, sur les débits minimaux. L'arrêté est donc l'occasion d'accomplir un petit pas dans la bonne direction. C'est dans l'espoir qu'il soit accepté par les Chambres que je me suis retenu de voter en faveur de l'initiative pour le moratoire. Je plaide non seulement l'entrée en matière, mais l'examen de détail, car l'arrêté ne sera pas soumis au Conseil des Etats avant le mois de septembre.

Schmid: Mit Blick auf die unterbrochene Beratung der parlamentarischen Initiative «Parlamentsreform» stelle ich fest: Die begonnene Behandlung des Energienutzungsbeschlusses, namentlich der hier vorliegende Nichteintretensantrag, liefert ein anschauliches Beispiel für meine These, wonach in diesem Parlament immer wieder Leute die Oberhand zu gewinnen versuchen, welche die anstehenden Probleme nicht wirklich lösen wollen. Natürlich könnten wir dieses Geschäft am schnellsten erledigen, wenn wir schon gar nicht darauf eintreten. Da sich dies aber hoffentlich viele in diesem Saal nicht gefallen lassen, wird einmal mehr eine grosse Zahl von Rednern mobilisiert. Es tritt also gerade das ein, was von denselben

Leuten lauthals beklagt wird und was man hinterher wieder via Parlamentsreform in den Griff bekommen will.

Die Alternative, die uns die Herren, die den Minderheitsantrag präsentieren, anbieten können, ist die: Entweder wenig reden und nichts bewirken oder viel reden und nichts bewirken. Sie wollen das Problem beschweigen, und wenn ihnen das nicht gelingt, dann werden sie es zerreden, mit dem Ziel, es wenigstens zu vertagen, wenn es schon nicht definitiv von der Traktandenliste abgesetzt werden kann. Diese Taktik ist nun bis zum Ueberdruß bekannt. Wir wundern uns schon gar nicht mehr darüber. Aber es wird allmählich zum permanenten Aergernis.

Nun kommt aber eine zweite Gruppe von Ratsmitgliedern ins Spiel, die es zwar gut meinen, jedoch unversehens zu Verbündeten dieser notorischen Energiesparverweigerer werden. Das sind die Formalisten und Perfektionisten. Sie sind der Auffassung, die Ziele des Energienutzungsbeschlusses müssten so lange zurückgestellt werden, bis der Energieartikel in Kraft gesetzt sei, und sie dann über ein gut und lang durchdachtes Energiegesetz abgedeckt würden. Ästhetisch ansprechende Gesetze und stufenweises Legiferieren von oben nach unten sind ihnen wichtiger als eine rationale Energienutzung und ein haushälterischer Umgang mit der Energie jetzt. Sie wollen lieber ein schönes Gesetz, das zu spät kommt, als einen rechtzeitig wirksamen, nicht gar so ausgeklügelten Energienutzungsbeschluss.

Schliesslich konstatiere ich noch eine dritte Gruppe unfreiwillig Verbündeter. Sie drücken sich um mutige Taten mit dem Hinweis, das Volk solle jetzt darüber entscheiden. Sie schieben damit die Verantwortung, die sie als kompetente Parlamentarier hätten oder haben sollten, ständig auf die Stimmbürgerinnen und Stimmbürger ab, die im Schnitt über weniger Informationen verfügen, um die Energiesituation richtig einschätzen zu können.

Sind wir vom Volk gewählt, damit wir die Probleme beschweigen, zerreden, vertagen und abschieben? Ich bitte Sie, auf diese Vorlage einzutreten.

Dreher: Man hat dem Kollegen Neuenschwander vorgeworfen, er würde in seiner Argumentation billige Schlagworte verwenden. Da ich selbst weder Energieberater bin noch ein Umweltbüro betreibe, verbleibt mir zur Analyse der Situation nur der gesunde Menschenverstand, und über den, glaube ich, zu verfügen. Mit allerbilligsten Schlagworten machen Sie Politik: Treibhauseffekt, Klimakatastrophe – vor fünf Jahren haben Sie hier noch das Waldsterben zelebriert –, wissen Sie das noch? Lesen Sie es einmal nach im «Amtlichen Bulletin», was da an ausgekochtem Unsinn zur Systemveränderung zusammengeschwatz wurde. Sie können es noch nachlesen, Sie finden es in der Bibliothek. Heute kommt man mit ähnlichen Schreckensszenarien daher, schwatzt von globalen Problemen, die der Kleinstaat Schweiz lösen will, der weniger Einwohner als ein Stadtteil von Shanghai hat. Man will unsere Bevölkerung einschränken, um ein globales Problem zu lösen. Sehen Sie, als das wilhelminische Deutschland am arrogantesten war, am Ende der Belle époque, hat man gesagt: «Am deutschen Wesen soll die Welt genesen!» Ich glaube, die veröffentlichte politische Meinung der Schweiz hat heute einen ähnlichen Stand an Arroganz vorzuweisen.

Ich bitte Sie, auf diesen Bundesbeschluss nicht einzutreten. Warum nicht? Eine sparsame, rationelle Energieverwendung, eine «sichere, ausreichende, wirtschaftliche, breitgefächerte und umweltverträgliche Energieversorgung», ist das denn nicht das, was wir haben? Ich weiss überhaupt nicht, wo diese Energiekrise liegen soll und wo z. B. Herr Kollege Hänggi einen sofortigen Handlungsbedarf erblicken will.

Hatten wir jemals einen Stomausfall während einer Weltmeisterschaftsübertragung der letzten Jahre? Können Sie sich an eine Schlange vor einer Tankstelle erinnern hierzulande? Ich nicht! Was also soll das Ganze? Wollen Sie einfach wieder auf die Katastrophenszenarien, auf das Geschäft mit der Angst, abfahren, das gewisse Parteien betreiben, weil die Sozialpartnerschaft heute nicht mehr politisch, sondern vertraglich funktioniert? Da sollten wir uns doch zu schade sein!

Was dieser Energienutzungsbeschluss bringen wird, sind

Staatseingriffe, ist zusätzliche Regulierung; dabei reden wir alle von Deregulierung. Und auch CVP-Wähler möchten Deregulierung, nicht zusätzliche Regulierung. Sie wollen hier das Gegenteil dessen, was Sie an Veranstaltungen als beliebtes politisches Vortragsthema verwenden.

Dann möchten wir ja auch noch etwas Wirtschaftswachstum. Ich spreche da allerdings eher von den bürgerlichen Parteien. Wirtschaftswachstum und Energieverbrauch haben nun einmal eine enge Korrelation. Aus all diesen Gründen ist in einer liberalen, marktwirtschaftlichen Weltordnung kein Platz für diesen zusätzlichen Staatseingriff. Ich hätte auch mein Votum zum Energieartikel wiederholen können. Wir wollen schauen, wie das weitergeht und ob diese neuen Eingriffsvorlagen in der Volksabstimmung eine Chance haben.

Was mich betrifft, so werde ich dagegen ankämpfen, und ich bin gar nicht so sicher, ob ich auf der Verliererseite stehen werde.

Fäh: Etliche von uns tun so, als ob es verantwortlich handelnde Kantone nicht gäbe. Etliche von uns tun so, als ob die Abstimmung über den Energieartikel nicht stattfinden würde. Ich gestatte mir, in diesem Zusammenhang an den Bundesrat vier Fragen zu stellen.

1. Wie rechtfertigt der Bundesrat den Energienutzungsbeschluss – insbesondere die Artikel 4 und 5 – gegenüber den Kantonen, denen versprochen worden ist, dass für Massnahmen im Bereich des umbauten Raums ausschliesslich sie – also die Kantone – zuständig seien und die im Vertrauen auf diese Vereinbarung legiferiert haben (der Kanton Luzern hat am 1. Januar 1990 ein neues Energiegesetz in Kraft gesetzt; wie wird er sich gegenüber diesem Energienutzungsbeschluss verhalten?) und die nun unglücklich und verärgert darüber sind, dass der Bund in einem Bereich, wo er gesagt hat, er überlasse ihn den Kantonen, nun doch eingreift? Diese Frage möchte ich gerne beantwortet haben.

2. Welche zeitlichen Vorstellungen hat der Bundesrat bezüglich Vollzug dieses Energienutzungsbeschlusses, im Wissen darum, dass derzeit x Bestimmungen, z. B. im Umweltschutz und im Raumplanungsbereich, nicht oder nur mit Mühe vollzogen werden, weil sie nicht vollzogen werden können? Welche Vorstellungen hat der Bundesrat über die Durchsetzung dieses Energienutzungsbeschlusses, im Wissen darum, dass eine Mehrheit der kantonalen Energiedirektoren – um das vorsichtig auszudrücken – der Ansicht ist, dass es diesen Energienutzungsbeschluss nicht braucht?

3. Auf welchen Zeitpunkt gedenkt der Bundesrat, unabhängig von den Beschlüssen des Ständerates, den Energienutzungsbeschluss frühestens in Kraft zu setzen? Ich habe vernommen, dieses Datum sei der 1. Januar 1991.

4. Wenn der Energieartikel abgelehnt wird, was soll dann gemäss Ansicht des Bundesrates mit dem Energienutzungsbeschluss geschehen?

Damit meine Fragen beantwortet werden, gestatte ich mir, sie Herrn Bundesrat Ogi auch schriftlich zu überreichen.

Hess Peter: Es stimmt mich zuversichtlich, dass mit Ausnahme des einen Votums kurz vorher die Diskussion recht sachlich verlaufen ist. In den Auseinandersetzungen um die ersten Kernenergieinitiativen – Sie erinnern sich – wurde engagiert, vielleicht zu engagiert, diskutiert und den Emotionen freier Lauf gelassen. Es ist heute gesagt worden, wir betrieben hier einen Aktivismus, es würde eine künstliche Krisenstimmung geschaffen, und es ist auch das Wort «Geschäft mit der Angst» gefallen.

Wir müssen uns schon Rechenschaft geben, dass im Volk die Klimaproblematik, die Problematik des CO₂-Ausstosses, aber auch die Folgen eines ungehinderten Primärenergieverbrauchs vermehrt bewusst werden. Es scheint mir aber, dass verschiedene Politiker hier im Saal in einem luftleeren Raum politisieren und Fakten darstellen, die im Volk anders wahrgenommen werden. Dies wird mir bewusst, wenn ich solche Fragen auf der Strasse oder am Stammtisch diskutiere. Wir sind uns heute einig, und das Volk ist sich einig, dass gespart werden muss. Leider ist es bisher nebst verdienstvollen Anstrengungen sehr oft bei Lippenbekenntnissen geblieben. Viel-

leicht weniger bei den Unternehmern oder in der Industrie als beim privaten Verbraucher.

Blosses Sensibilisieren, Appelle an die Eigeninitiative, an das Verantwortungsbewusstsein genügen nicht mehr, vor allem, weil wir ja wissen, dass das Oelpreisniveau der letzten Jahre ein Greifen der marktwirtschaftlichen Instrumente verhindert hat. Es geht also darum, dass wir mit obrigkeitlichen Massnahmen zusätzlich eingreifen, aber auch Anreize schaffen – dass wir hier noch ein Vermehrtes tun.

Herr Ledergerber, Sie haben den bürgerlichen Parteien eine rein defensive Haltung vorgeworfen und haben verlangt, es müsse nun endlich redlich und aufrichtig politisiert werden. Im Umkehrschluss könnte man Ihrem Vorwurf entnehmen, wir politisierten nicht redlich und aufrichtig. Ich kann nicht für alle bürgerlichen Ratsmitglieder sprechen. Aber ich glaube, auf Seiten der CVP dürfen wir für uns in Anspruch nehmen, dass wir voll hinter den beiden Energieartikeln gestanden sind – wie Frau Segmüller es dargelegt hat –, im Sinne einer Suche, nicht nach einer Maximallösung, aber nach einem Konsens. Es ist dasselbe Bewusstsein, das uns auch heute wieder überzeugt hinter diesem Energiebeschluss stehen lässt.

Es wurde gesagt, dieser Energienutzungsbeschluss sei einseitig, antiföderalistisch, unnötig, es sei mit Vollzugsproblemen zu rechnen. Einseitig ist er nicht. Im Gegensatz zu früheren Forderungen nach einem Elektrizitätsspargesetz werden hier alle Energieträger angesprochen. Er ist auch nicht antiföderalistisch und führt auch nicht zu Vollzugsproblemen. Wir müssen zur Kenntnis nehmen, dass viele Kantone heute bereits aktiv sind und in den letzten Monaten und Wochen selber entsprechende Beschlüsse gefasst oder vorgelegt haben. Und es geht hier nicht darum, die Kantone nun zu konkurrenzieren, sondern es soll eine Kooperation sein, ein gegenseitiges Sichunterstützen in dem Sinne, dass auf allen politischen Ebenen die nötigen Massnahmen getroffen werden.

Ein letzter Punkt. Herr Jeanneret, Sie haben gesagt, wir müssten EG-kompatibel politisieren und dürften es uns nicht herausnehmen, eine eigenständige Energiepolitik zu betreiben. Ich bin der Meinung, dass wir die nötige wirtschaftliche Kraft haben, dass wir aber auch das Forschungspotential haben, um eine Leaderfunktion zu übernehmen. Diese Leaderfunktion muss nicht unbedingt auf Europa beschränkt sein. Aber vor allem gegenüber den Drittweltländern können wir es doch auf uns nehmen, dass wir einen Schritt weiter gehen, dass wir vielleicht versuchen, uns wieder mehr einzuschränken, als es unbedingt nötig wäre. Nur so können wir die Erkenntnisse in unseren Forscherkreisen, dass etwas getan werden muss, auch umsetzen. Wenn wir von den Drittweltländern verlangen, dass sie zurückhalten, müssen wir, die wir im Ueberfluss leben, den ersten Schritt tun und zurückstecken.

In diesem Sinne bitte ich Sie, einzutreten und die Vorlage zu behandeln.

M. Savary-Vaud, rapporteur: Je me permets de faire deux remarques à la fin de ce débat d'entrée en matière.

La première concerne le renvoi de l'arrêté après l'entrée en matière. La commission n'a pas traité expressément de cette demande de renvoi, mais elle a admis, suite aux propositions du Conseil fédéral, que cet arrêté avait un caractère urgent. Elle l'a donc étudié dans les plus brefs délais et elle était déjà prête à rapporter à la session d'octobre dernier. En fait, ce qui est important dans cet arrêté, c'est de pouvoir recueillir un certain nombre de renseignements de façon à savoir, au moment de la procédure de consultation, si ce que nous avons fait figurer dans cet instrument est valable ou non. De plus, si nous voulons faire de plus grandes économies d'énergie, il faut agir immédiatement.

Dès lors, dans l'esprit de la majorité de la commission, nous vous proposons de ne pas surseoir et de traiter aujourd'hui cet arrêté.

Ma seconde remarque s'adresse à M. Ledergerber qui regrette qu'il n'y ait pas eu de compromis au sein de la commission. Or, Monsieur Ledergerber, cet arrêté est un compromis. La volonté de la majorité est d'aller dans votre direction et, pour les partisans d'un moins d'Etat, ce pas est important. En effet, cet arrêté occasionnera davantage de bureaucratie, de

réglementation, de normes et de contraintes. C'est pourquoi il faut apprécier que la majorité de la commission entre en matière.

Bundesrat Ogi: Sie und der Ständerat haben im letzten Jahr den Energieartikel definitiv verabschiedet. Dieser Energieartikel ist ein erster Schritt in die richtige Richtung, ein erster Schritt für eine umfassende, zukunftsorientierte und – ich würde meinen – auch ausgewogene Energiepolitik. Es ist vorgesehen, dass die Volksabstimmung über diesen Energieartikel im Herbst dieses Jahres stattfinden kann. Danach brauchen wir einige Zeit, bis das Energiegesetz in Kraft treten kann. Das alles braucht viel Zeit, ich weiss es, und ich verzweifle manchmal auch. Aber ich muss zugeben, es braucht Vorbereitungsarbeiten, es braucht eine Vernehmlassung, es braucht eine Auswertung, es braucht eine Botschaft, und es braucht auch die parlamentarische Beratung. Daraus müssen wir schliessen, dass dieses Energiegesetz nicht vor 1994/1995 in Kraft treten kann. Wir verlieren einfach zu viel Zeit. Deshalb ist dieser Energienutzungsbeschluss vonnöten. Wir dürfen in Anbetracht der Probleme, die wir heute morgen angesprochen haben, nicht noch vier bis fünf Jahre warten. Wir haben Ziele im Bereich der Luftreinhalte-Konzeption. Wir sollten das CO₂-Problem angehen. Wir müssen – um es einfach zu sagen – handeln und dürfen nicht warten. Eine Beschleunigung in der Energiepolitik, ein Einschalten des Turbos sozusagen, ist nun geboten.

Der vorliegende Energienutzungsbeschluss könnte – wenn Sie und der Ständerat das wollen – bereits am 1. Januar 1991 in Kraft treten. Damit hätten wir gehandelt, und damit hätten wir etwas zur Lösung der Probleme, die heute von allen in irgendeiner Weise angesprochen worden sind, getan. Wir hätten sie nicht überwunden, aber wenigstens einen ersten richtigen Schritt getan.

Bei der grossen Energie-Debatte von 1988 haben Sie verschiedenes verlangt. Sie haben in Postulaten und Motionen einen Energienutzungsbeschluss verlangt. Sie haben Postulate überwiesen, und der Bundesrat hat relativ rasch gehandelt.

Ferner erinnere ich mich daran, was im Anschluss an die Tschernobyl-Debatte alles verlangt wurde. Ich habe auch nicht vergessen, was Sie bei der Wald-Debatte oder beispielsweise in der Kaiseraugst-Debatte vom Bundesrat gefordert haben.

Das, was der Bundesrat jetzt getan hat, ist konsequent. Wir haben Ihnen nun einen Energienutzungsbeschluss vorgelegt. Er geht einigen zuwenig weit – ich habe Verständnis dafür – und anderen viel zu weit. Man hat also versucht, den politisch gangbaren Weg zu finden. Ich darf aufgrund der Debatte annehmen, dass das nicht allzu schlecht gelungen ist. Es ist zwar wahr, wir haben kein Energieversorgungsproblem in der Schweiz; aber wir haben Energieprobleme. Das können wir nicht wegstecken. Wir müssen etwas tun. Wir können das nicht dem Laissez-faire überlassen.

Wir sind einfach nicht ehrlich: Wir wollen das Produkt bis in das hinterste Bergtal, aber wir wollen die Produktion nicht mehr. Damit müssen wir leben, aber es ist einfach keine ehrliche Politik.

1989 waren es wieder 2,7 Prozent oder 1200 Gigawattstunden Zunahme des Stromverbrauchs. Das ist ein Fünftel eines grossen Kernkraftwerkes. Wenn das so weitergeht, dann müssten wir eigentlich alle fünf Jahre ein neues Kernkraftwerk bauen. Das geht schlicht und einfach nicht. Wo wollten wir auch die nötigen Standorte finden?

Wir müssen also etwas tun, nämlich sparen. Denn selber produzieren können wir nicht, und importieren ist eine unehrliche Politik; somit müssen wir sparen. Das sollten wir jetzt wirklich angehen.

Wir haben auch einige Probleme, die wir nebst dem Sparen lösen sollten. Stichwort: CO₂-Problem. Ich gehe nicht darauf ein. Es wurde heute morgen umfassend diskutiert.

Wir haben eine zweite Zielsetzung, die wir nicht vergessen dürfen: das Luftreinhalte-Konzept. Hier haben wir auch Ziele. Wir müssen ganz klar feststellen: Ohne Energienutzungsbeschluss, wenn wir also nichts tun und das Laissez-faire prokla-

mieren, werden wir die Emissionsziele, die wir und Sie uns gesteckt haben, nicht erreichen.

Wenn wir die Zielsetzung im Luftreinhalte-Konzept ernst nehmen, müssen wir auch etwas tun in Richtung verbrauchsabhängige Heiz- und Warmwasserkostenabrechnung. Herr Nationalrat Weder hat uns gesagt, was das bringen könnte. Auch hier sind wir gefordert.

Ein drittes Stichwort ist das internationale Verhältnis. Herr Fischer-Seengen hat davon gesprochen, dass wir hier wiederum ein Hindernis aufbauen. Ich darf Herrn Fischer sagen, dass das nicht der Fall ist. In Europa soll auch ein gemeinsamer Energiemarkt geschaffen werden. Wir dürfen daher die aktuelle internationale Entwicklung im Energiebereich auch nicht ignorieren. Ich kann sagen, dass die EG im Energiebereich die gleichen Ziele verfolgt wie die Schweiz, und eine ganz zentrale Rolle spielt dabei die sparsame und rationelle Energieverwendung. Der Energienutzungsbeschluss zielt also in die gleiche Richtung wie die in Brüssel vorhandenen Leitlinien der Europäischen Gemeinschaft.

Der Energienutzungsbeschluss enthält keine Tarifbestimmungen. Wir haben das bewusst so getan. Wir haben auch recht bekommen, weil wir in der Debatte über den Energieartikel zur Kenntnis nehmen mussten, dass Tarifvorschriften im Moment auch keine politische Chance haben. Wir müssen auch aufpassen, dass wir jetzt das Fuder nicht überladen und die Referendumsdrohungen, die hier wieder unterschwellig mitgeklungen sind, nicht verstärken.

Die Beratungen über den Energieartikel haben gezeigt, dass wir nicht allzu weit gehen können. Wir müssen also den Mittelweg finden und das tun, was politisch gangbar erscheint und was auch eine politische Akzeptanz findet. Der Beschluss beschränkt sich auf das, was dringend und rasch eingeführt werden kann. Das waren zwei wichtige Kriterien: Was ist dringend, und was kann rasch realisiert werden? Mit dem Energienutzungsbeschluss wollen wir auch – damit kann ich bereits die erste Frage von Herrn Nationalrat Fäh beantworten – die energiepolitischen Anstrengungen der Kantone unterstützen. Wir haben diesen Energienutzungsbeschluss mit dem Vorstand der Energiedirektoren der Kantone abgesprochen.

Ich kann Ihnen sagen – es ist auch in der Botschaft auf den Seiten 5 und 6 nachzulesen –, dass der Vorstand der kantonalen Energiedirektoren diesen Energienutzungsbeschluss befürwortet, weil dieser Energienutzungsbeschluss die Kantone in ihren Bestrebungen begleiten und wirkungsvoll unterstützen kann.

Wir sollten jetzt, nach all dem, was gesagt und verlangt wurde, ein deutliches Zeichen setzen, dass es uns mit dem Energiesparen auch wirklich ernst ist. Wir sollten diesen Energienutzungsbeschluss nicht zerreden, sondern wir sollten ihm jetzt zum Durchbruch verhelfen.

Gestatten Sie mir noch einige Bemerkungen zu den Argumenten der Gegner. Zunächst einmal zum Grundsätzlichen. Der Energienutzungsbeschluss ist weder eine Verlegenheitslösung, noch ist er unpräzise, noch ist er kaum durchsetzbar. Ich meine sogar, dass er ein guter Testläufer ist für das, was dann im Rahmen des Energiegesetzes politisch verwirklicht werden kann. Er ist auch ein Testläufer, um festzustellen, wie gross das «Schluckvermögen» der Räte und vielleicht auch des Volkes ist. Der Energienutzungsbeschluss ist heute die einzige mögliche Antwort auf die steigenden Öl- und Stromimporte, die uns doch zu denken geben müssten, er ist eine Massnahme gegen das CO₂-Problem und für die Erreichung der Ziele im Luftreinhalte-Konzept. Die im Energienutzungsbeschluss enthaltenen Massnahmen sind eindeutig, sie sind bestens bekannt, denn bereits bei den GEK-Diskussionen sind diese Bereiche angesprochen worden; aber sie warten immer noch auf die Realisierung.

Der Bund erhält also mit diesem Energienutzungsbeschluss auch die Möglichkeit, die Kantone dann im Vollzug – Herr Nationalrat Fäh – besser zu unterstützen. Ich muss Ihnen sagen, dass sehr viele Kantone sehr aktiv sind, und wenn Sie jetzt diesen Energienutzungsbeschluss ablehnen würden, wäre das ein Zeichen, das in die falsche Richtung weist.

Zu den Typenprüfungen. Hier gilt es nun, klare Verhältnisse zu schaffen und endlich – das darf man wohl sagen – vorwärtszu-

machen. Seit 15 Jahren reden wir über diese Massnahme, und eine befriedigende Regelung und Lösung fehlt immer noch, obwohl das Problem auf nationaler Ebene einfach zu lösen wäre. Selbstverständlich – ich lege Wert darauf, das hervorzuheben – wollen wir dieses Problem in enger Zusammenarbeit mit der Wirtschaft lösen und angehen.

Schliesslich auch noch zu der verbrauchsabhängigen Heiz- und Warmwasserkostenabrechnung. Auch diese Massnahme ist überreif und nötig. Sie bringt allein – da decken sich die Zahlen, die auch Herr Weder in Franken ausgedrückt hat – zwischen 10 bis 15 Prozent an Einsparungen. Der Kanton Basel-Landschaft hat hier als Testkanton sehr gute Erfahrungen gemacht und weiss, dass dieses System funktioniert. Es werden nämlich im Kanton Basel-Landschaft zwischen 30 000 bis 40 000 Wohnungen nach Verbrauch abgerechnet. Der Widerstand gegen diese Massnahme ist also nicht mehr gerechtfertigt. Der Kanton Basel-Landschaft hat gezeigt, dass das System funktioniert. Andere Kantone sind auch hier bereit, diesem guten Beispiel zu folgen. Das Abrechnungsmodell steht zur Verfügung. Die Typenprüfung und die Gütezeichen der Geräte, die notwendig sind, sind realisiert, die Kursunterlagen erstellt.

Ich darf gegenüber Herrn Thür noch folgendes präzisieren: Er hat aus einem Protokoll zitiert, der Bundesrat behaupte, bis zum Jahre 2025 eine Reduktion des Energieverbrauches von 10 bis 15 Prozent zu erreichen. Diese Reduktion ist nicht im Vergleich zum heutigen Verbrauch, sondern verglichen mit der Verbrauchsentwicklung ohne zusätzliche Eingriffe bis im Jahre 2025 zu verstehen. Dies bedeutet, dass der Energieverbrauch natürlich weiterhin zunimmt, aber die Relation muss richtig gemacht werden.

Herr Fischer-Seengen spricht von Bedenken der kantonalen Energiedirektoren. Ich darf hier erklären, dass ich mich vor dieser Debatte mit dem Präsidenten der Energiedirektorenkonferenz auch zu dieser Vorlage ein letztes Mal unterhalten habe – Herr Nationalrat Maitre hat es ja zum Ausdruck gebracht. Wir haben diesen Energienutzungsbeschluss in enger Absprache mit den Energiedirektoren der Kantone bearbeitet. Wir haben abgeklärt, was möglich ist und was nicht, und ich bin deshalb etwas überrascht, wenn Sie davon sprechen, dass grosse Bedenken seitens der Energiedirektoren spürbar seien. Mit dem Vorstand der Energiedirektoren, wie gesagt, wurde auch diese Vorlage im Detail besprochen.

Zu Herrn Nationalrat Wiederkehr. Ich habe vielleicht ein etwas starkes Wort verwendet heute morgen, als ich sagte, die Aktionen «Bravo» und «Bravo plus» hätten eine bessere Sensibilität oder eine andere Sensibilität zur Energie geschaffen. Das ist vielleicht etwas übertrieben, aber eines darf man sagen: Sie haben in der Energiefrage ein anderes Bewusstsein geschaffen. Die Leute wissen nun, worum es geht, wenn sie im Herbst abstimmen.

Ich weiss, Herr Nationalrat Wiederkehr, es gibt leider noch allzu viele Leute, Propheten des Laissez-faire, die dem Glauben anhängen, die Energieproblematik regle sich von selbst. Ich gehöre nicht zu diesen Leuten, weil ich weiss, dass Energie schon längst mehr ist als ein Konsumgut. Energie ist ein Politikum, ich würde sagen, eine Kernfrage unserer Gesellschaft. Wir müssen deshalb die Möglichkeit haben, diese Fragen zu regeln.

Schliesslich zur Frage von Herrn Nationalrat Fäh. Die erste Frage habe ich beantwortet. Die zweite Frage in bezug auf den Vollzug und die Inkraftsetzung hängt von Ihnen und vom Ständerat ab. Es wäre unsere Absicht, dass dieser Energienutzungsbeschluss am 1. Januar 1991 in Kraft gesetzt werden könnte. Ich hoffe nicht, dass das Referendum dagegen ergriffen wird. In bezug auf den Vollzug sind es Massnahmen, auf die die Kantone praktisch vorbereitet sind, vielleicht mit Ausnahme der Warmwasser- und Heizkostenabrechnung.

Wenn der Energieartikel abgelehnt werden sollte – ich hoffe nicht, und ich bitte auch Sie, dafür zu sorgen, dass das nicht eintritt –, dann wird dieser Energienutzungsbeschluss bis zum 31. Dezember 1998 Gültigkeit haben.

Zu Herrn Scherrer. Das Energieproblem besteht nicht nur darin, dass wir die nötigen Stromerzeugungsanlagen nicht bauen können. Es wurde heute morgen häufig angesprochen.

Der Widerspruch zwischen der Anspruchsgeneration oder -gesellschaft und der Verweigerungsgesellschaft ist interessant: Man will immer mehr, aber man ist nicht bereit, die Konsequenzen zu tragen; der heilige Sankt Florian lässt grüssen

Die Argumente, die Sie ebenfalls erwähnt haben (Stichworte Verstaatlichung, mehr Beamte), sind nicht gerechtfertigt. Weder soll etwas verstaatlicht werden, noch bekommen wir ein Heer von Beamten.

Ich komme zum Schluss und fasse zusammen. Warum brauchen wir den Energienutzungsbeschluss?

1. Wir brauchen ihn, weil wir nicht vier bis fünf Jahre warten können, bis der Bund etwas in diesem Bereich unternehmen kann. Wir müssen jetzt und rasch handeln. Ich bitte Sie, hierin dem Bundesrat zu folgen.

2. Wir können nicht Kaiseraugst liquidieren und dann einfach zur Tagesordnung übergehen. Wir brauchen jetzt gesetzliche Möglichkeiten, um Energiesparmassnahmen durchzusetzen.

3. Eine sparsame und eine rationelle Energieverwendung ist nötig, und wir brauchen hier Fortschritte mit Blick auf die Reduktion der CO₂-Emission.

4. Ohne Energienutzungsbeschluss können wir die Ziele im Luftreinhalte-Konzept des Bundes nicht erreichen. Es wird nicht möglich sein, das möchte ich klar gesagt haben.

5. Wir machen der Bevölkerung deutlich, dass wir nicht nur reden, sondern dass wir handeln, dass die rationelle Energieverwendung ein Gebot der Stunde ist. Also setzen Sie ein Zeichen.

6. Meine Damen und Herren, jetzt müssen Sie konsequent sein! Sie haben das verlangt, es wäre geradezu unfair, wenn Sie jetzt von diesem Karren springen würden. Sie haben die Motionen, Sie haben die Postulate akzeptiert. Sie haben sie angenommen. Was Sie heute tun, ist ein bescheidener Anfang, und deshalb sollten Sie zu diesem bescheidenen Anfang auch ja sagen – in Konsequenz dessen, was Sie spätestens im Oktober 1988 beschlossen haben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit (Eintreten)	126 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit (Nichteintreten)	36 Stimmen

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Giger	55 Stimmen
Dagegen	113 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Weder-Basel, Bodenmann, Carobbio, Hubacher, Mauch Ursula, Thür)

.... breitgefächerten, den Regeln der Konkurrenz entsprechenden und umweltverträglichen

Art. 1

Proposition de la commission

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Weder-Bâle, Bodenmann, Carobbio, Hubacher, Mauch Ursula, Thür)

.... un approvisionnement énergétique sûr, suffisant, économique, diversifié, conforme aux règles de la concurrence et compatible avec l'environnement.

Weder-Basel, Sprecher der Minderheit: Die Energiekommission hat in einer ganztägigen Sitzung zwei Vertreter der Kartellkommission angehört. Ganz offensichtlich ist das Votum dieser beiden Herren unserem Kommissionsmitglied Jeanneret in die Knochen gefahren, und er hat prompt den Antrag formuliert, der nun meinen Namen trägt. Als die «Falken» in der Kommission realisierten, was mit diesem Antrag eigentlich verlangt wird («... den Regeln der Konkurrenz entsprechenden und umweltverträglichen Energieversorgung»), haben sie sich eingemischt und mit Herrn Jeanneret ein deutliches Wort geredet. Herr Jeanneret hat dann diesen Antrag zurückgezogen, und ich habe ihn aufgegriffen. Daher also rede ich sicher auch im Sinne von Herrn Jeanneret. Ich werde mir Mühe geben, auch seine Intentionen einfließen zu lassen.

Die Kartellkommission hat im April 1989 ihren Bericht publiziert und dabei festgestellt, dass die staatlichen leitungsgelassenen Energieträger den Wettbewerb auf dem Wärmemarkt massiv verzerren. Ich sagte bereits im Eintreten: Der Staat als Wettbewerbsverfälscher – so betitelte die «NZZ» den Bericht der Kartellkommission.

Nun, worum geht es hier? Es geht darum, dass diejenigen, die abhängig sind – und das ist die grosse Mehrzahl der Bevölkerung –, einem Lieferanten ausgeliefert sind. Der besitzt ein staatliches Monopol. Und wenn man ihn allzu sehr machen lässt, missbraucht er dieses Monopol, und zwar geht es um den Strom, der beim Kochen und beim Licht geliefert und verbraucht wird. Hier sind wir alle auf den Lieferanten angewiesen, und darum kann der Lieferant die Preise sehr hoch ansetzen. Im Wärmesektor aber, wo ein bisschen Konkurrenz herrscht, kann er das nicht. Er setzt also auf der einen Seite die Preise höher an, und dann kann er auf der anderen Seite dort, wo es der Markt erfordert, seine Ware billiger abgeben. Das ist ein Vorwurf der Kartellkommission.

Ein zweiter Vorwurf ist der Anschlusszwang. Hier zitiere ich aus dem Bericht: «Der Anschlusszwang wird von der Erdgaswirtschaft zunehmend in offener oder verdeckter Form praktiziert. So ist der Anschlusszwang an Erdgas beispielsweise im bernischen Energiegesetz (verfassungswidrig) vorgesehen und wird bereits in verschiedenen Gemeinden durchgesetzt. Häufiger dürfte der verdeckte Anschlusszwang sein. Dabei werden beispielsweise Baugenehmigungen nur unter der Bedingung erteilt, dass ein Anschluss an das öffentliche Gasnetz erfolgt.» Soweit die Kartellkommission. Auch hier ein klarer Verstoß gegen die Gesetze des Marktes.

Ein dritter Vorwurf betrifft die Subventionen. Hier schreibt die Kartellkommission: «Marktverfälschung durch Subventionen entsteht vor allem dadurch, dass öffentliche Kredite für Leitungsnetze nicht vollständig amortisiert werden.» Es wäre natürlich dann an den Kantonen, dafür zu sorgen, dass das Geld zurückkommt.

Grundsätzlich geht es also darum – Herr Ledergerber hat das in seinem Eintretensvotum sehr deutlich gesagt –, dass die Gesetze des Marktes dort, wo sie nicht spielen, über diesen Energienutzungsbeschluss wieder eingebracht werden. Darum der Antrag. Es ist uns klar, dass der Weg in die Marktwirtschaft für Monopolisten ein steiniger sein wird. Ich stelle es mir durchaus schön vor, wenn mir – wenn ich ein Monopol habe – die gebratenen Tauben ins Maul fliegen. Aber wir sind dafür verantwortlich, dass der Markt funktioniert, und darum dieser Antrag.

Ich bitte Sie sehr höflich, meine Damen und Herren von den bürgerlichen Parteien, hier der Marktwirtschaft und der Konkurrenz eine Bresche zu schlagen.

M. Savary-Vaud, rapporteur: La divergence entre la majorité et la minorité est née d'une discussion que la commission a eue avec une délégation de la Commission des cartels à propos de la politique tarifaire. Les préoccupations de la Commission des cartels concernent les problèmes de concurrence; ses objectifs sont donc différents de ceux visés par l'arrêté sur les économies d'énergie. Toutefois, la Commission des car-

tels a fait sur cet objet un certain nombre de recommandations au Conseil fédéral, ainsi qu'à la commission, et a suggéré que le critère de la concurrence puisse être ajouté expressément à l'article premier.

La majorité de la commission n'a pas retenu cette suggestion, estimant que le terme «économique» devait être compris dans un sens très large et que la concurrence était liée à l'économie. Mentionner expressément le mot «concurrence» dans l'article voudrait dire que l'on accorde plus d'importance à faire jouer la concurrence qu'à rechercher les économies d'énergie. La concurrence et le succès dans la concurrence ne peuvent être, sur cet objet, pris pour une finalité. La concurrence est avant tout un stimulant pour les entreprises, elle ne doit pas devenir une règle absolue fixée dans un texte législatif.

La minorité cherche avant tout dans cette modification de l'article premier une base pour les tarifs que nous retrouverons tout au long de cet arrêté, mais l'article premier ne donne pas de compétences, il fixe tout simplement les objectifs.

Je vous prie donc d'en rester à la formulation du Conseil fédéral et de la majorité de la Commission.

Basler, Berichterstatter: Es ist so, wie Herr Weder-Basel gesagt hat: Dieser Antrag ist zuerst von liberaler Seite her eingebracht worden in der Absicht, für freie Konkurrenz unter den Energieträgern zu sorgen. Ich habe Ihnen beim Eintreten dargelegt, dass die Energieformen im physikalischen Sinne nicht gleichwertig sind: Sie können unseren Ratssaal mit Elektrizität oder Fernwärme beheizen; so gesehen würden die Kosten den Ausschlag für die Energieart geben, eben nach den Regeln der Konkurrenz. Aber mit Fernwärme können Sie den Saal weder beleuchten noch die Verstärkeranlagen betreiben. Da spüren Sie doch: Elektrizität ist eine hochwertige, edlere Art der Energie, die man in der Regel nicht für niederwertige Raumwärme nutzen darf! Der Antrag wurde aus diesen Gründen zurückgezogen. Herr Weder und jene Ratsmitglieder, die Bestimmungen im Tarifbereich aufnehmen möchten, haben den Text zu ihrem gemacht und auch eine Grenzkostentarifizierung hineininterpretiert.

Das verwirft aber Ihre Kommission mit 12 zu 6 Stimmen. Ich empfehle Ihnen dasselbe und sage noch einmal: Elektrizität ist neben Energieträger auch Informationsträger geworden; sie dient auch der Signalübermittlung; sie ist die Grundlage der Telekommunikation, wofür wir eben ein Gesetz geschaffen haben. Aber mit Wärme oder fossilen Brennstoffen können Sie Fernsehbilder weder aufnehmen noch übertragen. Daher ist es bei Elektrizität und Erdöl eine Torheit, vom Wettbewerb der Energieträger zu sprechen, und wenn das selbst die Kartellkommission tut! Wir vergeben ihr, denn sie weiss nichts von Thermodynamik.

Bundesrat Ogi: Artikel 1 umschreibt die Ziele, die mit dem Energienutzungsbeschluss anvisiert werden. Diese Ziele liegen auf der gleichen Linie wie diejenigen des Energieartikels. Es ist notwendig und auch richtig, dass man das von Anfang an zu koordinieren versucht. Die Formulierung lehnt sich deshalb sehr eng an diejenige des Energieartikels an. Zwei Ziele stehen im Vordergrund: Erstens einmal die Verminderung der Auslandabhängigkeit – damit zusammenhängend die Erhöhung der Versorgungssicherheit – und zweitens die Reduktion der energiebedingten Umweltbelastungen.

Nun möchte die Kommissionsminderheit Artikel 1 um den Passus «... den Regeln der Konkurrenz entsprechenden...» ergänzen. Gemäss Vorschlag des Bundesrates heisst es in Artikel 1 «wirtschaftliche, breitgefächerte und umweltverträgliche Energieversorgung». Der Bundesrat versteht darunter eine gesamtwirtschaftlich optimale Energieversorgung. Ich verweise hier auf Seite 40 der Botschaft über den Energieartikel. Die Forderung nach den Regeln der Konkurrenz ist im Ziel der «wirtschaftlichen» Versorgung nach Formulierung des Bundesrates bereits inbegriffen. Der Vorschlag des Bundesrates lehnt sich an die Zielbestimmung des Energieartikels an, und beide Zielbestimmungen sollten die gleiche Stossrichtung haben.

Die von der Kommissionsminderheit vorgeschlagene Ergänzung geht nun aber weiter als die Formulierung beim Energie-

artikel. Der Zweckartikel des Energienutzungsbeschlusses enthält zwar nur Zielvorstellungen, keine Verhaltensnormen. Trotzdem – und da möchte ich auch aus der Sicht der Kantone zu Ihnen reden – erweckt die vorgeschlagene Ergänzung den Eindruck, der Bundesrat wolle direkt in die Angebotspolitik eingreifen. Das dürfen wir mit dem Energienutzungsbeschluss nicht tun. Solche Absichten hatten wir auch nicht. Wir sind ehrlich. Wir haben in diesen Energienutzungsbeschluss nur das verpackt, was politisch verträglich erscheint. Hier würde man einen Schritt zu weit gehen. Ich bitte Sie, das Fuder nicht zu überladen und den Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	70 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	52 Stimmen

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Mauch Ursula, Bodenmann, Caccia, Carobbio, Hubacher, Ledergerber, Thür, Weder-Basel)

....

a.

b.;

c. (neu) für leitungsgebundene Energien sind marktgerechte Tarife anzustreben.

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Thür, Bodenmann, Carobbio, Hubacher, Ledergerber, Mauch Ursula, Weder-Basel)

....

a.

b.

c.;

d. (neu) dass die Strompreise auf diejenigen Kosten auszurichten sind, die die Produktion von zusätzlicher Energie verursachen würde.

Abs. 3, 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Mauch Ursula, Bodenmann, Caccia, Carobbio, Hubacher, Ledergerber, Thür, Weder-Bâle)

....

a.

b.;

c. (nouveau) Pour les énergies de réseau, il faut préconiser des tarifs qui reflètent les conditions du marché.

Al. 2

Majorité

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Thür, Bodenmann, Carobbio, Hubacher, Ledergerber, Mauch Ursula, Weder-Bâle)

....

a.

b.

c.;

d. (nouveau) Axer les prix de l'électricité sur les coûts qu'engendrerait la production d'énergie supplémentaire.

Al. 3, 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abs. 1 – Al. 1

Frau **Mauch** Ursula, Sprecherin der Minderheit: Männiglich hat sich heute morgen für das Energiesparen, inklusive Stromsparen, ausgesprochen. Ich schliesse daraus, dass Sie Nägel mit Köpfen wollen. Marktwirtschaftliche Tarife für leitungsgebundene Energien sind Nägel mit Köpfen. Was Sie hier in Artikel 2 Absatz 1 Buchstabe c vor sich haben, ist das Nägelchen mit dem kleinsten Kopf in Sachen Tarifvorschriften. Das ist das Antraglein bei den Grundsätzen, die Behörden und Unternehmungen zu beachten haben. Nebenbei möchte ich Herrn Bundesrat Ogi fragen: Was bedeutet eigentlich ein solcher Artikel im Vollzug? Dass dieses Antraglein hier daherkommt und in der Kommission keine Mehrheit gefunden hat, zeigt auf, welcher energiepolitischen Betonlandschaft wir uns hier gegenüber befinden. Marktfahrer wissen, dass sie ihre Preise nach Angebot und Nachfrage zu richten haben. Das ist marktgerecht.

Wir versuchen Ihnen seit vielen Jahren zu erklären, dass dasselbe auch für die Energie gelten muss – bis anhin vergeblich, weil sich die Monopolwirtschaft weiterhin um Marktgrundsätze foutiert, foutieren will, um das Geschäft nicht zu gefährden.

Heute morgen hat jemand gefeiert, dass die Staatswirtschaft im Osten zusammengebrochen sei. Was ist denn unsere Elektrizitätswirtschaft anderes als eine staatlich abgesegnete Monopolwirtschaft, die schaltet und waltet, wie sie will, und mit ihrem massiven Widerstand gegen eine echte Stromsparerpolitik verhindert, dass wir zu einer ökologisch und ökonomisch langfristig gesicherten Stromversorgung kommen? Da hat die privatwirtschaftlich organisierte Elektrizitätswirtschaft der USA schon vor Jahren ganz anders reagiert und jede eingesparte Kilowattstunde einer zusätzlich produzierten gleichgestellt bzw. das Stromsparen massiv gefördert, u. a. durch marktwirtschaftlich orientierte Tarife.

Auch in unserem Land sollen alle und nicht nur einzelne Unternehmen der Energiewirtschaft endlich zur Kenntnis nehmen, dass im Winter die Stromnachfrage wesentlich höher und das Angebot knapper ist als im Sommer und dass es im Winter sogenannte billigen Nachtstrom ganz einfach nicht gibt.

Strom sei das ganze Leben, das wird uns per teure Inserate, die wir via Strompreis ja auch noch selber berappen, gepredigt. Ja, gegenüber solchen Inserate-Dampfwalzen können wir noch Hunderte von Spareiern kochen, Spareiersalat für die ganze Nation herstellen – die Wachstumsraten steigen trotzdem, zum Beispiel 1989 um 3 Prozent. Ich bin sicher, dass die Stromwirtschaft zu diesen Wachstumsraten hinter vorgehaltener Hand sagt: Bravo!

Ich bitte Sie, diesen kleinen Nagel mit marktwirtschaftlichem Kopf einzuschlagen und der Minderheit zuzustimmen.

M. Savary-Vaud, rapporteur: Mme Mauch parle dans sa proposition des énergies de réseau. S'il est juridiquement possible d'accepter cette proposition pour l'électricité, je crois qu'il n'y a pas de base légale pour le gaz et le chauffage à distance. Nous avons parlé tout à l'heure de la limite de la constitutionnalité de cet arrêté. Il est indéniable que, si nous introduisons cette divergence dans l'arrêté, cet article ne serait pas constitutionnel.

Politiquement, je le répète, il serait faux d'intervenir maintenant avec des propositions de tarif. Nous voulons faire un petit pas en direction des économies d'énergie pour que ce soit politiquement acceptable. Un grand pas risquerait de faire échouer tout l'arrêté.

Je ferai une deuxième remarque sur les problèmes de la calculation des prix qui reflètent les conditions du marché. Ceux-ci sont très difficiles à établir: il y a les contrats à long terme, à moyen terme et à court terme, qui sont très différents. Il s'agit de trouver un prix qui coordonne tout ceci et c'est effectivement très difficile à apprécier.

Au nom de la majorité de la commission, je vous propose d'en rester au texte du Conseil fédéral.

Basler, Berichterstatter: Hier, aber auch im nächsten Minderheitsantrag (Thür) und noch in weiteren Minderheitsanträgen geht es um Tarifgrundsätze. Die Mehrheit der Kommission lehnt sie konsequent ab, und zwar aus rein politischen Gründen. Die Kantone und Städte beanspruchen das Recht, über Tarife zu befinden. Sie haben auch ein energiepolitisches Gewissen. Aber wenn die Städte oder Gemeinden beispielsweise den Tram- oder Trolleybusbetrieb, wie dies etwa in Winterthur geschehen ist, mit etwas niedrigeren Strompreisen – eben nicht mit marktgerechten Tarifen – belasten wollen als die Haushalte und die Industrie, die sie dann um so höher taxieren, so dürfen wir ihnen diese Möglichkeit nicht mit Bundesrecht aus der Hand schlagen.

Die Tarifgrundsätze waren der Zankapfel zwischen Ständerat und unserem Rat bei der Beratung des Energieverfassungsartikels. Wir haben nun eine bereinigte Formulierung, die keine Tarifgrundsätze in der Gesetzgebung zulässt. Daher geht es nicht an, dass wir – gestützt auf heutiges Elektrizitäts- und Umweltschutzrecht in der Verfassung – in einem vorgezogenen Energienutzungsbeschluss diese Tarifgrundsätze nun doch hineinschreiben.

Die Kommissionsmehrheit wie der Bundesrat empfehlen Ihnen, diesen Nutzungsbeschluss nicht mit tarifarischen Artikeln zu belasten. Das Gesagte gilt auch für den nächsten Minderheitsantrag (Thür). Es gilt die gleiche Begründung. Ich werde das Wort nicht weiter dazu ergreifen.

Bundesrat Ogi: Die Kommissionsminderheit will im Bereich der Tarife mitreden. Man versucht es ein weiteres Mal, indem man diejenigen, die das ablehnen, als «Betonköpfe» bezeichnet und ihnen unterstellt, sie sagten bravo zum Mehrverbrauch. So darf man das auch nicht sagen, Frau Mauch. Sie waren ja dabei, als diese Tarifvorschriften von beiden Räten immer wieder abgelehnt wurden. Wenn Sie sagen, man sage bravo zum Mehrverbrauch, ist das wohl etwas übertrieben. Vielleicht gerade wegen dem von Ihnen angesprochenen «Eiersalat für die Nation» hat man endlich zur Kenntnis genommen, dass Sparen nötig ist. Ich bitte Sie, vielleicht auch einmal zur Kenntnis zu nehmen, dass in dieser Hinsicht schon sehr viel getan wird. Ich habe bei der Behandlung der Ausstiegs- und der Moratoriums-Initiative erwähnt, was Gemeinden machen, was Kantone bereits machen und eingeleitet haben und was auch das Gewerbe und die Wirtschaft zu tun bereit sind. Vergessen Sie nicht, dass der Energieverbrauch heute bei einer Unternehmung einen Kostenfaktor von einiger Bedeutung darstellt.

Ich bitte Sie, den Antrag aus zwei Gründen abzulehnen: Erstens, weil wir – wie ich das bereits erwähnt habe – die Tarife bei diesem Energienutzungsbeschluss bewusst ausgeklammert haben. Wir haben im Mai 1989 Tarifempfehlungen abgegeben. Zweck dieser Empfehlungen ist, die Tarifpolitik stärker nach dem Markt und dem Ziel einer volkswirtschaftlich optimalen und rationellen Energieverwendung auszurichten.

Zweitens möchte ich Sie an die Beratungen über den Energieartikel erinnern. Diese haben klar gezeigt, dass Tarifvorschriften des Bundes heute politisch keine Chance haben.

Ich bitte Sie, auf dem Boden des politisch Machbaren zu bleiben und diesen Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	81 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	49 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Thür, Sprecher der Minderheit: Ich bitte Sie, in diesem Artikel neu einzuführen, es seien bei der sparsamen Energieverwendung die Strompreise auf diejenigen Kosten auszurichten, die die Produktion von zusätzlicher Energie verursachen würde. Unter dem Regime einer Marktwirtschaft sollte es selbstverständlich sein, dass die Preise eines Produktes auf diejenigen Kosten auszurichten sind, die die Produktion einer zusätzlichen Einheit verursacht. Welches Unternehmen würde die Produktion ausweiten, wenn der erzielbare Erlös die

Selbstkosten nicht mehr decken würde? Diese allgemeingültigen Grundsätze sollen ausgerechnet bei den Elektrizitätspreisen nicht gelten. Das ist nicht einzusehen. Die Absicht jener, die hier marktwirtschaftliche Grundsätze verhindern wollen, ist klar. Man will mit subventionierten Strompreisen der Wirtschaft einen Vorteil verschaffen und damit verhindern, dass wirkliche Stromsparmassnahmen ergriffen werden.

Dabei ist in den meisten Fällen dieser Vorteil für die Wirtschaft quantitativ absolut belanglos. Das haben Ökonomen von Prognos festgestellt – einer unverdächtigen Firma, es handelt sich um eine auf Wirtschaftsfragen spezialisierte Tochterunternehmung einer Grossbank. Dieses Unternehmen hat eine bemerkenswerte Studie zum Thema «Die Bedeutung von Strompreiserhöhungen für stromintensive Branchen» verfasst. Dort heisst es: «Der Anteil des Faktors Elektrizität ist im allgemeinen zu unbedeutend, im Durchschnitt unter einem Prozent.» Selbst zum Sektor Maschinenbau, der von Preissteigerungen im Vergleich zu den übrigen Branchen überdurchschnittlich betroffen wäre, führt Prognos aus: «Da aber auch bei einer Strompreiserhöhung um 100 Prozent die Stromkosten nur knapp 2 Prozent des Bruttoproduktionswertes erreichen, zeigt sich, dass der Strompreis an sich für den Sektor unwichtig bleiben wird.»

Wohlverstanden, dies bei einer Strompreiserhöhung von 100 Prozent! Niemand von uns spricht von einer derartigen Erhöhung.

Selbstverständlich gibt es einzelne Branchen, die stromintensiver sind, beispielsweise die Aluminiumindustrie oder Holz und Chemie. Herr Blocher hat mir heute morgen gesagt, dass sein Betrieb einen Stromkostenanteil von 4 bis 5 Prozent habe. Für solche Betriebe gibt es auch nach unserem Konzept eine klare Lösung. Schauen Sie auf der Fahne den Artikel 2bis Absatz 3 an. Herr Bodenmann wird diesen Artikel begründen. Da sehen Sie, dass wir eine bedeutsame Ausnahme vorgesehen haben.

Herr Basler hat argumentiert, man könne jetzt nicht Tarifgrundsätze in einem vorgezogenen Energienutzungsbeschluss einführen. Man müsse zuerst die Abstimmung über den Energieartikel durchführen. Was hier gefordert würde, sei verfassungsrechtlich unzulässig, auch politisch falsch.

Ich möchte Herrn Basler daran erinnern, dass wir hier Stromtarifgrundsätze verlangen und nicht allgemeine Energietarifgrundsätze. Diesbezüglich haben wir eine klare verfassungsmässige Grundlage. Ich verweise auf Artikel 24quater, der den Bund befugt, gesetzliche Bestimmungen über die Fortleitung und die Abgabe der elektrischen Energie zu erlassen. Es war schon im Rahmen der Diskussion um den Energieartikel klar, dass Stromtarifgrundsätze durch diese Verfassungsbestimmung abgedeckt werden. Jetzt wird versucht, unter Hinweis auf den neuen Energieartikel zu behaupten, Stromtarifgrundsätze müssten zuerst eine verfassungsrechtliche Grundlage haben.

Ich bitte Sie also, solchen juristischen Kniffen nicht zu folgen und diesem wohlbegründeten Antrag zuzustimmen.

Schmidhalter: Bei der Diskussion des Energieartikels, jetzt wieder bei diesem Energienutzungsbeschluss, werden einfach Begriffe durcheinandergewirbelt, wie es schöner nicht sein könnte.

Einer spricht von Tarifstrukturen, der andere meint die Tarifhoheit. Man redet von marktgerechten Tarifen, von grenzkostenorientierten Tarifen und Tarifstrukturen und meint ehrlicherweise immer nur den Preis der Kilowattstunde elektrische Energie.

Wir sind der Meinung, dass man mit zentralistischen und dirigistischen Bundeseingriffen in Tarife das Sparen nicht anheizen kann und schon gar nicht nur im Sektor Elektrizität, der vom totalen Energieverbrauch nur 20 Prozent ausmacht. Die Tarife im Oel-, Kohle- und Gassektor werden mit Sicherheit nicht durch die Schweiz beeinflusst.

Die CVP kann nie und nimmer ein einseitiges Preisdiktat des Bundes, speziell in der Elektrizität, akzeptieren. Die Tarifhoheit bleibt bei den Kantonen und Gemeinden.

Wir sind auf der anderen Seite bereit, die Empfehlungen des Bundesrates und der Kartellkommission an die Produktions-

und Verteilungsgesellschaften der Elektrizitätswirtschaft zu unterstützen. Der Bundesrat hat zehn Empfehlungen weitergeleitet, und die Mehrzahl dieser Unternehmungen ist auch einverstanden, diese Empfehlungen anzuwenden. Das heisst also: Tarifgrundsätze ja. Grenzkostenorientierte Tarifgrundsätze unterstütze ich persönlich zum Beispiel auch. Die Unternehmungen sind in der Zukunft gezwungen, ihre Preisgestaltung derart zu machen, dass die Erneuerungen und der Ausbau ihrer Anlagen überhaupt noch getätigt werden können. Eine Verdoppelung des Elektrizitätspreises bringt bei vielen Wohlstandseinrichtungen keine Spareffekte, wie zum Beispiel beim Fernsehen oder bei Computerspielen.

Herr Thür hat recht. Laut Verfassungsartikel 24quater ist der Bund seit 4. Mai 1919 befugt, gesetzliche Bestimmungen über die Fortleitung und Abgabe der elektrischen Energie zu erlassen. Wohlweislich hat der Bundesrat nie einen entsprechenden Versuch gewagt, da er sicher war, dass er entweder hier im Parlament oder spätestens vor dem Volk Schiffbruch erleiden würde.

Zwei, drei Worte zum Oel: Der Einsatz der erneuerbaren Energien hängt vom Preis des Oels ab. Laut Presse sind mittelfristig höhere Preise im Oelsektor wahrscheinlich. In der ersten Hälfte 1990 dürfte Nordseeöl daher bei etwa 19,5 Dollar notieren, d. h. über zwei Dollar höher, als man vor kurzem noch erwartete. Auch bei der Opec sind in den kommenden Jahren steigende Preise bei steigender Nachfrage zu erwarten. Die Oelproduzenten benötigen Kredite für den Ausbau ihrer Kapazitäten. Die Internationale Energieagentur rechnet mit einer Zunahme von 50 Prozent in den nächsten fünfzehn Jahren und schlägt daher eine Carbonsteuer von 20 Prozent vor. Diese Steuer wird dann das Sparen ankurbeln, und die Energiepreise im Oelsektor werden steigen, aber vielleicht derart, dass wir dies morgen bereits bereuen, weil die wirtschaftlichen Auswirkungen nicht zu umschreiben sind.

Ledergerber: Sie sagen, Herr Schmidhalter, man dürfe nie und nimmer solche dirigistischen, zentralistischen Eingriffe vornehmen. Sie sagen, man könne nie einer Massnahme zustimmen, die einseitig einem Energieträger solche Vorgaben machen würde. Sie sagen dann auch, der Bundesrat habe wohlweislich nie so etwas unternommen. Ich habe in der vorliegenden Fahne eine Seite weitergeblättert und stelle fest, dass Sie dort einen Minderheitsantrag mitunterzeichnet haben, und da steht: «Der Bundesrat erlässt verbindliche Stromtarifgrundsätze.» Nur für einen Energieträger? Verbindlich für alle? Das ist doch genau, was Herr Thür hier sagt. Herr Schmidhalter, wir sind von Ihnen schon einiges an energiepolitischer Artistik gewohnt, aber ich glaube, dass Sie sich da selbst einmal geschlagen haben. Das ist doch genau diese Geschichte, die hier Kollega Thür verlangt! Er will diese verbindlichen Stromtarifgrundsätze, das einzige marktwirtschaftliche Element in diesem Nutzungsbeschluss. Ich weiss nicht, warum man dieser Sache nicht zustimmen könnte.

Noch ein Wort zu dieser kantonalen Tarifhoheit. Dieser Begriff hat sich hier eingebürgert. Alle sprechen von der kantonalen Tarifhoheit. Aber das ist eine reine Fiktion, es gibt diese kantonale Tarifhoheit nicht. Sie haben Ueberlandwerke, und dort sitzen wohl sehr oft Ihre kantonalen Bau- und Energiedirektoren im Verwaltungsrat, und diese Ueberlandwerke machen die Tarife. Aber die Kantone und die Bürger haben dort nichts zu sagen. Es gibt noch ganz wenige Kantone und Städte, bei denen eine Volksabstimmung über ein Tarifsysteem stattfindet. Ueberall sind Tendenzen vorhanden, dies der Volksabstimmung zu entziehen, weil es sehr schwierig ist, Tarifanpassungen – vor allem struktureller Art – vorzunehmen. Dieses Argument von der kantonalen und kommunalen Tarifhoheit ist also relativ frei erfunden. Ein marktwirtschaftliches Element sollte ein solcher Bundesbeschluss haben.

Ich bitte Sie, diesen Antrag Thür oder einen der nächsten Tarifanträge zu unterstützen.

M. Savary-Vaud, rapporteur: La proposition Thür dont nous discutons maintenant se rapproche de celles que nous traiterons tout à l'heure, concernant les tarifs axés sur les coûts marginaux.

Il est vrai que toutes ces propositions vont dans le sens d'une modification des tarifs. Actuellement, les prix résultent de la dépense totale pour l'exploitation des équipements, leur entretien, leur amortissement, les réserves en vue de futurs investissements, divisée par le volume total des ventes. Modifier cette façon de procéder engendrerait indiscutablement des prix plus élevés. Une hausse trop brusque du prix de l'électricité, on le répète, pénaliserait nos entreprises, augmenterait le coût à la consommation. On ne sait pas non plus dans quelle mesure cela pourrait agir sur les économies d'énergie. Pour l'instant en tout cas, la majorité de la commission vous invite à accepter le texte du Conseil fédéral et à rejeter la proposition de minorité.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Schmidhalter: Ich möchte meine artistischen Fähigkeiten hier noch unter Beweis stellen. Leider muss ich in diesem Energienutzungsbeschluss einerseits die Ansicht der Mehrheit meiner Fraktion vertreten, und da wurden eindeutige Beschlüsse gefasst. Aber ich persönlich bin an keinen Fraktionszwang gebunden und habe mir daher erlaubt, für Tarifstrukturen zu stimmen.

Bundesrat **Ogi:** Man kann dieses Ding drehen, wie man will, man kann es formulieren und begründen, wie man will – es wurde sehr gut begründet –: dieser Antrag will eine Ausrichtung der Strompreise nach den Grenzkosten oder eben die Einführung der Grenzkostentarifizierung. Bundesrat und Kommissionsmehrheit sind der Meinung, dass dieser Energienutzungsbeschluss nicht mit Tarifvorschriften beladen werden sollte. Ich wiederhole nicht, was ich zum vorherigen Antrag gesagt habe, doch möchte ich Sie einfach bitten, diesen Antrag aus grundsätzlichen und den bereits begründeten Überlegungen abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	82 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	48 Stimmen

Abs. 3, 4 – Al. 3, 4

Angenommen – Adopté

Abschnitt 1 bis (neu)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Bodenmann, Carobbio, Ledergerber, Mauch Ursula, Thür, Weder-Bâle)

Titel

Umweltabgabe und Tarifgrundsätze

Art. 2bis (neu)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Bodenmann, Carobbio, Ledergerber, Mauch Ursula, Thür, Weder-Basel)

Abs. 1

Der Bundesrat legt Grundsätze für budgetkorrigierte Grenzkostentarife für Elektrizität fest.

Abs. 2

Die Wasserzinse unterliegen in ihrer Höhe keinen gesetzlichen Beschränkungen mehr.

Abs. 3

Der Bundesrat hat für bestehende Betriebe, deren nationale und internationale Wettbewerbsfähigkeit von der Höhe des Energiepreises abhängt, die notwendigen Korrekturen vorzusehen.

Art. 2ter (neu)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Ledergerber, Bodenmann, Caccia, Carobbio, Hubacher, Mauch Ursula, Thür, Weder-Basel)

Der Bundesrat erhebt eine Abgabe auf Energieträger, welche die Kosten der Vermeidung resp. Beseitigung der Umweltschäden deckt, die durch die einzelnen Energieträger verursacht werden.

Section 1bis (nouveau)

Proposition de la commission

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Bodenmann, Carobbio, Ledergerber, Mauch Ursula, Thür, Weder-Bâle)

Titre

Taxes pour la protection de l'environnement et principes tarifaires

Art. 2bis (nouveau)

Proposition de la commission

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Bodenmann, Carobbio, Ledergerber, Mauch Ursula, Thür, Weder-Bâle)

Al. 1

Le Conseil fédéral formule des principes sur les tarifs de l'électricité; ces tarifs devront être axés sur les coûts marginaux et corrigés en fonction des budgets.

Al. 2

Les redevances hydrauliques ne sont plus soumises à une limite maximale de par la loi.

Al. 3

Le Conseil fédéral procède aux corrections nécessaires pour les entreprises existantes dont la compétitivité dans le pays et à l'étranger dépend du prix de l'énergie.

Art. 2ter (nouveau)

Proposition de la commission

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Ledergerber, Bodenmann, Caccia, Carobbio, Hubacher, Mauch Ursula, Thür, Weder-Bâle)

Le Conseil fédéral perçoit, sur les énergies, une taxe couvrant les coûts des mesures nécessaires pour éviter ou éliminer les dégâts à l'environnement qui leur sont imputables.

Art. 2bis

Bodenmann, Sprecher der Minderheit: Immer, wenn wir im Allgemeinen bleiben, sagt die bürgerliche Seite, wir müssten für den Markt eintreten, wir müssten deregulieren. Immer, wenn es konkret wird auf diesen Gebieten, sind wir es, die die Effizienz des Marktes benutzen möchten, um Strom rationeller zu benutzen. Das ist jetzt bereits der vierte Antrag in dieser Debatte, der von rotgrüner Seite kommt und der mehr Markt will. Es erstaunt, dass alle diese Anträge von Ihrer Seite, die doch sonst immer Marktwirtschaft predigt, abgelehnt werden.

Es geht hier nun im Klartext um die budgetkorrigierten Grenzkosten, es geht darum, dass, wer zu einer gewissen Jahres- und Tageszeit Strom braucht, die Kosten bezahlt, die er verursacht. Es geht um das Verursacherprinzip auf dem Gebiet des Stromverbrauches, auch wenn wir es hier budgetkorrigiert abmildern. Es geht auch darum, dass wir hier die richtigen Impulse geben, damit wir nicht unnötigerweise in Produktionskapazitäten investieren, um Engpässe zu überwinden, sondern dass wir effektiv den Stromkonsum auch so lenken, wie wir heute mit unserer Produktionskapazität richtig liegen.

Wir sind gegen die heutigen falschen Regulierer und für die Deregulierung über marktwirtschaftliche Impulse. Wir haben nicht nur ihren Diskurs aufgenommen, wir versuchen, ihn ge-

gen ihren Willen durchzusetzen, leider fehlt uns die Mehrheit. Beim Problem der Wasserzinse geht es um das gleiche Problem. Auch hier wird reguliert statt dereguliert, auch hier werden Renten auf natürliche Ressourcen festgeschrieben, statt den Markt spielen zu lassen und die richtigen Impulse zu geben, nämlich tendenziell keine neuen Kraftwerke zu bauen, sondern die alten richtig zu nutzen.

Heute morgen hat uns Herr Blocher gesagt: «Sie» – gemeint waren wir – «muten unserer Arbeiterschaft, unserem werktätigen Volke zu, auf ihre Arbeitsplätze zu verzichten. Das ist die bittere Wahrheit.» Offenbar hat Herr Blocher die Anträge nicht angeschaut: Im Absatz 3 unseres Antrages wollen wir ausdrücklich dem Bundesrat die Kompetenz geben, Betrieben wie dem Betrieb, der Herrn Blocher gehört, während einer gewissen Uebergangsfrist die Anpassung zu erleichtern. Wir haben heute in der Schweiz einen totalen Tarifsalat. Wir haben Regionen, in denen die privaten Haushalte die Industrie subventionieren, und wir haben Regionen, in denen die Industrie mit den heutigen Tarifen die Haushalte finanziert. Wir müssen hier endlich den Marktgesetzen zum Durchbruch verhelfen. Wir sind aber bereit, jenen Betrieben, die Probleme haben, weil sie heute zu energieintensiv sind, während einer gewissen Zeit die Anpassung zu ermöglichen. Ich glaube, je früher wir mit diesen Anpassungen beginnen, desto wettbewerbsfähiger werden wir im internationalen Bereich sein, weil solche Tarifstrukturen eben die rationelle Nutzung der Energie und in diesem Sinne auch die internationale Wettbewerbsfähigkeit fördern. Leider ist Herr Blocher nicht da, um das noch zur Kenntnis zu nehmen.

Scheidegger: Herr Bodenmann, die Walliser sind sonst bekannt dafür, dass sie sehr auf ihre Autonomie bedacht sind. Bei den Tarifgestaltungen wollen Sie diese Tradition offenbar ganz über Bord werfen. Ich möchte als Praktiker einige Worte an Sie richten.

Für mich ist Föderalismus keine heilige Kuh. Auch wir in den Gemeinden haben davon gelesen, dass es die EG gibt und dass man Energie sparen sollte. Ich konnte ohne Mühe auf diesen Beschluss eintreten. Wir verkaufen in unserer Stadt, sie nennt sich Solothurn, für 65 Millionen Franken Energie, Gas und Elektrizität. Wir müssen, nach dem Beschluss, den wir hier verabschieden werden, in Solothurn auch kein Gesetz oder Reglement ändern – weil wir das bereits tun und noch mehr dazu. Unser Energieleitbild, das haben zehn weitere Städte in der Schweiz bereits auch, zeigt uns diesen Weg.

Es gibt noch viele Städte und Gemeinden mit eigenen Tarifen, Herr Bodenmann. Diese Gemeinden und Städte wollen nicht hohe Gewinne erzielen, auch die Uebertragungswerke nicht. Sie bezahlen eine Dividende von vier Prozent, und in den Städten wird ein minimaler Betrag abgeliefert. Je nachdem kann es sogar vorkommen, dass gewisse «Genossen» – von Ihnen natürlich – möchten, dass der öffentlichen Hand mehr abgeliefert wird. Sie wissen doch auch ganz genau, wie kompliziert die Tarifgestaltung heute schon ist. Ich nehme ein Beispiel: Die Atel hat die Tarife erhöht. Sie musste zu Herrn Guntern gehen, und es dauerte eine ganze Weile, bis Herr Guntern Zeit hatte, diese Tarifgesuche zu beantworten. Dann wussten wir endlich, welche Tarife wir unseren Konsumenten verrechnen wollten. Da mussten wir aber auch Herrn Guntern wieder fragen, ob sie richtig seien. Das dauerte auch wieder eine Weile. Wenn Sie heute Tarife erhöhen wollen, so dauert das ohne Uebertreibung eineinhalb bis zwei Jahre. Das ist die Erfahrung eines Frontpolitikers, es tut mir leid. Nun wollen Sie in dieses Gefüge – man kann darüber sprechen – noch weitere Stellen einbauen, die mitreden wollen. Ich möchte das nicht. Bei uns sind es die Werkkommission und der Gemeinderat, die die Tarife festlegen. Das sind ja auch Politiker, die an vorderster Front bestimmen können, wie die Tarife gestaltet werden. Das ist natürlich ein Gefüge, dem man Rechnung tragen soll, und ich möchte in dieses Gefüge nicht noch weitere Stellen einbauen. Deshalb bin ich gegen diesen Antrag und auch gegen die weiteren Anträge zur Tarifautonomie und Tarifgestaltung.

M. Savary-Vaud, rapporteur: A l'article 2bis, M. Bodenmann reprend les propositions qui avaient déjà été discutées, à quel-

ques détails près, concernant l'article constitutionnel. En Suisse, les coûts marginaux sont supérieurs aux coûts moyens. S'ils étaient acceptés, ils engendreraient des bénéfices considérables. Pour que ces derniers ne soient pas excessifs, la minorité propose qu'ils soient adaptés au budget.

La majorité de la commission, par 11 voix contre 7, vous recommande de ne pas entrer en matière sur l'article 2bis pour deux raisons. L'adaptation au budget détermine des charges inégalement réparties sur l'ensemble des consommateurs avec compensation à la clé. Les calculs sont compliqués et quelques exemples nous démontrent qu'ils ne correspondent ni aux coûts effectifs ni aux coûts marginaux. Les tarifs proposés sont en réalité incitatifs et les tarifs d'incitation entraînent un renchérissement massif pour l'industrie et les transports publics.

Deuxièmement, les prix s'adaptent, se corrigent et sont déjà à la hausse. Plusieurs grandes entreprises ont modifié dernièrement leurs structures tarifaires et, conformément à la demande, ont relevé leurs tarifs hivernaux. Il n'est donc pas judicieux d'intervenir dans nos structures fédéralistes et de régler par la bureaucratie une politique des tarifs qui se corrige avec les années.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Bodenmann: Ich möchte Herrn Scheidegger ganz kurz antworten, weil er das Problem offensichtlich nicht begriffen hat. Es geht bei diesem Antrag nicht darum, dass seine Stadt gesamthaft mehr Einnahmen aus dem Verkauf von Strom erzielen soll, sondern es geht bei diesem Antrag darum, dass in seiner Stadt derjenige die Kosten der Energie bezahlt, der sie verursacht, dass die Strukturen richtig sind. Deshalb geht es nicht generell um Grenzkosten, sondern um budgetkorrigierte Grenzkosten, Herr Scheidegger. Das ist eine Differenz, die Sie durchaus zur Kenntnis nehmen dürfen; dann kommt die Diskussion auf eine sachliche Ebene.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Scheidegger: Ein Satz, Herr Bodenmann: Ich habe das sehr wohl begriffen, aber ich möchte mir diese Tarife nicht von einer Bundesstelle vorschreiben lassen. In unserer Stadt können wir dies gut selber tun.

Bundesrat Ogi: Ich hoffe, dass wir die Kommissionssitzung nicht in diesen Saal hineinragen. Es wurde alles gesagt. Ich habe nicht mehr viel beizufügen, möchte aber immerhin festhalten, dass Herr Bodenmann ein Kapitel «Umweltabgaben und Tarifgrundsätze» in das Gesetz aufnehmen möchte. Herr Scheidegger hat die «Fronterfahrung» erläutert, und Herr Savary hat auch gesagt, weshalb die Kommission nicht der Meinung von Herrn Bodenmann ist. Wir versuchen es mit Tarifempfehlungen, wir haben diese Tarifempfehlungen herausgegeben. Wir möchten Erfahrungen sammeln und sie dann auswerten. In bezug auf den vorgeschlagenen Absatz 2 betreffend Wasserzinse, Herr Bodenmann, muss ich sagen, dass diese Idee eigentlich ins Wasserrechtsgesetz gehört und dort verankert werden sollte, nicht aber im Energienutzungsbeschluss. Damit überladen wir diesen Energienutzungsbeschluss, den wir doch – wie gesagt – am 1. Januar 1991 in Kraft setzen möchten.

Bei Absatz 3 gehen Sie sehr weit. Dieser Absatz zielt bereits in Richtung Strukturpolitik. Zudem könnte diese Bestimmung auch einige Vollzugsprobleme schaffen. Die Frage, die sich aufdrängt: Wo wäre zum Beispiel die Grenze zu ziehen zu Betrieben, deren Wettbewerbsfähigkeit nicht von der Höhe des Energiepreises abhängt? Das Gebot der rechtsgleichen Behandlung könnte mit einer solchen Bestimmung in Frage gestellt werden, und das würde den Energienutzungsbeschluss zweifellos belasten. Ich möchte Sie deshalb bitten, den Antrag von Herrn Bodenmann abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	89 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	53 Stimmen

Art. 2ter

Ledergerber, Sprecher der Minderheit: In Artikel 2 Absatz 3 wird ein Grundsatz stipuliert, der heisst folgendermassen (eigentlich traumhaft schön): «Die Kosten für die Vermeidung und Beseitigung der energiebedingten Umweltschäden sind zu berücksichtigen.» Die Botschaft statuiert in Absatz 3 für die Energiepolitik das Verursacherprinzip: «Wer Kosten verursacht, soll diese grundsätzlich auch tragen.» Nun bleibt dies ein schöner Grundsatz und ein frommer Wunsch, weil im ganzen Bundesbeschluss überhaupt nichts mehr steht über eine Abgeltung von ökologischen Kosten, die entstehen.

Wir haben in den letzten Jahren ziemlich viele Erfahrungen mit frommen Wünschen und Grundsätzen gemacht, die nichts kosten. Im Umweltschutzgesetz zum Beispiel wurde das Verursacherprinzip stipuliert, und wir haben die grösste Mühe, in gewissen kleinen Teilbereichen diesen Grundsatz anzuwenden.

Ich möchte Sie bitten, im Energienutzungsbeschluss nicht diesen billigen Weg zu wählen, nämlich unter den Grundsätzen anzuführen, die Kosten der Schäden im Bereich der Ökologie seien anzulasten, dies dann aber nicht in die Tat umzusetzen. Und darum dachte ich mir, ich mache Ihnen sicher eine besondere Freude, wenn ich einen entsprechenden Minderheitsantrag stelle, der Ihnen Gelegenheit gibt, hier eine Aenderung anzubringen: Dass der Bundesrat eine Abgabe auf Energieträger erhebe, welche die Kosten der Vermeidung respektive der Beseitigung der Umweltschäden deckt, die durch die einzelnen Energieträger verursacht werden.

Das wäre genau das Verursacherprinzip, dem Sie grundsätzlich zugestimmt haben; aber der Grundsatz allein macht in diesem Land noch keine Politik.

Ich bitte Sie, diesem Minderheitsantrag zuzustimmen.

M. Savary-Vaud, rapporteur: Par 10 voix contre 7, la commission vous propose de repousser la proposition Ledergerber. Cette taxe sur l'énergie n'a pas sa place dans l'arrêté que nous discutons. L'atteinte à l'environnement ne se limite pas à l'énergie et doit se régler dans un autre débat plus général, qui pourra se faire, par exemple, lorsque nous discuterons d'une initiative parlementaire qui pose le problème des atteintes écologiques. Le but de cet arrêté est d'arriver à un résultat, même minime en matière d'économie d'énergie. Toute proposition excessive risque de faire couler le projet et nous estimons que dans cet arrêté, c'est une proposition excessive.

Bundesrat **Ogi**: Traumhaft schön hat Herr Ledergerber diesen Antrag begründet. Er will eine Umweltabgabe. Das Problem der Umweltabgabe kann nicht im Rahmen des Energienutzungsbeschlusses geregelt werden. Sie wissen, Herr Ledergerber, dass die Frage einer Energiesteuer in die Neugestaltung der Bundesfinanzordnung gehört. Der Bundesrat hat beschlossen, die bisher befreiten Brennstoffe und die Elektrizität der Wust zu unterstellen und immerhin mit 6,2 Prozent zu belasten.

Ich bitte Sie deshalb auch hier, diesen Energienutzungsbeschluss nicht zu überladen und den schön begründeten Antrag von Herrn Ledergerber abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	83 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	56 Stimmen

*Art. 3**Antrag der Kommission**Titel*

.... für serienmässig hergestellte Anlagen, ...

Abs. 1

Der Bundesrat erlässt

a. von bestimmten, serienmässig hergestellten Anlagen, ...
b.

*Abs. 2**Mehrheit*

.... Zulassung von serienmässig hergestellten Anlagen, Fahrzeugen und Geräten

Minderheit

(Basler, Savary-Freiburg, Schmidhalter, Schüle)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3, 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

*Antrag Kohler**Abs. 4*

Er berücksichtigt, wenn irgendwie möglich, nur internationale Normen und Empfehlungen anerkannter Fachorganisationen.

*Art. 3**Proposition de la commission**Titel*

.... et appareils fabriqués en série

Al. 1

Le Conseil fédéral formule

a. appareils bien déterminés, fabriqués en série, et cela
b.

*Al. 2**Majorité*

.... l'homologation des installations, véhicules et appareils, fabriqués en série, qui consomment beaucoup d'énergie.

Minorité

(Basler, Savary-Fribourg, Schmidhalter, Schüle)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3, 4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Proposition Kohler**Al. 4*

Ce faisant, il s'en tient, dans toute la mesure du possible, aux seules normes internationales et aux recommandations des organisations spécialisées reconnues.

*Abs. 1 – Al. 1**Adopté**Abs. 2 – Al. 2*

Basler, Sprecher der Minderheit: Wie Sie gehört haben, vertrete ich hier die Minderheit, die der bundesrätlichen Fassung zustimmt; d. h. sie will in diesem «Vorläuferbeschluss» zum späteren Energiegesetz – und das ist es, das müssen wir vor Augen haben, es ist eine Sofortvorlage – nicht schon Zulassungsvorschriften für Fahrzeuge aufnehmen. Wenn das nämlich bis zur Aufhebung dieses Uebergangsbeschlusses etwas bringen sollte, so hiesse das, dass bestimmte Automarken oder Wagentypen in der Schweiz verboten wären, sonst nützt es ja nichts. Das würde zu Schwierigkeiten führen, nachdem wir doch in technischen Normen so EG-kompatibel sein möchten, wie es nur geht.

Ich führe hier die Minderheit an, weil ich das Gras wachsen höre. Wir haben nämlich kürzlich das Strassenverkehrsgesetz geändert. Ich war dort Kommissionspräsident und habe in lebhafter Erinnerung, wie schwierig es war, dem Bund zu erlauben, allenfalls vorschreiben zu dürfen, dass der spezifische Benzinverbrauch anzugeben sei. Dabei ist uns vom Ständerat beinahe noch die vor zehn Jahren eingeführte Kompetenz zur Typenprüfung gestrichen worden. Nun wollen Sie auf einem

politisch so brisanten Gebiet noch Zulassungsvorschriften in dieses Sofortgesetz einbauen! Ich fürchte, diese Vorlage würde beim Referendum mit diesem Stolperstein zu Fall gebracht, und ich empfehle Ihnen Zustimmung zum Bundesrat. Ihre Kommission ist allerdings mit 11 zu 5 Stimmen für den Text der Mehrheit, welche das Element «Fahrzeuge» zusammen mit «den Anlagen und Geräten» aufnehmen will. Ob abstimmungspolitische Gedanken dabei mitgespielt haben – das zu interpretieren, überlasse ich Ihnen.

Allenspach: Ich gestatte mir einige Bemerkungen zum gesamten Artikel 3. Die Kompetenz des Bundesrates, über die Anschreibepflichten (enthalten in Absatz 1) und über die Zulassung von Geräten mit hohem Energieverbrauch (enthalten in Absatz 2) Vorschriften zu erlassen, hat auch aussenwirtschaftspolitische Konsequenzen. Der Bundesrat ist hier nicht frei, sondern an internationale Verpflichtungen gebunden. Die schweizerische Energiepolitik darf den Warenaustausch über die Grenze nicht erschweren oder gar verunmöglichen. Die Vorschriften, die der Bundesrat gemäss Artikel 3 dieses Beschlusses fassen kann, dürfen auch die Integration der Schweiz in den Europäischen Wirtschaftsraum nicht beeinträchtigen. Aus diesem Grunde gestatte ich mir drei konkreten Fragen an den Bundesrat:

1. Werden die Vorschriften, die der Bundesrat gemäss Artikel 3 erlassen kann, gleich technischen Normen dem geltenden Notifizierungsverfahren mit der EG und der Efta unterstellt? Wir haben dieses Notifizierungsverfahren letztes Jahr beschlossen.

2. Wie wird die Einfuhr von ausländischen Geräten (Haushaltsgeräte, Freizeitelektronik) durch Private an der Grenze kontrolliert, um zu verhindern, dass Geräte, die Artikel 3 nicht entsprechen, auf diese Weise in unser Land gelangen? Wir bekennen uns zur Freiheit des Warenverkehrs über die Grenze; es wäre interessant zu erfahren, wie sich Artikel 3 zu dieser Grundfreiheit im Europäischen Wirtschaftsraum verhält.

3. Wie gedenkt der Bundesrat zu verhindern, dass seine Sondervorschriften gemäss Artikel 3 in der Praxis zu nichttarifarierten Handelshemmnissen werden?

Wir sind zu oft geneigt, unsere internationale Verflechtung und unsere internationalen Verpflichtungen zu vergessen, wenn innenpolitisch brisante Fragen zur Diskussion stehen. Deshalb bitte ich den Bundesrat, diesen Fragen Aufmerksamkeit zu schenken und sie zu beantworten.

Jaeger: Ich möchte eine Bemerkung zum Minderheitsantrag Basler anbringen, der hier den Einbezug der Fahrzeuge wieder streichen möchte. Ich glaube, es ist absolut richtig, dass wenigstens hier, an einer Stelle, auch Zulassungsvorschriften über den Treibstoffverbrauch eines Fahrzeuges möglich werden. Ich möchte Sie eindringlich bitten, an der Mehrheitsfassung festzuhalten. Nur möchte ich hier auf ein Problem hinweisen, das tatsächlich entstehen könnte. Es gibt neben diesen noch andere Zulassungsbeschränkungen. Es wäre natürlich falsch, beispielsweise einen Autotyp nicht einführen zu lassen, der zwar diese Treibstoffvorschriften erfüllt, nicht aber andere Zulassungsvorschriften. Aber ich meine, das ist eine exekutive Aufgabe. Diesem Problem kann man durch einen sinnvollen Vollzug Rechnung tragen. Nur ist darauf hinzuweisen, dass es diesbezüglich bis jetzt doch einige Unstimmigkeiten gegeben hat. Hier ist darauf zu achten, dass die übrigen Bestimmungen nicht kontraproduktiv werden.

Ich bitte Sie aber eindringlich, den Minderheitsantrag Basler abzulehnen und beim Vollzug dafür zu sorgen, dass es zu einer sinnvollen und effizienten Anwendung von Absatz 3 kommen kann.

M. Savary-Vaud, rapporteur: La majorité de la commission a estimé que les véhicules ne devaient pas être exclus de cet arrêté mais qu'ils devaient aussi être pris en compte pour les mesures d'économies. Mais je crois qu'une grande partie de la majorité, qui a accepté que l'on rajoute les véhicules à cet article 3, a beaucoup pesé l'alinéa 4, soit dans la version du Conseil fédéral, soit dans celle proposée par M. Kohler, tant il est vrai que, dans ce domaine, nous ne pouvons pas faire ca-

valier seul et il serait faux de fixer constamment des normes qui ne se rapprochent pas des normes européennes ou des fabricants de véhicules. Il y a là tout un problème qui doit être résolu au mieux pour tout le monde.

Au nom de la commission, je vous propose de voter selon la version de la commission.

Bundesrat Ogi: Die Kommissionsmehrheit beantragt, dass zusätzlich auch Fahrzeuge Zulassungsanforderungen unterstellt werden können. Dem Antrag der Kommissionsmehrheit kann ich viel Sympathie entgegenbringen. Der Bundesrat wollte eine Bestimmung über Zulassungsanforderungen für Fahrzeuge erst im Rahmen des Energiegesetzes prüfen. Ich habe Ihnen aber beim Eintreten gesagt, dass wir aus energie- und umweltpolitischen Gründen nicht vier bis fünf Jahre auf ein Energiegesetz warten können, ohne etwas zu tun. In diesem Bereich müssen wir auch dringlich handeln, wenn wir beispielsweise das Luftreinhalte-Konzept verwirklichen und die Ziele, die wir uns gesteckt haben, erreichen wollen. Hier ist der Zeitdruck gross. Wir wollen eben diese gesteckten Ziele mit Ihnen zusammen erreichen. Ich sträube mich daher nicht dagegen, dass bereits mit dem Energienutzungsbeschluss die Voraussetzungen geschaffen werden, auch im Bereich der Fahrzeuge Zulassungsanforderungen vorschreiben zu können. Rechtlich – so scheint es uns – stehen dem Antrag der Kommissionsmehrheit keine Bedenken entgegen. Werden die Zulassungsbeschränkungen aus Gründen des Umweltschutzes erlassen, sind sie durch den Umweltschutzartikel verfassungsmässig auch abgedeckt. Ferner ist auch aus systematischen Gründen nichts gegen die Aufnahme von Fahrzeugen in Absatz 2 einzuwenden. Gemäss der Überschrift handelt Artikel 3 von Prüfverfahren und Anforderungen für Anlagen, Fahrzeuge und Geräte. Der Antrag der Kommissionsmehrheit wird daher nicht bekämpft, und ich möchte noch kurz die drei Fragen von Herrn Nationalrat Allenspach beantworten:

1. Notifizierung Gatt/Efta: Das gilt auch für diese Geräte.

2. Die Einfuhr ausländischer Geräte wird gleich behandelt wie bei den Sicherheitsprüfungen für Geräte oder bei den Abgasprüfungen für Fahrzeuge.

3. Handelshemmnis: Hier ist eine Harmonisierung mit dem Ausland selbstverständlich notwendig.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	70 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	57 Stimmen

Abs. 3 – Al. 3

Angenommen – Adopté

Abs. 4 – Al. 4

M. Kohler: L'article 3quinquies de la loi sur les rapports entre les conseils oblige les membres qui ont des intérêts personnels et directs dans une affaire à les signaler lorsqu'ils s'expriment lors d'une séance du conseil.

Bien que n'ayant pas d'intérêt personnel et direct dans cette affaire, je vous informe néanmoins, pour autant que vous ne le sachiez déjà, que je suis président de l'Association suisse de l'industrie gazière.

La proposition que je présente à l'alinéa 4 de l'article 3 a pour but de donner plus de poids aux normes internationales et aux recommandations des organisations spécialisées reconnues. J'entends par là aussi renforcer l'eurocompatibilité de cet arrêté.

Si on le mesure à l'échelle d'une fabrication en séries d'installations ou d'appareils, le marché suisse est très étroit. Au surplus, il se subdivise encore souvent en fonction des mentalités, des us et coutumes ou des régions. Dans ce contexte, une production nationale à des conditions économiques acceptables n'est pas toujours possible et la Suisse dépend donc fréquemment de l'importation d'installations ou d'appareils fabriqués en séries.

Or, pour conserver une qualité et une diversité de choix aptes à soutenir dans les faits les postulats d'économie, de diversifi-

cation et de substitution énergétique, il est indispensable d'éviter des mesures inutilement susceptibles d'alourdir les coûts de fabrication ou, surtout, de faire renoncer des fabricants étrangers à des séries destinées à la Suisse.

C'est pourquoi il me semble nécessaire de donner une forme plus contraignante au texte de l'alinéa 4 de cet article 3. Dans les domaines des expertises-type et des exigences à l'égard des installations et des appareils, il est indispensable que le Conseil fédéral s'en tienne dans toute la mesure du possible aux seules normes internationales et aux recommandations des organisations spécialisées reconnues.

Ainsi, le Conseil fédéral pourra retenir les normes internationales et les recommandations les plus sévères, mais il ne pourra y déroger que tout à fait exceptionnellement et il devra s'en expliquer.

Je vous invite à soutenir la proposition que je viens de vous présenter.

Basler, Berichterstatte: Wir haben das zwar nicht besprochen, aber wie wir gehört haben, ist das ein vernünftiger Vorschlag. Ich würde Ihnen vorschlagen, den Antrag gutzuheissen.

Bundesrat Ogi: Materiell ändert sich mit diesem Antrag von Herrn Kohler nichts. Der Bundesrat opponiert diesem Antrag nicht.

*Angenommen gemäss Antrag Kohler
Adopté selon la proposition Kohler*

Art. 3bis (neu)

Antrag der Kommission

Mehrheit

Ablehnung des Antrages der Minderheit

Minderheit

(Bodenmann, Carobbio, Ledergerber, Mauch Ursula, Thür, Weder-Base)

Abs. 1

Der Bundesrat erlässt ein Sanierungsprogramm zur Erneuerung der Wasserkraftwerke, deren Wirkungsgrad den Stand der Technik deutlich unterschreitet.

Abs. 2

Wenn die Kraftwerksbetreiber diese Sanierung nicht finanzieren können, übernimmt der Bund die Finanzierung derselben. Er wird im Umfang der Mehrproduktion Partner der Betreiber-gesellschaft.

Abs. 3

Soweit die Investitionen auf den Zeitpunkt des Heimfalles noch nicht amortisiert sind und weiter gehen als die Verpflichtungen der vom Heimfall betroffenen Gesellschaft, sind sie vom heimfallsberechtigten Gemeinwesen zu übernehmen.

Art. 3bis (nouveau)

Proposition de la commission

Majorité

Rejeter la proposition de la minorité

Minorité

(Bodenmann, Carobbio, Ledergerber, Mauch Ursula, Thür, Weder-Bâle)

Al. 1

Le Conseil fédéral fixe un programme de modernisation des centrales hydro-électriques dont le rendement est nettement inférieur à ce qu'autorise l'état de la technique.

Al. 2

La Confédération finance la modernisation des centrales lorsque les propriétaires ne peuvent pas en assumer les coûts. Elle devient alors partenaire de la société d'exploitation au prorata de l'accroissement de la production.

Al. 3

Dans la mesure où les investissements ne sont pas entièrement amortis au moment du retour des installations à la collectivité, et où ils vont au-delà des obligations de la société touchée, ils sont assumés par la collectivité qui bénéficie du retour.

Bodenmann, Sprecher der Minderheit: Ich werde mich sehr kurz halten. Wenn wir Grenzkosten beschliessen würden, wäre mein Antrag überflüssig. Sie sind nicht einmal bereit, budgetkorrigierte Grenzkosten zu beschliessen. Deshalb der Antrag.

Die Ausgangslage ist sehr einfach. Wir haben heute Kraftwerke, die mit dem gleichen Wasser, mit dem gleichen Gefälle mehr Strom produzieren könnten, wenn man sie modernisieren würde. Heute erneuern in vielen Kantonen die Kraftwerksgesellschaften diese Werke nicht, schlicht und einfach deshalb, weil sie den Heimfall abwarten oder Verlängerungen aus-handeln wollen. Wir müssten alles Interesse daran haben, dass diese Investitionen, die Arbeit im Land schaffen, jetzt ausgeführt werden, damit wir zusätzliche Energie ohne zusätzliche Umweltbelastung produzieren können.

Der Antrag schlägt auch noch das technische Vorgehen vor, um diese Sanierungen effektiv durchzuführen. Herr Bundesrat Ogi wird sagen, das sei kompliziert und alle seien ein bisschen dagegen. Das ist immer so. Wenn man etwas machen will, hat man auch seine Gegner. Aber hier, Herr Bundesrat Ogi, könnten wir etwa in der Grössenordnung von 1 bis 1,5 Milliarden Kilowattstunden pro Jahr zusätzlich umweltfreundlich produzieren, ohne die Umwelt zusätzlich zu belasten, ohne irgendwen im Land aufzuscheuchen – ausser wieder unsere Elektrobürokratie, die auch hier vernünftige Entwicklungen behindert.

Fischer-Seengen: Der Antrag Bodenmann tönt auf den ersten Anblick recht gut. Das Anliegen der Erneuerung unserer Wasserkraftwerke ist berechtigt. Aber der Antrag ähnelt dem Wolf im Schafspelz. Die Erneuerung der Wasserkraftwerke ist im Gang, und zwar ohne staatliche Eingriffe. Ich kann Ihnen zahlreiche Beispiele aus dem Kanton Aargau nennen: Beznau, Laufenburg usw. Auch Rheinfelden würde gelegentlich erneuert, wenn nicht die gleichen Kreise, die Herr Bodenmann vertritt, dagegen Sturm liefen. Bei anderen Wasserkraftwerken ist es dasselbe.

Voraussetzung ist allerdings in aller Regel eine vernünftige Erneuerung der Konzession. Es ist natürlich vorteilhafter für eine Kraftwerkgesellschaft, wenn sie eine Erneuerung vornehmen kann und dabei weiss, dass sie auf längere Zeit wieder eine Konzession hat. Wenn das nicht gelingt, wenn die öffentliche Hand die Konzession nicht erneuert, so kann sie den Heimfall ausüben und das Werk selber übernehmen wie beispielsweise im Fall Augst, wo der Kanton Aargau und der Kanton Baselland zusammen dieses Werk erneuern. Diese Erneuerung ist ebenfalls im Gang.

Die Zielsetzung von Herrn Bodenmann ist aber primär nicht eine Leistungs- und Produktionserhöhung der bestehenden Wasserkraftwerke, sondern eine vermehrte Einflussnahme des Bundes auf die Wasserkraftwerke, das heisst eine schleichende Verstaatlichung, etwa in Richtung «Electricité de Suisse», Herr Bodenmann.

Dieser Antrag ist unnötig, antiföderalistisch und etatistisch. Deshalb sollte man ihn ablehnen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Bundi: Ich gebe eigentlich keine persönliche Erklärung, sondern eine kurze Stellungnahme zu dieser Diskussion ab.

Ich möchte den Rat daran erinnern, dass Nationalrat und Ständerat vor einigen Jahren bereits eine Motion überwiesen haben – eine Motion hat bekanntlich für den Bundesrat verpflichtenden Charakter –, mit der genau das gefordert wurde, was der Antrag Bodenmann – im Absatz 1 mindestens – verlangt. Die damalige Motion wurde von grossen Teilen der Maschinenindustrie und auch von der Smuv-Arbeiterschaft begrüsst. Von Seiten der Industrie wurde sogar bekundet, dass man grosses Interesse an einem solchen Sanierungsprogramm hätte.

Die Motion, von beiden Räten überwiesen, die weitgehend diesem Anliegen entspricht, sollte wohl auch für uns Verpflichtung sein, diesem Antrag zuzustimmen.

Giger: Ich möchte doch noch ein Wort für die «Elektrobürokratie» einlegen, wie sie Herr Bodenmann genannt hat. Das Pro-

blem, das er anspricht, ist ein ganz anderes. Ich bitte Sie deshalb, den Antrag Bodenmann abzulehnen.

Die Elektrowirtschaft ist mündig genug, um zu wissen, wann und wo sie ihre Werke erneuern will. Selbst Werke, die aus den Vorkriegsjahren stammen, sind heute vom Wirkungsgrad noch derart gut, dass sie nicht erneuert werden müssen. Soll denn der Bund überall oder regelmässig die Werke abklopfen und die Werke und die Anlagen auf ihren Wirkungsgrad untersuchen? Die Werke kennen doch wohl ihre Anlagen besser selber und wissen, was sie hergeben. Sie werden vermutlich auch keine Werke finden, ausser denjenigen von Herrn Bodenmann, von einer bestimmten Grössenordnung, die aufgrund dieses Artikels erneuert werden müssten.

Ich möchte Herrn Scheidegger unterstützen; schauen Sie bitte dem Preisüberwacher etwas auf die Finger, damit die Energieproduzenten in der Tarifgestaltung etwas freier sind und die notwendigen Reserven beiseite legen können, statt dass sie sich bei der Erneuerung auf dem Kapitalmarkt eindecken müssen.

Ich möchte Herrn Bodenmann nur sagen, jeder Produzent, der sein Werk erneuert, braucht eine Konzession; auch derjenige Erneuerer braucht eine Konzession, dessen Konzession noch nicht abgelaufen ist. In der Regel wird dann in der Folge auch Restwasser gefordert. Dann hebt sich *summa summarum*, also mehr Leistung auf der einen Seite, mehr Restwasser auf der anderen Seite, die ganze Sache wieder Null zu Null auf.

Bei der Erneuerung von Betrieben werden in der Regel auch – das fordert ja der Bund eigentlich direkt – die Einzugsgebiete überprüft: Man schaut, wo man noch überall Wasser beziehen könnte, um bei bestehenden Anlagen den Wirkungsgrad ebenfalls verbessern zu können. Ich spreche aus Erfahrung. Ich glaube, gerade diese Bestrebungen würden nicht ganz den Intentionen von Herrn Bodenmann entsprechen.

Wenn schon solche Vorschriften nötig sind, dann müsste doch auch die Grösse derjenigen Werke festgelegt werden, die unter diese Bestimmungen – unter dieses Verdikt überhaupt – fallen. Alte kleine Werke haben wir genug in der Schweiz. Es sind, glaube ich, einige Tausend stillgelegt worden; diese wieder zu reaktivieren wäre ein Unsinn. Es sind auch ökologische Probleme damit verbunden. Ich denke an das Ausschwemmen der vielen Stauanlagen, die damit verbunden sind.

Ich glaube, die Kraftwerksbetreiber brauchen weder einen staatlichen Kontrolleur noch staatliche Beihilfe noch eine Mitbeteiligung des Bundes.

Ich bitte Sie, den Antrag Bodenmann abzulehnen.

M. Savary-Vaud, rapporteur: La majorité de la commission vous propose de repousser la proposition de minorité Bodenmann car il n'est pas judicieux que la Confédération intervienne dans un domaine qui a toujours été celui des cantons, des communes et des sociétés privées. De plus, cette proposition n'a rien à faire dans cette loi. Trop d'intérêts sont en jeu pour qu'on en discute à la sauvette, maintenant, en quelques minutes. Il y a, et nous le savons, pourtant beaucoup à faire pour moderniser des centrales hydroélectriques et il faudra bien en discuter un jour. Le groupe d'experts «Scénario énergétique» a fait quatre études pour mieux connaître le potentiel de développement des forces hydrauliques. Ces études portaient sur les possibilités d'extension des petites et grandes centrales jusqu'en 2025. On évalue qu'à ce moment-là le potentiel économiquement réalisable en force hydraulique atteindra une moyenne d'environ 4 milliards de kilowatts/heure, soit un peu plus de 10 pour cent de la production actuelle, mais bien entendu sans tenir compte d'un autre problème, celui des débits minimums.

La volonté de transformer, de construire de nouveaux barrages, de nouvelles installations, existe. Ce qui ralentit les projets, ce sont toutes les oppositions, les études d'impact, la protection du paysage, les exigences des débits minimums et surtout le retour des concessions et le problème de la souveraineté des eaux. L'intervention de la Confédération ne changerait rien à ces problèmes extrêmement délicats et importants.

Basler, Berichterstatter: Es stimmt, dieser Antrag visiert ein Ziel an, dem wir doch alle zustimmen könnten, nämlich mehr hydroelektrische Energie zu erzeugen. Das ist einheimische, hochwertige, erneuerbare Energie.

Die Expertengruppe «Energieszenarien» hat diesbezügliche Untersuchungen gemacht: Sie schätzt, dass bis zum Jahre 2025 ein Achtel bis gar ein Sechstel zur heutigen Jahresproduktion dazugewonnen werden könnte. Aber darin sind nicht nur Umbauten von Lauf- und Speicherkraftwerken enthalten, sondern auch Talsperrenerhöhungen, Pumpspeicherwerke und Neubauten.

Das zu realisieren, ist nicht primär eine Frage der Finanzierung, wie das im Antrag Bodenmann zum Ausdruck kommt. Das können die Werke immer durch Umlagen der Kosten auf die Strompreise aufbringen. Mit diesem Artikel werden aber Fragen betreffend die Konzessionsverträge, die Umweltverträglichkeitsprüfungen, die Restwassergesetzgebung bzw. die Gewässerschutz-Initiative nicht geregelt. Daher fände es die Kommission verfehlt, in diesen vorgezogenen Energiesparbeschluss noch weitere Auflagen an die Kraftwerksbetreiber aufzunehmen, um Sanierungsmassnahmen anzugehen, denn das tun sie selbst, auch ohne Gesetz, sofern die aufgezählten Hürden für sie überwindbar sind.

Die Kommission lehnt den Antrag aus diesen Gründen mit 11 zu 3 Stimmen ab.

Bundesrat Ogi: Herr Bodenmann versteht es meisterhaft, recht komplizierte Vorhaben als einfachste Sache der Welt darzustellen. Aber so einfach wäre die Realisierung des Antrages – oder wären wenigstens dessen Auswirkungen – nicht.

In Absatz 1 verlangt Herr Bodenmann vom Bundesrat ein Sanierungsprogramm zur Erneuerung der Wasserkraftwerke. Das ist eine gute Idee. Aber der Bundesrat ist der Meinung, dass die Sanierung der Wasserkraftwerke in erster Linie Sache der Elektrizitätswirtschaft ist. Sie wissen, dass es hier noch Probleme gibt. Ich möchte nur das Stichwort «Restwassermenge» erwähnen.

Dann ist zu sagen, dass in den eigenen Bereichen allenfalls die Kantone bzw. die Gemeinden für Sanierungen zuständig sind. Das möchten wir weiterhin so handhaben.

Absatz 2 sieht vor, dass der Bund unter gewissen Voraussetzungen Partner von Betreibergesellschaften wird. Der Bundesrat ist gegen eine solche Beteiligung und gegen die vorgeschlagene Uebernahme der Finanzierung, weil er Schwergewichte setzen muss.

Absatz 3, Herr Bodenmann, wäre sehr vernünftig, aber im Kontext mit Absatz 1 und 2 ist er problematisch und muss deshalb ebenfalls abgelehnt werden. Eine solche Bestimmung gehört im übrigen nicht in den Energienutzungsbeschluss. Wir sollten nicht das Referendum heraufbeschwören, indem wir das regeln, was in das Wasserrechtsgesetz gehört und nicht in den Energienutzungsbeschluss. Bitte überladen Sie diesen Energienutzungsbeschluss nicht. Wir möchten ihn bald haben. Komplizieren Sie die Sache nicht.

Ich möchte Sie bitten, den Antrag der Minderheit (Bodenmann) abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	89 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	56 Stimmen

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 21.10 Uhr
La séance est levée à 21 h 10*

Energienutzungsbeschluss

Arrêté sur l'énergie

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Februarsession
Session	Session de février
Sessione	Sessione di febbraio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.077
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	07.02.1990 - 15:00
Date	
Data	
Seite	123-147
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 298

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.